

JUIN 2026

NUMÉRO 62

Le journal de Culture & Démocratie

SENSIBILISER,
QUESTIONNER,
(DÉ)CONSTRUIRE

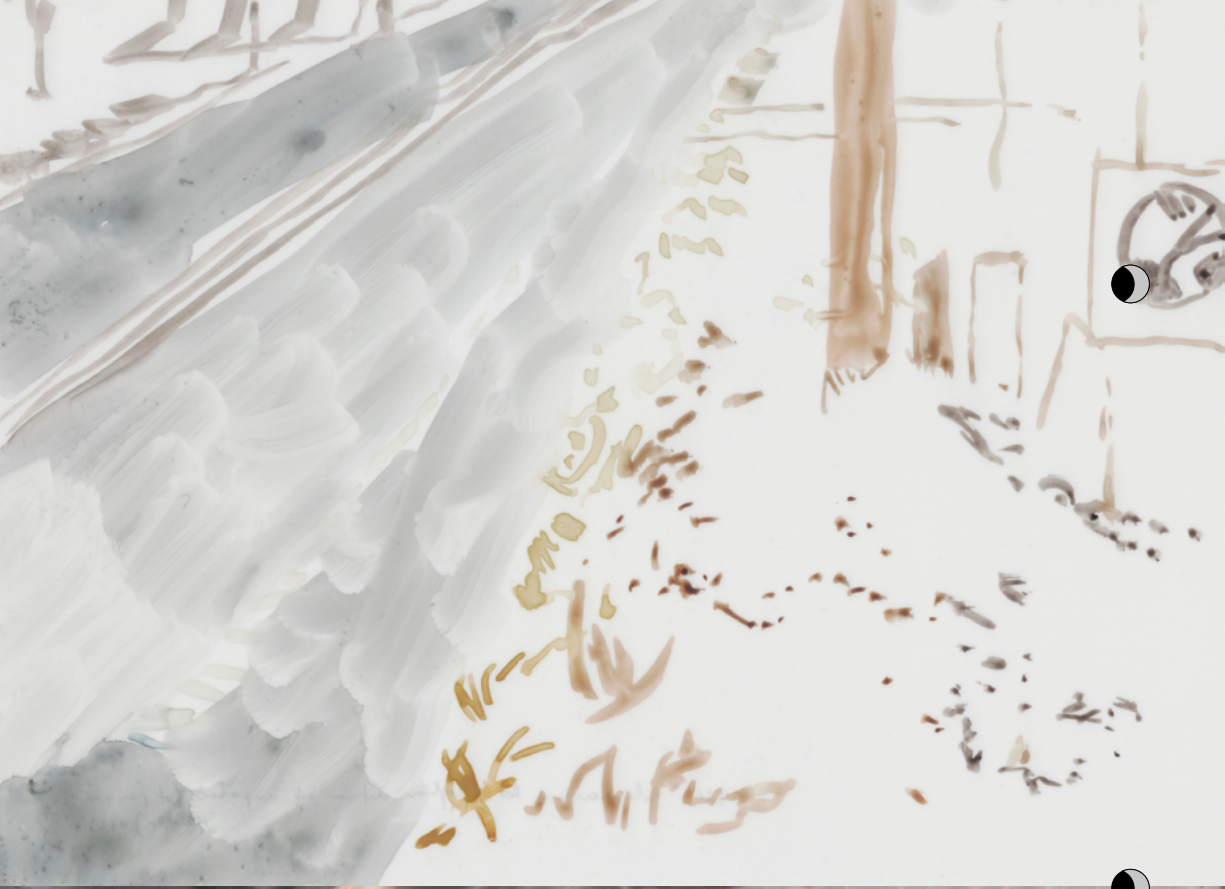


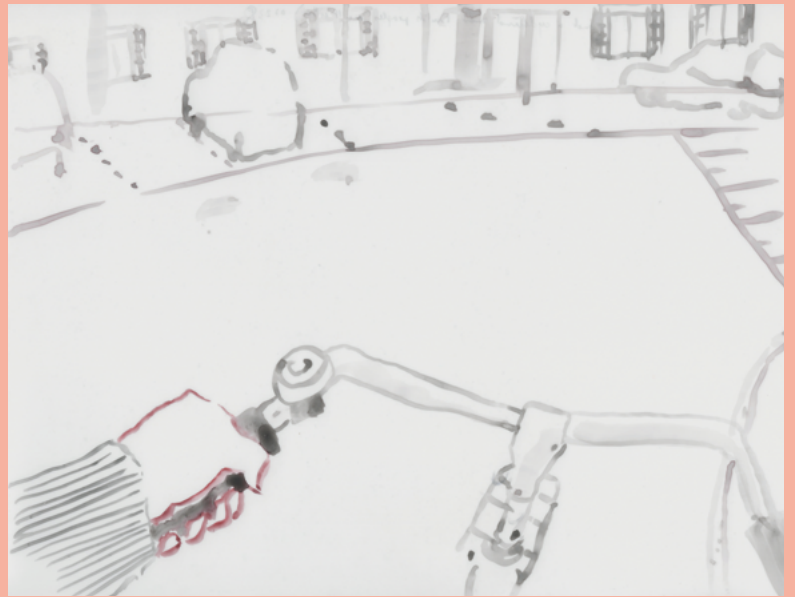
MENSONGES!



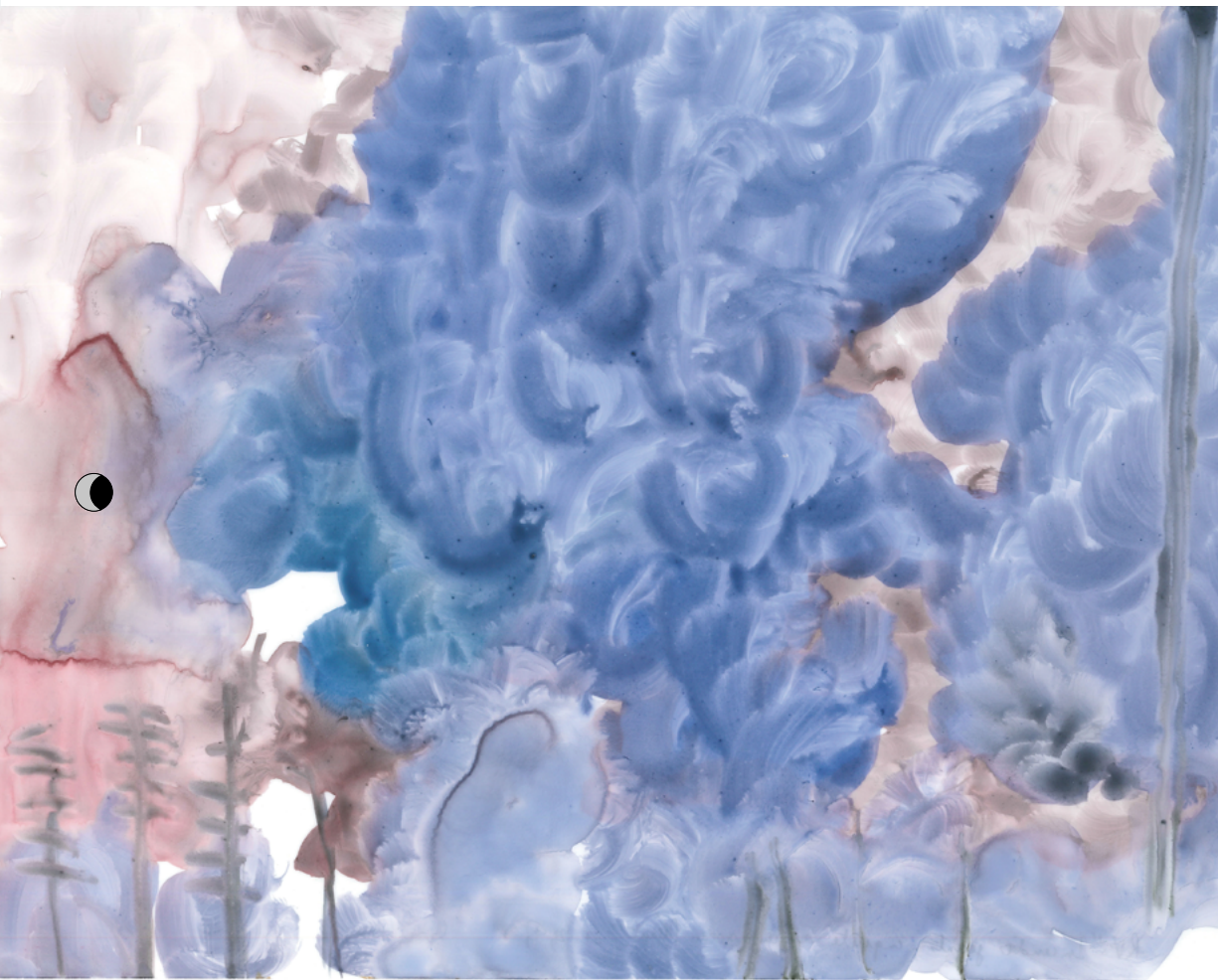
















	Édito
11	MAXIMISER L'EXACTITUDE, MINIMISER L'ERREUR (PIERRE HEMPTINNE)
	Dossier
15	TOUT LE MONDE MENT (JULIE LOMBE)
18	DÉSINFORMATION : ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ET PANIQUE MORALE (ENTRETIEN AVEC JULIEN GIRY)
23	INFORMATION : CONTRE-POUVOIR SOUS PRESSION (JIL THEUNISSEN)
29	FINI LE TEMPS DE LA FAUSSE NEUTRALITÉ (ENTRETIEN AVEC JÉRÉMIE NZITA MAMBU)
34	LE CHAMP D'INFLUENCES COMME ORGANOLOGIE ANTI-DÉMOCRATIQUE (PIERRE HEMPTINNE)
39	COMPRENDRE LES MÉCANISMES DE L'ATTENTION POUR RETROUVER UN POUVOIR D'AGIR (ENTRETIEN AVEC FLORIAN FORESTIER)
45	LE RÔLE DES ÉMOTIONS DANS LA CONSTRUCTION DE NOS CROYANCES (SÉVERINE FALCOWICZ ET ALEXANDER SAMUEL)
51	COMLOT : DE LA DISSONANCE COGNITIVE À LA FASCINATION (ENTRETIEN AVEC WU MING 1)
56	MONTRE LA TERRE PLATE (ENTRETIEN AVEC PHILIPPE BRAQUENIER)
61	RIPOSTE PÉDAGOGIQUE DANS UN MONDE RÉACTIONNAIRE (ENTRETIEN AVEC ZOÉ FAUCONNIER)
65	SPECXCRAFT : DES CONNAISSANCES SPÉCULATIVES MAIS ANCRÉES DANS L'EXPÉRIENCE (ENTRETIEN AVEC GIULIETTA LAKÍ, HÉLÈNE GASSMANN ET FLORENCE PEERAER)
70	HAPPY NO ENDING (PIERRE CASSOU-NOGUÈS)
76	PATCHWORK D'OPINIONS
	Vent d'ici/Vent d'ailleurs
78	LE STATUT DU LIVRE IMPRIMÉ À L'ÈRE NUCLÉAIRE (ROLAND DE BODT)
84	FIGHT ON THE RING, NOT IN THE STREET (ENTRETIEN AVEC NSIMBA BAFUKA)
88	MÉTAMORPHOSE GRAPHIQUE DU JOURNAL (ENTRETIEN AVEC L'ATELIER WIP OFFICE)
90	La vie de l'association
92	Côté images (EMMANUELLE QUERTAIN)

À RETROUVER EN LIGNE

ATTACHEMENT, PATRIMOINE ET VÉRITÉ

(**THIBAUT GALLAND ET MANON ISTASSE**)

VÉRITÉ ET DÉMOCRATIE : REFAIRE BON MÉNAGE

(**PIERRE HEMPTINNE**)

MARK FISHER ET LA CRITIQUE

DU RÉALISME CAPITALISTE

(**SÉBASTIEN MARANDON**)

PEINDRE LA TOILE

(**ENTRETIEN AVEC EMMANUELLE QUERTAIN**)

QUAND LA FICTION DÉPASSE LA RÉALITÉ.

CONVERSATION AVEC LAURA DI SPURIO

(**LESLIE DOUMERX**) → *format sonore*



MAXIMISER L'EXACTITUDE, MINIMISER L'ERREUR

Une des caractéristiques principales du cerveau humain est sa fonction prédictive. Quasi compulsive, liée aux contextes de survie. Brassant les milliards d'informations et de données qu'il prospecte ou qui le traversent en dépit de sa volonté. Cherchant à comprendre qui il est, où il est, où il va, avec qui, comment. Cherchant à se situer et à se projeter dans ce qui vient. Pour ce faire, « il assimile des *patterns* avec facilité et rapidité, et extrapole intuitivement ces impressions pour les appliquer à l'évènement suivant. L'esprit humain voit partout des récits, quelques fois même là où il n'y en a pas, et remplit les trous pour leur donner sens et cohérence. [D]ans sa construction d'une représentation mentale, il s'efforce de maximiser l'exactitude et de minimiser l'erreur. » (Leor Zmigrod, *Le cerveau idéologique*, trad. Christophe Jaquet, Flammarion, 2025). Cette activité prédictive, au départ individuelle, nourrit les dynamiques réflexives collectives des dispositifs par lesquels les individus se forment en interaction avec d'autres et en lien avec les institutions sociales.

Aujourd'hui, la tendance à « maximiser l'exactitude et minimiser l'erreur » semble déboussolée. En quelques mois, les États-Unis entendent imposer la fin de la science : interdiction de certaines thématiques de recherche, les sciences du climat au frigo, mise à l'index de termes progressistes, censure de l'histoire de l'esclavage, négation mémorielle des premiers peuples américains. Ces croyances autoritaires s'inscrivent dans des courants internationaux où couvent les foyers complotistes, masculinistes, identitaires, recourant largement aux récits à propos desquels on parle de « faits alternatifs », de « crise de la vérité ».

Au moment de la pandémie de Covid-19, la sociologue Eva Illouz, alertait : « Le complotisme est en passe de dissoudre l'une des dimensions constitutives de la démocratie, à savoir la tension entre croyances fausses et croyances vraies, entre opinion du peuple et opinion des élites expertes. [L]e pari que les démocraties ont fait sur la liberté d'expression et sur la force de la vérité est désormais remis en question. » Elle soulignait les dérives du « subjectivisme ou l'idée que chacun a le droit de définir sa vérité » : « Porter atteinte à la vision du réel tel que chacun le définit est devenu une atteinte à la personne elle-même. Cette subjectivation de la vérité a été le résultat conjugué du psychologisme, qui octroie à l'individu la légitimité de ses émotions et de ses interprétations du monde, et des valeurs du pluralisme et de la tolérance, apanage des démocraties qui se doivent de respecter les individus et leurs visions du monde, aussi idiosyncratiques soient-elles. »¹

Il est plus qu'urgent de se pencher sur ce dissolvant anti-démocratique. Ce n'est pas un phénomène occulte, insaisissable. Nous ne nous trouvons pas démuni-es face à ses manifestations, ses réseaux. Au contraire, il a

une consistance et l'on peut enquêter sur lui, histoire de s'en forger une connaissance « maximisant l'exactitude, minimisant l'erreur » plutôt que de verser dans le fantasme. On peut en dessiner, par la raison, la géographie hétérogène de ce qui se présente comme une vaste et tenace « dissonance cognitive ». Wu Ming 1 est notre guide (p. 51).

Pour éviter les postures à l'emporte-pièce, les ressources critiques ne manquent pas. Ainsi Julien Giry, docteur en science politique, retrace un historique de la désinformation, objective les différentes formes de fake news et leur impact sur les mécanismes électoraux (p. 18). Il pointe aussi du doigt l'existence d'une « panique morale » des élites face à la montée du complotisme. Cela évite d'aborder les choses de façon trop binaire, tout bon d'un côté, tout mauvais de l'autre. Pas d'esprit critique sans considérer les tendances et contre-tendances dans toutes leurs configurations.

Au cœur de nos relations au vrai, il y a ce à quoi nous prêtons attention. Florian Forestier, écrivain et philosophe, soulève le capot de l'attention. Qu'est-ce et comment fonctionne-t-elle ? Que font à l'attention les flux numériques ininterrompus ? Que faut-il entendre par « marché de l'attention » et « économie de l'attention » ? (p. 39)

En lisant les philosophes Bernard Stiegler d'une part et Jeanne Guien d'autre part, on rencontre les éléments analytiques qui posent une réelle manipulation de l'attention et des émotions par le consumérisme et l'exploitation du biais négatif par les influenceur-ses et leurs algorithmes (p. 34).

Accéder aux leviers qui influencent les émotions, forment et orientent les croyances vers telle ou telle « consommation » est devenu le nerf de la guerre. Mais que sont les émotions ? Comment les gérer au mieux en démocratie afin d'éviter le règne des subjectivités individualistes ? Séverine Falcowicz, psychologue, et Alexander Samuel, biologiste moléculaire et mathématicien, déplient les arcanes du tissu émotionnel, individuel et collectif, ses pièges et ses potentiels d'émancipation (p. 45).

Mieux inscrire ses penchants émotionnels dans l'idéal démocratique, c'est aussi à quoi invite, en poésie, Julie Lombe (p. 15).

Fake news, faits alternatifs, complotisme sapent les fonctions des organes d'information professionnels. Tour d'horizon de ce que cela représente comme menace sur le droit d'être informé-es avec Jil Theunissen, de l'Association des Journalistes Professionnels (p. 23) et avec Jérémie Nzita Mambu, du média Yurbise, source d'information incontournable auprès de la Gen Z belge francophone (p. 29).

S'informer sur les phénomènes qui ébranlent la relation au vrai en démocratie, c'est aussi s'intéresser à et essayer de comprendre comment fonctionne un imaginaire complotiste. C'est la démarche du photographe Philippe Braquenier, avec son enquête dans le monde des platistes, merveille d'analyse critique et humaine de connaissances barges (p. 56).

S'informer complètement c'est enfin accueillir, dialoguer avec des initiatives de la société civile ou des démarches d'associations d'éducation permanente, telle que La Cible. Sur le terrain, et parce que la contagion du complotisme fait bon ménage avec les mouvances d'extrême droite, elle propose « des outils pédagogiques, des animations, des campagnes et des formations [afin] de définir ce qu'est l'extrême droite, quelles sont les valeurs véhiculées et quels sont les dangers » (p. 61).

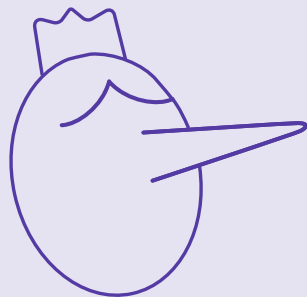
Dans le même sens, là où la méfiance des institutions avive les ressentis paranoïaques, la médiation culturelle ouvre des terrains d'entente créatifs, par exemple quand l'Unesco fige un patrimoine dans des critères

qui dénaturent le folklore auquel est attachée une population. Thibault Galland et Manon Istasse suivent deux cas pratiques qui tentent de réconcilier les deux visions (en ligne).

Si les narrations complotistes font bon ménage avec la négation de la science, comment inventer des récits alternatifs, progressistes, ouvrant la perspective de possibles où, pour tous et toutes, « maximiser l'exactitude et minimiser l'erreur » en termes de qualité de vie, en s'appuyant sur des connaissances scientifiques solides ? C'est l'expérience passionnante du projet specXcraft à Bruxelles (p. 65). Encore faut-il se doter d'un certain sens de l'orientation, ne pas céder aux sirènes qui chantent « la vérité n'existe pas » et rafraîchir régulièrement l'idée que l'on a de la relation au vrai sur quoi se fonde toute démocratie réelle.

Et si l'instrumentalisation des croyances par les flux incessants du numérique souligne à quel point aujourd'hui, tout le monde est tenu de *s'adapter* aux systèmes technologiques dominants alors qu'en démocratie, l'ensemble de la société civile devrait piloter l'*adoption* des technologies profitables au devenir humain sur terre, le philosophe et écrivain Pierre Cassou-Noguès ouvre plusieurs chemins de traverse, les seuls finalement pour reprendre la main sur nos émotions, notre attention, nos savoirs : ralentir et à chaque personne rencontrée, demander, en direct, et plus par écrans interposés, « Alors comment tu vois le futur ? » et « Ce futur, il pourrait être heureux ? » (p. 70) Renouer ainsi avec les rêves de happy ending, voire de happy *no ending*...

1. Eva Illouz, « Croire à la science ou pas est devenu une question éminemment politique, sans doute celle qui va décider de l'avenir du monde », Tribune *Le Monde*, 10/12/2020.



JUIN 2026

NUMÉRO 62

LE JOURNAL DE CULTURE & DÉMOCRATIE

TOUT LE MONDE MENT

J'estime être une personne intègre, juste, sincère.
Pourtant...

J'ai déjà menti sur ma taille, enfant sur la pointe des pieds,
pour entrer dans une attraction à Walibi.

J'ai menti au catéchisme,
en disant que j'avais prié tous les jours de la semaine.

J'ai menti avec aplomb sur mon âge
pour aller en boîte de nuit.
Personne ne m'a demandé ma carte d'identité.
Flemme de vérifier ou crédulité : je suis entrée.

J'ai menti sur mon poids
pour payer moins cher une assurance.

J'ai menti sur mon apparence
en retouchant mes photos avec un filtre *beauty*.

J'ai menti et me suis enorgueillie
en minimisant mon temps d'écran.

J'ai déjà menti
sur la vraie raison de mon retard
- satanés embouteillages...

J'ai menti à un SDF
en disant que je n'avais pas de monnaie.
Chaque fois que je le croise,
il lui manque 3 euros pour prendre son train.
Il ment.
Je mens.
Tout le monde ment.

J'ai menti à des clients
sur l'efficacité quasi magique d'un produit.

J'ai menti en disant avoir lu un livre
alors que j'avais juste vu le film.

J'ai dit, avec conviction : « C'était vraiment excellent ! »
et j'ai donc menti à table, au lit, au théâtre, après une blague nulle.

J'ai menti - tantôt à la hausse, tantôt à la baisse -
sur mon nombre de partenaires.

J'ai menti
en disant que je n'étais pas amoureuse.

J'ai menti pour saint Nicolas,
pour la Petite Souris,
pour les Cloches de Pâques,
pour la Méchante Sorcière que j'allais aller chercher.
Mes parents aussi avaient menti.
Tout le monde ment.

J'ai menti sur une compétence professionnelle
parce que le patron de Virgin avait dit :
« Si quelqu'un vous offre une opportunité incroyable
et que vous ne savez pas le faire,
dites oui, apprenez après. »
J'ai eu le job.
Ce n'était pas un job si incroyable.
L'employeur avait menti.
Tout le monde ment.

Tout le monde vous dira
être une personne intègre, juste, sincère.
Pourtant...

Même devant la justice, même devant les preuves,
les yeux dans les yeux des victimes,
il y en a qui mentent.

Et combien, en disant
« jusqu'à ce que la mort nous sépare »,
savent déjà qu'ils mentent ?

Tout le monde ment.
 Par omission, par conviction,
 en bafouillant ou avec talent.
 On ment pour ne pas blesser.
 On ment pour faire plaisir.
 On ment par plaisir.
 On ment par honte,
 par peur du rejet.
 On ment, on triche,
 on pipote, on berne.
 On ment pour son profit,
 pour garder la face.
 On se ment à soi, en premier.
 On ment parce que ça ne mange pas de pain.
 Parce que ça peut même être pieux, un mensonge.
 Et que celui qui n'a jamais menti me jette la première pierre !

*On peut mentir une fois à une personne,
 mentir mille fois à une personne,
 mentir une fois à mille personnes...
 mais on ne peut pas mentir mille fois à mille personnes.*
 Ben si, Émile !
 Détrompe-toi.
 Plus c'est gros, plus ça passe.

On peut s'enfoncer dans un mensonge
 pour en couvrir un autre et puis un autre
 jusqu'à vivre dedans,
 jusqu'à y croire vraiment.
 Mythomanes.
 Sentiment de culpabilité : néant.
 Gains potentiels largement supérieurs aux risques.

Hypnotisation collective.
 Aie confiance, crois en moi.

Les promesses n'engageant que ceux qui y croient,
 Les politiciens racolent et mentent.
 Même au parlement,
 la main sur le cœur,
 on ment.
 De Nixon à Clinton,
 de Trump à Le Pen,
 de Reynders à Bouchez,
 de Cahuzac à Sarko :
 Pinocchios !
 Ils et elles mentent
 et ielles le savent.
 Car oui, un menteur sait qu'il ment.
 Et ils savent que nous savons qu'ils mentent
 mais ils s'en foutent puisque
 tout le monde ment.
 Théâtre de faux-semblants.
 Malhonnêteté intellectuelle.
 Mauvaise foi.
 Incapacité à la probité.

Ce n'est pas de la folie.
 C'est une stratégie,
 écrivez noir sur blanc :
 Tout nier.
 Ne jamais avouer.
 Attaquer sans relâche.
 Toujours revendiquer la victoire.
 Best-seller.
 Mentir pour vendre.
 Économie de l'attention.
 (Lis bien jusqu'au bout, le dernier paragraphe va t'étonner !)
 Mad men.
 Badvertising.
 Communicants.
 Bonimenteurs de tous bords.
 Vendre du rêve
 ou vendre une riviera sur corps
 et Droit International
 encore fumants.
 Mais quelle indécence !

Où trouver encore
 l'éthique,
 le sens moral,
 l'exactitude,
 le sens du vrai,
 l'introuvable sens des faits ?

Dans la presse ?

Certains médias martèlent opinions déguisées en informations.
 Rédactions parachutées par les grands patrons.
 Démagogues, chroniqueurs et toutologues.
 Désinformation.
 Mésinformation.
 Distorsion des faits.
 Généralisations hâtives.
 Polarisation.
 Diversion.
 Rumeurs.
 Hoax.
 IA.
 Biais de confirmation algorithmique.
 Bots.
 Buzz.
 Deepfakes.
 Fake news.
 Faits alternatifs.
 Ma vérité.
 Contre-vérité.
 Post-vérité.
 Infobésité, nous faire tout gober.
 Éléments de langage.
 Flou entretenu.
 Propagande.
 Matraquage.
 Gaslighting.
 Rejet des preuves scientifiques.
 Ne plus savoir distinguer le vrai du faux.
 Faire douter même les esprits les plus critiques.

Alors, comment résister à ce raz-de-marée ?
 Comment ne pas sombrer dans le complotisme,
 dans le « tous pourris » ?

La loi de Brandolini nous dit :
 Il faut beaucoup plus d'énergie pour réfuter un mensonge
 Que pour le produire.
 Comment lutter, nous qui sommes déjà si épuisés ?
 Comment reprendre le pouvoir ?

Peut-être...

Peut-être d'abord en rouvrant les livres d'Histoire :
 bouc-émissaires, fachos, profiteurs de guerre,
 résistance citoyenne...
 Retrouver mémoire vive.

En réapprenant, collectivement,
 à remonter à la source :
 D'où ça part ?
 Qui est le patient zéro d'une info virale ?

En croisant, analysant, vérifiant.
Fact-checking : chiffres contre chiffres.

En aiguisant dès l'école son esprit critique
 Et en réapprenant à critiquer les médias
 sans sombrer dans le
 « tout est faux » ou le « tout se vaut ».

En occupant l'espace médiatique avec nos narratifs,
 pas en réaction, mais en proposition.
 Avec nos points de vue clairement situés.

En renforçant le cordon sanitaire :
 éviter les contacts, réapprendre les gestes barrières.

En asséchant l'algorithme :
 Pas de partage, de commentaire émotionnel.
Don't feed the troll.
 En sortant de nos silos cognitifs.
 En osant un œcuménisme de la pensée.

En soutenant financièrement une presse indépendante.
 Indépendante de tout intérêt partisan.

En s'investissant dans le monde associatif,
 en investissant l'espace public,
 en s'habillant de toute notre humanité,
 en écoutant, en parlant et en riant avec ses voisins,
 en faisant culture de tout,
 en faisant culture du « nous ».

DÉSINFORMATION : ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ET PANIQUE MORALE

Propos recueillis
par Maryline Le Corre
pour Culture & Démocratie

Docteur en science
politique, Université
de Tours/PRIM

Julien Giry revient sur les origines et les usages contemporains des notions de désinformation, de fake news et de complotisme. Il analyse le rôle des réseaux socionumériques dans la circulation des contenus trompeurs, tout en relativisant l'idée d'une « crise de la vérité » généralisée. À travers un regard critique sur les politiques de régulation européennes et les discours alarmistes, le chercheur interroge les systèmes de régulation mis en place en Belgique et au niveau européen, ainsi que les tensions qu'ils soulèvent entre lutte contre la désinformation, liberté d'expression et démocratie.

Entre fake news et théories du complot, la désinformation est aujourd'hui au cœur du débat public. À quel moment ce concept a-t-il émergé ? Pourquoi ?

Fake news, complotisme et désinformation sont historiquement et sociologiquement des concepts distincts. La *désinformation*, terme conçu dans les années 1920 en URSS (*dezinformatsia*), renvoie à la fabrication d'un message qui semble neutre, bien que faux, puis à sa diffusion dans l'espace public dans un but stratégique. Il s'agit de peser négativement sur l'opinion publique pour affaiblir un adversaire (un pays, les partisans d'une idéologie, un groupe social, etc.) et de renforcer son camp. Aussi, la désinformation se distingue du mensonge, du stratagème, de l'intoxication, de l'idéologie puisqu'elle repose sur trois critères cumulatifs : l'intention stratégique des auteur·ices du faux, sa médiatisation ou sa publicisation et le fait de servir les intérêts de son initiateur·ice. Historiquement, enfin, la désinformation est perçue comme une arme des autorités politiques des régimes représentatifs ou autoritaires. Elle participe des stratégies mises en œuvre par les gouvernant·es afin de peser sur l'opinion publique.

Le terme *conspirationnisme* qui apparaît au début du XX^e siècle dans les dictionnaires britanniques, désigne pour sa part, dans sa forme extrême et radicale au moins, un système de révélation et de dévoilement d'une vérité sous-jacente et cachée : l'existence d'un grand complot universel dans le temps et l'espace. Ainsi tous les événements extraordinaires (catastrophes naturelles, attentats, guerres ou assassinats, etc.), tous les phénomènes sociaux néfastes (chômage, illettrisme, addictions ou pandémies, etc.) ainsi que les éléments en apparence les plus insignifiants (conditionnement alimentaire, résultats sportifs ou divertissements, etc.) sont liés et procèdent d'un plan secrètement orchestré par une minorité omnisciente et omnipotente dans le but de renforcer son pouvoir et sa domination au détriment du plus grand nombre¹.

Enfin, l'expression fake news est apparue dans les années 1990 aux États-Unis dans des publications satiriques (*The Onion*)

ou d'info-divertissement (*The Daily Show with Jon Stewart*) qui détournaient et parodiaient les formats, les codes visuels ou les contenus de la grande presse et/ou des chaînes de télévision. Les fake news, traduites alors par « informations truquées », reposaient sur la connaissance partagée du caractère factice de fausses nouvelles pourtant présentées à la manière d'authentiques informations. L'aspect humoristique, la satire et la caricature étaient au cœur des fake news qui constituaient une forme de subversion et de critique sociopolitique des médias dominants ou des acteurs et institutions politiques. Depuis 2016 pourtant, dans le contexte du Brexit et de l'élection de Trump à la présidence des États-Unis, l'expression a changé de sens. Elle désigne désormais la mise en circulation volontaire dans l'espace public, en particulier numérique, par des acteurs sociaux, essentiellement extérieurs au champ du pouvoir, d'énoncés performatifs délibérément faux et mensongers dont ils assument la responsabilité énonciative, discursive, politique, voire judiciaire. Ces énoncés mobilisent des affects, des stéréotypes, des préjugés propres à leur univers d'énonciation et ils sont sciemment conçus afin de tromper le public en vue de retombées politiques et/ou économiques favorables à leurs auteur·ices et/ou défavorables à leurs adversaires, opposant·es ou concurrent·es.

Quoi qu'il en soit, ces termes et expressions, bien que différents, nous venons de le voir, ont fait florès dans le débat public au mitant des années 2010 en tant que grille d'analyse autosuffisante et non définie pour expliquer, du point de vue des pouvoirs publics et des élites médiatiques, un certain nombre de phénomènes politiques présentés comme des formes d'irrationalités populaires, imputées en particulier aux dominé·es : refus de la minute de silence après les attentats de *Charlie Hebdo*, Brexit, élections de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro.

En quoi les outils numériques ont-ils participé au développement de ce phénomène ?

Les outils numériques, et singulièrement les réseaux socionumériques, ont favorisé l'accélération de la circulation et la visibilité de la désinformation ou des fake news dans l'espace public numérique. Les algorithmes

1. Sur la notion de complotisme, lire l'entretien avec Wu Ming 1 en p. 51 de ce Journal.

de hiérarchisation, basés sur le principe d'une économie de l'attention², poussent la viralité des contenus à forte charge émotionnelle (colère, dégoût, indignation, etc.) et polarisants, dans la mesure où ils favorisent l'engagement des usager-es. De plus, les algorithmes de recommandation offrent aux usager-es des contenus qui vont dans le sens de leurs préférences ce qui favorise un certain enfermement informationnel qu'il convient tout de même de relativiser.

Les usager-es, notamment les plus jeunes, sont bien conscient-es de ces logiques algorithmiques et mettent en place des stratégies pour les contourner en diversifiant leurs recherches et centres d'intérêt. De même, les publics sensibles à la désinformation ne sont pas enfermés dans des silos ou des bulles à filtre, bien au contraire ils consomment également des médias traditionnels. S'ils peuvent être mal informés, ils ne sont, en tous cas, pas sous-informés. Parfois même, ils sont surinformés et, le plus souvent, conscients et réflexifs sur leurs pratiques informationnelles.

**« LA DÉSINFORMATION SE DISTINGUE
DU MENSONGE, DU STRATAGÈME,
DE L'INTOXICATION, DE L'IDÉOLOGIE
PUISQU'ELLE REPOSE SUR TROIS CRITÈRES
CUMULATIFS : L'INTENTION STRATÉGIQUE
DES AUTEUR-ICES DU FAUX,
SA MÉDIATISATION OU SA PUBLICISATION
ET LE FAIT DE SERVIR LES INTÉRÊTS
DE SON INITIATEUR-ICE. »**

Selon vous, y a-t-il un « dérèglement informationnel global » qui toucherait l'ensemble de nos institutions politiques et culturelles ? Une véritable « crise de la vérité » ?

Pas véritablement, si l'on prend un peu de distance, il convient de rappeler que les contenus désinformationnels ne représentent qu'une part infinitésimale des contenus en circulation en ligne. Ensuite, il ne faut pas se tromper en faisant comme si ce qui se passe en ligne, sur certains réseaux socio-numériques aux sociologies, affordances [caractères intuitifs] et ethos variés, était une sorte de décalque en miniature de ce qui se passe dans la société globale. Sur les réseaux socio-numériques, il y a une prime aux

minorités agissantes. Prenons un exemple. Le 13 décembre 2021, le hashtag #jeanmichelTROGNEUX (Brigitte Macron serait en réalité un homme né avec le prénom de Jean-Michel) est numéro un des tendances sur Twitter France. Pourtant, il ne s'agit que de quelques centaines de comptes, tous situés dans la « fachosphère » soralo-zémourienne, qui se sont frénétiquement retwittés dans le cadre d'un raid. Dès le lendemain, le soufflet était retombé et c'est l'attention des médias traditionnels qui a donné à ce non-phénomène le caractère d'« Affaire » avec comme point d'orgue le passage de Mme Macron au 13H de TF1 en janvier 2022 où le présentateur lui a clairement demandé si elle était un homme.

Par ailleurs, de nombreuses études attestent que la confiance envers les savoirs et institutions scientifiques demeure largement partagée au sein des populations européennes. En revanche, la situation est plus contrastée pour ce qui relève de la confiance dans les médias traditionnels, quand bien même ils demeurent une source d'information privilégiée pour les citoyen-nes, et les professionnel-les de la politique.

Bref, il faut donc faire preuve de prudence lorsque l'on parle de « dérèglement informationnel » ou de « crise de la vérité » ; sachant que ce terme même de « vérité » est discutable.

Quels systèmes de régulation sont mis en place au niveau européen ? Sont-ils contraignants ?

En Belgique, contrairement à la France ou la République tchèque par exemple, il n'existe pas de définition légale de la désinformation quand bien même un certain nombre de lois peuvent s'appliquer à ce phénomène : la loi Moureaux de 1981, la loi de 1995 sur le négationnisme, la loi de 2007 sur les discriminations femme/homme, etc.

Au niveau européen, le Digital Services Act (DSA) qui est entré en vigueur en août 2023 pour les très grandes plateformes et très grands moteurs de recherche en ligne et en février 2024 pour l'ensemble des réseaux socio-numériques, envisage la désinformation comme un risque systémique contre lequel il faut mettre en place des mesures de préventions (art. 34) et, le cas échéant, d'atténuation ou de remédiation (art. 35). Surtout, il convient de préciser que le DSA, hormis pour ce qui est illicite

2. Sur la notion d'économie de l'attention, lire l'entretien avec Florian Forestier en p. 39 de ce Journal.

(pédopornographie, apologie du terrorisme, etc.), n'interdit pas la diffusion de contenus en tant que tels, mais des techniques, tactiques et procédures (TTP) qui permettent de diffuser de façon massive de la désinformation. Pour le dire plus explicitement, le DSA ne définit pas la désinformation en tant qu'elle viserait le changement climatique, la vaccination ou des options politiques, mais seulement en tant qu'elle procède d'usages inauthentiques de manipulation de l'espace public numérique : raids, usage de faux comptes, recours à des bots, opérations d'influence étrangères (FIMI), etc.

Depuis 2025, le DSA a également intégré dans son arsenal (art. 45) le Code de Conduite contre la désinformation en tant qu'instrument de corégulation contraignant pour les réseaux socionumériques signataires et qui sert de maître-étalon pour l'ensemble des autres plateformes, y compris les non-signataires comme X (ex-Twitter) par exemple. Le Code prévoit un ensemble de mesures concernant la démonétisation des contenus désinformationnels ou situés à proximité des contenus désinformationnels, la transparence de la publicité à caractère politique, le soutien au *fact-checking* (vérification des faits), l'ouverture des données aux chercheur·ses agréé·es, la mise en place d'un centre de transparence sous forme d'un site internet³ qui publie les rapports des plateformes détaillant les actions mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la désinformation, etc.

Si, enfin, le DSA prévoit un régime de sanction pour les réseaux socionumériques allant jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires mondial, voire le bannissement du service du territoire de l'UE en cas de manquements graves et répétés, il apparaît que, pour l'heure, il ne connaît pas véritablement d'application concrète en ce qui concerne la désinformation.

**« LES PUBLICS SENSIBLES
À LA DÉSINFORMATION NE SONT PAS
ENFERMÉS DANS DES SILOS OU DES BULLES
À FILTRE, BIEN AU CONTRAIRE
ILS CONSOMMENT ÉGALEMENT
DES MÉDIAS TRADITIONNELS.
S'ILS PEUVENT ÊTRE MAL INFORMÉS,
ILS NE SONT, EN TOUS CAS,
PAS SOUS-INFORMÉS »**

*Pensez-vous que la désinformation
représente une menace pour
nos démocraties ?*

Rappelons d'abord que dans l'immense majorité des cas, ce qui est qualifié de désinformation relève de l'opinion et donc de la liberté d'expression. Selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme, elle « vaut non seulement pour les "informations" ou "idées" accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent ». Ce faisant, la désinformation est paradoxalement consubstantielle à l'idée même de liberté, de pluralisme des idées et de démocratie.

La question est donc surtout celle d'une balance : la désinformation est-elle, à elle seule, capable de porter atteinte à la sincérité des processus électoraux et, par là même, aux régimes démocratiques ? Pour l'heure, les travaux de recherche semblent indiquer le contraire. Le Brexit, l'élection de Trump en 2016 ou de Bolsonaro en 2017 s'expliquent bien davantage par des configurations et contextes politiques locaux complexes que par la désinformation. Celle-ci, nous l'avons dit, est davantage convoquée comme une sorte d'explication autosuffisante, pour ne pas dire « magique » par les élites politiques et médiatiques pour disqualifier et délégitimer des choix politiques qui leur déplaisent.

*Vous parlez de « panique morale »
face à ce phénomène. Le débat
et les mesures institutionnelles
vous semblent donc trop alarmistes
par rapport à la réalité des faits ?*

Cela dépend des contextes. Si l'on compare la France et la Belgique, notamment la Belgique francophone, nous sommes dans deux cas très différents malgré des événements récents assez comparables : attentats terroristes, crise sanitaire, etc. Là où la Belgique a fait le choix d'une approche libérale et mesurée, sans législation spécifique, la France a fait des choix politiques beaucoup plus stricts : empilement des législations encadrant ou limitant la liberté d'expression (loi anti-fake news, loi « Avia », loi antiséparatisme, etc.), multiplication des dispositifs pour encadrer les populations précaires jugées ex-nihilo plus vulnérables ou crédules vis-à-vis de la désinformation (« promeneurs du web » dans les CAF – quasi équivalant

3. Voir : <https://disinfocode.eu>

des CPAS belges –, assises nationales de lutte contre les dérives sectaires, commission Bronner, Viginum etc.), sondages alarmistes (IFOP, fondation Jean Jaurès, fondation Descartes). Cela s'ajoute à la croyance des citoyen·nes dans les « théories du complot » qui se succèdent et à l'injonction scolaire à « bien penser ». De sorte qu'on assiste à une disproportion des moyens engagés par l'État, mais aussi par les collectivités locales, dans la lutte contre la désinformation qui demeure une problématique certes réelle, mais néanmoins mineure. C'est en cela que je parle, à la suite de Stanley Cohen, de panique morale, c'est-à-dire d'une projection disproportionnée par les élites politiques et médiatiques de leurs propres représentations à propos de l'intempérance et de la supposée crédulité des catégories populaires, des jeunes, notamment ceux et celles issues de l'immigration, des acteurs sociaux peu diplômés, en tant que dangers pour la démocratie.

« ON ASSISTE À UNE DISPROPORTION DES MOYENS ENGAGÉS PAR L'ÉTAT, MAIS AUSSI PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES, DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION QUI DEMEURE UNE PROBLÉMATIQUE CERTES RÉELLE, MAIS NÉANMOINS MINEURE. »

INFORMATION: CONTRE-POUVOIR SOUS PRESSION

Responsable
du service
juridique
de l'Association
des Journalistes
Professionnels

Jil Theunissen analyse les multiples fragilisations qui touchent aujourd'hui le monde de l'information, avec une attention particulière portée à l'évolution du paysage médiatique belge. Entre restructurations économiques, concentration des médias, pressions politiques, procédures judiciaires et mutations numériques, elle interroge les conditions concrètes d'exercice du journalisme et leurs effets sur le pluralisme démocratique. Jil Theunissen aborde aussi les enjeux déontologiques, l'émergence de nouveaux acteurs de l'information et les résistances mises en place pour défendre une presse libre et indépendante.

Le but d'une presse libre est simple et fondamental : permettre aux citoyen·nes, sur base d'informations indépendantes, de comprendre et d'interroger le monde dans lequel ils et elles évoluent, d'investir le débat, et de demander des comptes aux autorités. En bref, d'agir sur la société et de *faire* société, en en dénonçant les éventuelles dérives. C'est dans cet esprit que la liberté de manifester ses opinions et la liberté de la presse ont été inscrites dans notre Constitution dès 1831. En matière de presse, le texte est limpide : « La presse est libre, la censure ne pourra jamais être établie. » Quelques mots qui consacrent l'indépendance du 4^e pouvoir et son importance dans nos sociétés démocratiques.



Indispensable déontologie

Si la presse doit permettre au public de se forger une opinion, il faut que l'information reflète, le plus objectivement possible, la réalité, la nuance et la complexité du *terrain*. Les journalistes doivent diffuser des informations vérifiées, les recueillir et les communiquer de manière indépendante, agir loyalement et respecter les droits des personnes. Cette rigueur relève tant de la loi que de la déontologie : tou·tes les journalistes, professionnel·les ou non, sont soumis·es à la déontologie journalistique, qui encadre la recherche et la production de l'information et en garantit la qualité. En cas de violation, l'organe d'autorégulation (CDJ) et le cas échéant les tribunaux peuvent être saisis.

Au sein des rédactions, des structures, hiérarchies et fonctions spécifiques ont pour but de garantir le respect de ces obligations et de protéger l'indépendance éditoriale des contenus. Leur fonctionnement est parfois perfectible, mais leur nécessité n'est plus à démontrer.

Chamboulements et réinventions

Si la liberté de la presse a toujours été présentée comme solide, un faisceau d'éléments vient aujourd'hui la fragiliser. Certes, les médias ont de tout temps été soumis à des évolutions. On ne peut néanmoins nier la rapidité et l'intensité des bouleversements actuels. Omniprésence des GAFAM [Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft], règne de l'information instantanée et gratuite, IA, désinformation, polarisation... Tant la nature des discours que les manières de diffuser l'info évoluent et obligent les médias dits traditionnels à se réinventer, tout en maintenant des standards déontologiques forts. Périlleux exercice lorsqu'en parallèle, le secteur est affaibli de toutes parts : qu'il s'agisse de pressions économiques ou judiciaires, d'attaques ciblées envers des journalistes ou de remises en cause de mécanismes déontologiques. Le journalisme fait l'objet d'une série d'assauts, rendant l'acte d'informer de plus en plus délicat, impactant le public et l'information qu'il reçoit.

Réformes et fusion

Les fragilisations du secteur sont d'abord structurelles. Intervenant dans un contexte déjà tendu, plusieurs réorganisations ont été annoncées ces derniers mois, avec des effets sur les conditions de travail des journalistes et le pluralisme de l'information.

En 2025, une partie des médias audiovisuels, principalement de service public, était réformée. Au niveau local, les médias de proximité passeront de 12 à 8 d'ici 2031 et voient l'indexation de leurs subventions supprimée dès 2026. La dotation de la RTBF est elle aussi réduite (133 millions à économiser d'ici 2028) afin de « recentrer [le média] sur ses missions ». Les effets de ces réformes ne se font pas attendre : licenciements, suppression d'émissions, etc.



1. Qui détient notamment *La Libre Belgique*, *La DH*, Les Éditions de l'Avenir, *Moustique*, *Paris Match Belgique*.

2. Qui détient notamment *Le Soir*, *Sudinfo*, *Grenz-Echo*, *Ciné-Télé-Revue*, la moitié de *L'Écho*.

3. Au sein d'IPM par exemple, l'ensemble des matières culturelles sont traitées par une seule équipe, pour tous les titres du groupe.

La presse écrite n'est pas en reste. En juin 2025, on annonçait le projet de rachat des activités de presse écrite du groupe IPM¹ par Rossel². Épineux dossier : on parle ici de 94% de l'audience de la presse écrite belge francophone, soit l'essentiel de l'information écrite d'actualité. Outre les questions de concurrence, ce rachat pose d'évidentes questions démocratiques :

Comment garantir au public une information diversifiée et indépendante si quasiment tous les quotidiens appartiennent au même groupe ? Et si celui-ci est racheté par l'un ou l'autre milliardaire aux volontés éditoriales assumées ? Indépendamment de ce scénario, les questions de pluralisme se posent déjà. Si les dirigeants des deux groupes ont par exemple assuré maintenir les titres existants, rien ne garantit que des rédactions distinctes et en effectifs suffisants seront conservées, permettant de produire des contenus propres, ni que des « synergies rédactionnelles » n'aurent pas lieu. Ce type de mutualisation des contenus est d'ailleurs déjà en cours³, avec un impact évident sur la pluralité des voix, et dès lors sur la possibilité pour le public de bénéficier d'une diversité d'angles. Une autre inquiétude concerne la presse locale (*Sudinfo* et *L'Avenir*) : c'est en effet à ce niveau que le plus de coupes ont d'ores et déjà été annoncées, et amorcées. Si cette fusion semble inévitable pour la survie des médias concernés (et donc, paradoxalement, pour un certain maintien du pluralisme), il sera fondamental de la conditionner à des balises strictes de protection du pluralisme (réel) de l'information, de l'indépendance éditoriale des titres et du maintien des équipes rédactionnelles.

L'info de proximité, perdante de 2025

C'est peu dire que l'information d'actualité, et particulièrement l'information locale, souffre de ces réorganisations. Difficile de garantir une info de proximité pluraliste et une couverture homogène des zones quand la presse écrite locale se concentre en un groupe, quand les médias audiovisuels locaux sont amputés d'un tiers, et quand le média de service public, remplissant des missions de proximité, voit son financement réduit. L'information locale joue pourtant un rôle clé dans le processus démocratique : il s'agit du premier niveau d'information et, partant, d'implication des citoyen·nes. Cet ancrage local et de terrain est fondamental, a fortiori dans un contexte de lien parfois distendu entre les médias et leurs publics.

Départs de journalistes, disparition de voix

Autre constat de ces derniers mois : l'hécatombe au sein des équipes journalistiques. Les licenciements de journalistes ne se limitent pas aux médias réformés. Conséquences des crises qui traversent le secteur, en 2025 et 2026 des dizaines de journalistes ont été remerciés. BX1, RTBF, LN24, *L'Avenir*, *Le Soir*... : les rédactions se sont rarement autant vidées de leurs forces vives. Outre l'impact humain de telles restructurations, l'effet sur le public est évident. Derrière ces décisions ce sont en effet des voix et des expertises qui disparaissent. La diminution des équipes implique également une production plus rapide avec des ressources moindres, augmentant le risque d'erreurs et impactant les contenus délivrés. Le risque de baisse de confiance envers ces médias n'en est que renforcé.

« COMMENT GARANTIR AU PUBLIC UNE INFORMATION DIVERSIFIÉE ET INDÉPENDANTE SI QUASIMENT TOUS LES QUOTIDIENS APPARTIENNENT AU MÊME GROUPE ? ET SI CELUI-CI EST RACHÉTÉ PAR L'UN OU L'AUTRE MILLIARDAIRE AUX VOLONTÉS ÉDITORIALES ASSUMÉES ? »

Hostilité et pressions

En parallèle de cette modification du paysage, on observe une certaine hostilité envers les contenus journalistiques et celles-eux qui les produisent. Les procédures judiciaires, les intimidations, ou les ingérences policières traduisent une méfiance envers ses acteur-ices, et s'accompagnent d'un effritement des garanties liées à l'exercice de leur métier.

Les recours en justice à l'égard de médias et de journalistes, par exemple, se multiplient. Notons notamment la hausse des actions visant à interdire *préventivement* des publications, au mépris de la Constitution, ou encore la saisine de juridictions commerciales pour interdire ou sanctionner la publication d'informations. Certaines poursuites relèvent quant à elles presque de l'acharnement, comme la double action intentée par la ville d'Andenne et son ex-bourgmestre contre une journaliste, suite à une enquête publiée dans *Wilfried* fin 2024.

Outre l'impact de ces pratiques sur l'énergie, le temps et la santé des journalistes, l'effet de telles (menaces de) procédures sur le débat public est concret : certain-es journalistes ou rédactions s'interrogent sur l'opportunité de publier, voire d'enquêter. Des sources hésitent à parler. Le débat démocratique en est limité, des informations d'intérêt général ne voyant pas le jour.

Lueur d'espoir à l'horizon : face à la multiplication des procédures abusives contre les acteur-ices du débat public (les fameuses *SLAPP* ou « procédures-bâillons »), une directive européenne a été adoptée en 2024, visant à protéger, notamment, les journalistes. Chez nous, un projet de transposition assez ambitieux a été déposé au Parlement en avril 2026. Les journalistes devraient, grâce à ce texte, être plus efficacement protégés devant des juridictions civiles.

Attaques politiques

Ces dernières années, la Belgique francophone a également été témoin d'une série inédite d'attaques, de la part de certaines personnalités politiques, contre des médias et des journalistes, principalement du service public. Lorsqu'elles ne constituent pas des tentatives d'ingérence éditoriale (ingérences interdites, pour rappel, tant par la Constitution que par les conventions internationales), ces pressions, menaces ou dénigrements sont autant de fragilisations de la presse et des balises déontologiques qui l'encadrent. Même lorsque les propos sont ensuite relativisés, leurs effets sont durables. Ils nourrissent une suspicion du public à l'égard du journalisme, de son indépendance et de ses méthodes, alors même qu'ils relèvent principalement, paradoxalement, de l'opinion. Les effets sur la production de l'information sont également concrets : un climat d'auto-censure se développe, impactant l'info que reçoit, ou non, le public.

Ces pressions ont enfin des effets sur la dynamique démocratique. Lorsque la ministre censée incarner la défense de l'indépendance de la presse déclare espérer un rééquilibrage idéologique de la ligne

« CERTAIN-ES JOURNALISTES OU RÉDACTIONS S'INTERROGENT SUR L'OPPORTUNITÉ DE PUBLIER, VOIRE D'ENQUÊTER. DES SOURCES HÉSITENT À PARLER. LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE EN EST LIMITÉ, DES INFORMATIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL NE VOYANT PAS LE JOUR. »

éditoriale du média de service public ou commente le prétendu positionnement politique de ses journalistes, soulignant le nécessaire « travail de terrain » pour y réagir, il ne s'agit pas d'une critique ordinaire. Minimisant ces déclarations, l'autorité politique brouille la frontière entre l'opinion et l'ingérence, impactant notre conception de la liberté de la presse mais également notre vécu concret de la démocratie : que comprendre lorsqu'une ministre censée garantir la protection d'un de ses piliers tient de tels propos et que ceux-ci ne sont pas, ou peu, dénoncés par la majorité ?

Résistances

Ce contexte n'empêche néanmoins pas les médias et les journalistes de continuer à informer. En parallèle, sur le terrain, le secteur s'organise : campagnes de réabonnement de médias indépendants, réflexion sur les structures, mécanismes de solidarité entre médias ou journalistes, mobilisation et dynamiques de résistance... La presse fait front et travaille à sa réinvention. Les diverses actualités qui ont secoué le secteur ces derniers mois ont également permis au public de prendre conscience de sa fragilisation et de l'importance d'un journalisme solide.

Nouveaux acteurs

En marge de ces évolutions, de nouvelles voix émergent. Avec l'avènement des réseaux sociaux, certains formats évoluent vers des contenus hybrides, plus incarnés, des visions plus personnelles de l'actualité. Aux côtés des médias « établis », les créateur·ices de contenu d'actualité, ou *news-influenceur·ses*, se font une place. Certain·es rassemblent des dizaines de milliers d'abonné·es avec des taux d'engagement bien supérieurs à ceux des médias traditionnels sur les mêmes plateformes. S'il semble peu indiqué de les envisager comme un groupe homogène, tant leurs pratiques diffèrent les unes des autres, ils et elles ont en commun de répondre à une attente : celle d'une information plus accessible, plus proche des vécus et des codes culturels de certains publics.

Leur point positif : il·elles amènent l'actualité vers des publics qui s'en étaient éloignés. Il·elles vulgarisent l'information et diffusent des contenus parfois différents, boudés par d'autres médias. Néanmoins, certaines pratiques peuvent interroger, d'un point de vue économique (en termes de droit d'auteur notamment) mais également, et c'est démocratiquement plus inquiétant, déontologique. La difficulté réside en effet dans la nécessité de créer des contenus déontologiquement corrects, qui relèvent de l'information et non de la communication, au service réel du public, tout en s'adaptant aux formats et aux modèles économiques des plateformes.

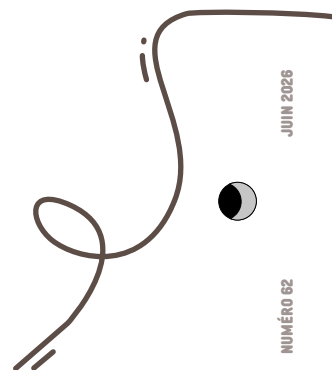
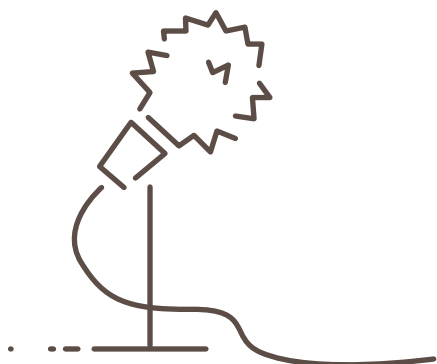
On peut décrier ou se réjouir de leur présence, les *news-influenceur·ses* n'en font pas moins partie du paysage, qu'il·elles complètent plus qu'il·elles ne révolutionnent. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose, à condition d'être attentif·ves à ce que ces évolutions ne se fassent pas au détriment du journalisme professionnel et de terrain, de la qualité de l'information, de sa nuance, de sa pluralité et de son indépendance. C'est ce qui doit nous servir de boussole : le droit du public à disposer d'informations d'intérêt général, récoltées avec méthode, vérifiées avec rigueur, lui permettant de se positionner et d'exercer son rôle citoyen, indépendamment de toute ingérence.

Un combat collectif

Qu'elles soient économiques ou technologiques, judiciaires ou politiques, les fragilisations qui traversent le monde de l'information traduisent moins une remise en cause frontale de la liberté d'informer qu'un rétrécissement progressif des conditions de son exercice, impactant le public et sa capacité

**« LA CRISE DE LA PRESSE
PARTICIPE À UNE CRISE
PLUS LARGE DE LA
DÉMOCRATIE.
À NOUS DE TROUVER,
COLLECTIVEMENT,
LES MOYENS
D'Y REMÉDIER. »**

d'action citoyenne. Dans ce contexte, défendre la liberté de la presse, le respect de la déontologie et les conditions de travail des journalistes, ce n'est pas défendre un privilège professionnel. C'est défendre la possibilité même de faire société, de débattre sur une base commune et de dénoncer les éventuelles dérives des autorités. En ce sens, la crise de la presse participe à une crise plus large de la démocratie. À nous de trouver, collectivement, les moyens d'y remédier.



JUIN 2026

NUMÉRO 62

LE JOURNAL DE CULTURE & DÉMOCRATIE

FINI LE TEMPS DE LA FAUSSE NEUTRALITÉ

Propos recueillis
par Coraline Burre
pour Culture & Démocratie

Créateur
de contenus
et fondateur
du média
d'information
Yurbise

En moins de deux ans, Yurbise s'est imposé comme une source d'information incontournable auprès de la Gen Z belge francophone (les actuel·les 14-29 ans). Ses comptes Instagram et Facebook cumulent plus de 61 500 followers. Aujourd'hui organisé en rédaction d'une vingtaine de bénévoles autour de son fondateur, Yurbise entend, selon ce dernier, correspondre à ce que les jeunes recherchent en matière d'actualités : des contenus en ligne courts, clairs, avec une pointe d'impertinence, et surtout pas neutres. Témoignage d'une des nouvelles voix médiatiques.

Comment tout a commencé avec Yurbise ? Pourquoi ce besoin d'informer ?

Tout a commencé quand j'étais encore adolescent. J'étais à l'école secondaire quand la pandémie de Covid-19 est arrivée. J'ai créé un compte Yurbise où je me suis mis à raconter les dernières actualités liées à la crise sanitaire en story [vidéo de format très court ou image publiée sur un réseau social et visible pendant une période limitée, NDLR], à expliquer brièvement les décisions prises, aux jeunes autour de moi. Et puis j'ai arrêté mes publications par manque de temps.

Est alors arrivée la montée en puissance du M23 au Congo et l'émergence de vives tensions, une actualité qui était peu relatée sur les sites d'information européens et belges de surcroît. En février 2024, j'ai créé un deuxième compte Yurbise [actif jusqu'en septembre 2025, NDLR], avec un « z » pour Zaïre où j'informais régulièrement sur le conflit sur place. Puis sont arrivées les élections en Belgique en octobre 2024, et je me suis rendu compte que sur les réseaux, il n'y avait pas grand monde qui en parlait sur le fond, à la manière d'Hugo Décrypte ou de Cerfia (racheté depuis par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin), deux comptes où les informations sont décryptées tout au long de la journée. Alors je me suis dit, si personne ne le fait, à moi de le faire.

Au début, cela a pris un peu de temps pour qu'il y ait plus de 10 likes sur les publications de Yurbise. Mais je suis quelqu'un d'assez persévérant dans mes projets. J'ai donc travaillé pour encore améliorer le format. Et puis cela a décollé. J'ai été le premier surpris du succès du compte, que ce soit sur Instagram ou sur Facebook. Ma volonté de départ était de donner des infos claires et fiables à mes potes et aujourd'hui, Yurbise se retrouve à informer une part importante de la population belge francophone.

C'est quoi au juste Yurbise ? Comment définissez-vous votre média ?

Yurbise, c'est un média de vulgarisation de l'information, qu'elle soit politique, économique ou sociale. Cela a débuté avec des infos très politiques, mais la ligne éditoriale est devenue généraliste au fil du temps.

J'ai rapidement compris que la politique n'est pas que ce qui se dit et se passe dans les hémicycles, mais ce qui touche à tous les espaces de la vie des citoyen·nes. Je me suis alors diversifié en parlant aussi culture, écologie, emploi, etc.

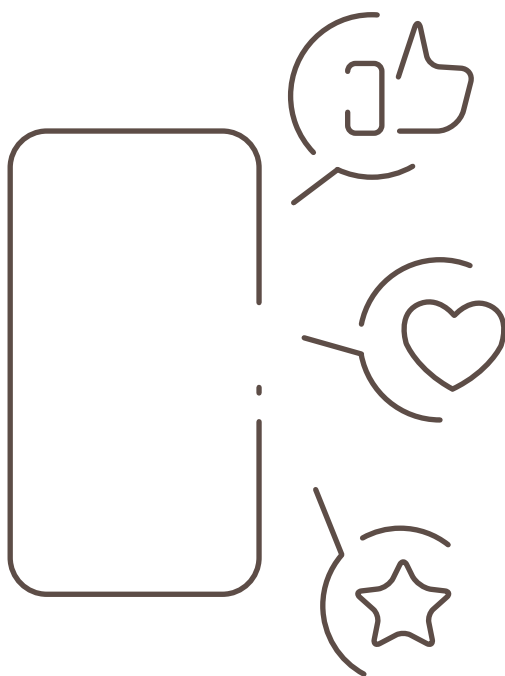
Depuis quelques mois, je ne suis plus l'unique personne à incarner Yurbise. On est une équipe de vingt bénévoles avec des profils très diversifiés et d'âges variés. Des collaborateur·ices sont encore aux études, d'autres sont employé·es ou indépendant·es dans des domaines divers. Il y a des avocats, mais aussi des journalistes, des photographes, des gens des métiers du son et de l'image. Ce qui nous relie est la volonté d'informer la jeunesse et toutes celles et ceux qui n'ont pas le temps ou ne prennent pas le temps d'aller spontanément lire les sites d'infos ou bien qui ne se retrouvent pas dans ce qu'il·elles y lisent. L'objectif de Yurbise est de leur permettre de comprendre un maximum de choses à travers nos publications.

On vous colle parfois l'étiquette de news-influenceur. Est-ce que Yurbise est un influenceur ?

Je pense qu'on a collé cette étiquette au média Yurbise car on n'arrivait pas à le ranger dans une catégorie. Il y avait un format, une forme, un ton qui étaient inhabituels pour les médias traditionnels. Yurbise, c'est avant tout de l'information mais c'est aussi un ton, il y a volontiers une pointe de sarcasme et d'humour. Le terme le plus juste selon moi pour qualifier mon travail d'origine – et celui de toute une équipe aujourd'hui – est celui de créateur de contenus. Un influenceur est en général sponsorisé par des marques, orienté dans ses sujets et a pour objectif d'influencer sa communauté. Yurbise ne cherche à influencer personne. Le seul but est d'amener une info vérifiée à des personnes souhaitant se tenir au courant de l'actu. On a pris une place qui était vide et qui correspond aux attentes d'un public finalement assez vaste. Celles et ceux qui en ont assez de la fausse neutralité, de la bienséance. Yurbise dit ce qui est et ce qu'il pense.

L'information n'est donc pas neutre ?

La neutralité de l'information est impossible. Même les IA ne sont pas neutres. Qui plus est, comment je pourrais être neutre face



à du racisme, de la misogynie ? Non, on est forcément guidé-e par notre histoire, notre vécu. Le public croit de moins en moins à ce que disent les médias traditionnels. Il y a une totale fracture entre le discours qu'on entend encore trop souvent sur les médias classiques et les attentes du public comme celui qui suit Yurbise. À l'heure où l'extrême droite progresse partout, où le changement climatique se vit au quotidien, où le racisme, la misogynie et de multiples inégalités s'intensifient, de moins en moins de personnes veulent encore d'un média qui essaie de garder l'eau tiède. Des médias comme Yurbise ne rentrent pas dans ce jeu-là. S'il y a inégalité, racisme, disons-le clairement. On doit pouvoir dire le vrai. Il est même indispensable et urgent de pouvoir dire le vrai !

La génération Z attend plus de franc-parler. C'est pour cela que ça ne marche pas si un média traditionnel débarque sur les réseaux sociaux en voulant toucher la jeunesse et continue à leur parler comme il l'a toujours fait avec distance et sans franchise. Internet a sa propre culture et ses propres codes. Inutile de vouloir ramener les codes du JT dans TikTok.

Quelle est votre recette pour faire de l'information engagée ?

La bonne recette c'est de transmettre l'information comme si je devais la résumer à

un de mes potes. Je n'ai pas fait d'étude de journalisme, mais je communique dans un langage clair comme si la personne à qui je m'adresse était à côté de moi. Le temps de la fausse neutralité et de la bienséance est terminé. Le format des réseaux est court. Le plus souvent ce que publie Yurbise est juste assez long pour que les gens comprennent l'essentiel, tout en distillant un gout de trop peu. Cela les incite à aller voir, à aller à la recherche d'info par eux-mêmes. J'ai d'ailleurs souvent des retours d'enseignantes qui me disent utiliser les contenus Yurbise pour aborder des thèmes d'actualité que les jeunes vont ensuite approfondir afin d'en discuter ensemble. L'être humain est curieux de base, il faut juste savoir comment lui donner envie. Yurbise donne envie avec des explications claires. C'est une porte d'entrée vers un approfondissement. C'est une démarche qui est finalement beaucoup plus active que le schéma d'information classique où l'info arrive de manière assez verticale. C'est une génération qui n'apprécie pas trop ce mode de passation du savoir. J'ai vu cela aussi dans mon parcours scolaire en secondaire. Je n'étais pas tellement bon élève. Les cours ne m'intéressaient vraiment pas. Par contre, j'ai beaucoup appris des contenus que j'allais trouver moi-même sur internet et les réseaux. Là, les notions vues en classe me semblaient soudain plus claires.

Il faut vraiment avoir plus de jeunes et de diversité dans les médias s'ils veulent s'ouvrir à la nouvelle génération. Il suffit de regarder les statistiques. Qui a le plus de public sur les réseaux ? Ce n'est pas le journaliste avec trente ans de métier. Non, ce sont des médias indépendants, des jeunes qui viennent de la classe populaire et aussi des journalistes qui ont tourné le dos aux médias traditionnels comme, par exemple, Charles Villa qui était sur *Brut* jusqu'au rachat par le milliardaire Rodolphe Saadé.

En Belgique, on n'est pas encore dans une situation comme celle de la France où les principaux médias sont aux mains de milliardaires. Mais la situation est aussi interpellante chez nous au niveau du pluralisme, notamment avec la fusion annoncée entre Rossel et IPM, le définitif des médias publics ou encore l'arrivée d'une chaîne privée comme 21News. Le vent ne souffle clairement pas dans le bon sens. Et la réponse des médias, elle, est faible.

Suite à des critiques politiques¹, Yurbise a été défendu par les instances professionnelles de journalistes.

Il y a celles-eux qui adoucent Yurbise et celles-eux qui dénoncent son travail ?

Depuis le début, il y a les pro Yurbise et ceux qui conspuent l'existence même du média, tant du côté des politiques que du côté des journalistes professionnels. Soit parce qu'ils ou elles n'apprécient pas la critique de leur travail soit parce je n'ai pas de titre de presse « officiel ». Pourtant, en Belgique, tout le monde peut être journaliste [une personne qui produit du contenu journalistique de manière occasionnelle ou qui n'en tire pas la majorité de ses revenus], mais tout le monde ne peut pas être journaliste professionnel [à titre principal, régulier et rétribué dans une entreprise de presse]. Vu que mon image est liée à la création de Yurbise, je pense aussi que mes origines congolaises ne sont pas pour rien dans le jugement de mes opposant-es. Je prends souvent la parole sur la situation au Congo et aussi sur l'histoire coloniale. C'est une parole que j'estime nécessaire, mais qui malheureusement dérange certain-es.

Le fonctionnement de l'équipe est semblable à celui d'une rédaction plus classique avec un mix de dépêches d'agences de presse, d'entretiens et d'enquêtes de terrain. Notre travail repose sur les règles de déontologie journalistiques, des règles internes, une ligne éditoriale et une identité « info et humour ». L'humour est important pour la Gen Z qui est le public cible de Yurbise. L'humour n'a pas tant pour but de faire rire, mais d'amener une pointe de légèreté pour ne pas lasser. Le trop informatif lasse très vite les plus jeunes. Il faut savoir doser l'humour et le sarcasme pour susciter l'intérêt jusqu'au bout.

« IL FAUT VRAIMENT AVOIR PLUS DE JEUNES ET DE DIVERSITÉ DANS LES MÉDIAS S'ILS VEULENT S'OUVRIRE À LA NOUVELLE GÉNÉRATION. »

1. Le 31 juillet 2025, Jérémie Nzita Mambu a reçu, en tant que fondateur de Yurbise, une mise en demeure envoyée par l'avocat de Georges-Louis Bouchez, président du MR. Ce courrier exigeait la suppression du titre d'une publication Instagram qui reprenait textuellement le titre factuel d'un article de l'hebdomadaire *Le Vif*. Celui-ci portait sur l'utilisation, selon ce média, d'une carte de « Personne à Mobilité Réduite » (PMR) dans un véhicule du MR, régulièrement utilisé par M. Bouchez et sa compagne, carte que *Le Vif* qualifiait de non valide.

Quand on évoque la faillite des médias dits traditionnels, on ne peut pas ne pas pointer le rôle du numérique sur la crise de l'attention, les fake news, l'emprise de la publicité... Le numérique et ses usages ont tendance à être diabolisés. À tort ?

Je pense que le numérique est pourtant la solution. On est encore dans cette pensée que le numérique est l'ennemi. On retrouve toujours les mêmes critiques alarmistes dès qu'il y a une évolution médiatique. Les médias sociaux sont selon moi un grand rempart contre l'extrême droite. On veut se battre contre des médias sur internet mais on se trompe de cible. Ce qu'a fait l'extrême droite, c'est profiter de la masse des gens déçus qui se disaient révoltés par beaucoup de choses – dont les médias traditionnels. Elle a réussi à apprendre les codes des réseaux sociaux, ce que les autres n'arrivent pas à faire. Le seul média qui a réussi, c'est *Blast*. Il faut se jeter dans l'arène comme elles et eux. Il faut être sur les plateformes. Il faut publier sur les réseaux sociaux. C'est de là qu'on pourra affronter les démons. On est dans une guerre médiatique : il faut aller sur le front pour informer et lutter. Mais beaucoup n'osent pas et ne savent pas encore comment s'y prendre.

Comment savoir où est le vrai dans ce flot d'informations de nature et d'objectifs contradictoires. Est-on face à une « crise de la vérité » ?

Loin de moi l'idée d'analyser ce concept de « crise de la vérité ». Ce que ce concept m'évoque d'emblée est le fait qu'on soit entouré-e de fake news à l'heure actuelle. Avec l'IA, on est arrivé-e à un stade où il devient très difficile de dire si une vidéo, une image, une personne est vraie ou pas. Même pour des journalistes conscient-es de la problématique, qui scrutent le faux sur l'image, l'incohérent dans la source, l'exercice de vérification est une épreuve risquée. Le risque d'erreur est réel.

À côté de la myriade de contenus qu'on peut croiser sur le net, il y a aussi beaucoup de personnalités politiques qui utilisent leur aura médiatique pour pouvoir insuffler de fausses vérités, des données invérifiables, de l'idéologie nauséabonde et cela en jouant avec la limite du droit, sans avoir en retour de réelles sanctions d'une quelconque autorité. Pour éviter de relayer du faux,

la seule méthode pour des créateur·ices de contenus comme celles et ceux de Yurbise est de multiplier les sources, de recouper, trois, quatre fois. Et si des informations proviennent de l'étranger, d'aller voir sur les sites nationaux ce qui est dit. Si la rédaction a la moindre incertitude, on ne publie pas. Si on ne peut pas vérifier le nom exact des sources, on ne publie pas.

**« ON EST DANS UNE GUERRE
MÉDIATIQUE : IL FAUT ALLER
SUR LE FRONT POUR INFORMER
ET LUTTER. MAIS BEAUCOUP
N'OSENT PAS ET NE SAVENT PAS
ENCORE COMMENT
S'Y PRENDRE. »**

LE CHAMP D'INFLUENCES COMME ORGANOLOGIE ANTI-DÉMOCRATIQUE

Membre de Culture
& Démocratie

Les influenceur·ses sont souvent présenté·es comme des héros et héroïnes de la réussite individuelle sur un marché de l'emploi précarisé. Pourtant, leur succès fulgurant ne vient pas de nulle part et n'est pas dû qu'à leur seul talent. Consciemment ou non, ils et elles contribuent à faire vivre une idéologie du marketing qui travaille l'imaginaire individuel et collectif depuis des décennies. Ils et elles propagent le « capitalisme linguistique », des modes d'expression de soi au profit d'une économie consumériste qui ouvre la voie aux « faits alternatifs » et aux biais négatifs, plus rentables et plus en phase avec l'extractivisme numérique. Une dérive qui n'a cessé d'être pensée pour aider la démocratie à se défendre.

Enclosure des régimes attentionnels par le numérique

Bernard Stiegler, prolifique et *désespéré*, a montré l'économie numérique en vampire des régimes attentionnels, par lesquels on décide à quoi faire attention pour se constituer, s'individualiser, seul-e et, inévitablement, avec les autres. Cette appropriation de l'attention vise principalement nos relations au langage, lire et écrire, telles qu'organisées par les écrans, impliquant une connexion massive et prolongée des cerveaux aux interfaces numériques. Selon ce que Frédéric Kaplan a appelé en 2011 le « capitalisme linguistique ». C'est-à-dire l'induction d'un usage continu de la langue, de l'expression de soi, orienté par nature vers des décisions consuméristes rapportant de l'argent aux principales industries numériques. Kaplan analyse spécifiquement les outils insidieux de Google qui formatent le langage au quotidien. « Plus nous ferons appel aux prothèses linguistiques que l'entreprise propose laissant les algorithmes corriger et prolonger nos propos, plus cette régularisation sera efficace. » En alertant sur cette économie toxique de l'attention, Bernard Stiegler précise qu'on ne change pas de régime d'attention comme on change de chemise. Le capitalisme linguistique, étant donné la manière dont lire, écrire, parler construit l'architecture synaptique du cerveau, conditionne durablement les individus et leur état d'esprit dont les interdépendances dessinent la mentalité et l'*habitus* d'un groupe, d'une communauté, d'une société.

Quand le capitalisme linguistique substitue l'intuition à la raison

Il a été confirmé, depuis lors, que lecture et écriture sur écran ne sollicitent pas les mêmes aptitudes que celles, linéaires, d'ouvrages imprimés. « Plus un même texte a de liens hypertextes ou d'incrustations vidéos, moins il est compris, que l'on cède ou non à la tentation du clic. En quelque sorte, il s'agit d'une conséquence cognitive de la surcharge de la mémoire de travail, en partie détournée par l'évaluation automatique des sollicitations intempestives de la page web. Et, quand bien même on parviendrait à effectuer une lecture continue sur internet, le simple fait de lire sur écran implique une moindre mémorisation et compréhension du contenu, laquelle échappe à la conscience. »¹ Le capitalisme linguistique, bras armé de l'idéologie du marketing, favorise « un mode de réflexion plus impulsif, une pensée plus stéréotypée. Pour le dire autrement, du fait du manque de temps et de la dispersion de l'attention, les individus ont plus recours à leurs intuitions » (Lainé, p. 45). Ainsi se tisse l'écosystème redoutable de « l'engagement », nerf de la guerre des réseaux sociaux.

Politique, réseaux sociaux, rhétorique émotionnelle

Bernard Stiegler aura, inlassablement, alerté le politique sur ce qui était en train de se passer en indiquant qu'une économie numérique au service de la puissance publique restait pensable. Une étude récente indique que les politiques n'ont rien retenu de ses alertes, les usages de la langue à l'Assemblée nationale française calquant ceux des réseaux sociaux : « Au fil des ans, l'Hémicycle est devenu un champ de bataille dominé par les codes des réseaux sociaux. La part de la « rhétorique émotionnelle » a doublé, passant de 22 % en 2015 à 40 % en 2022, et les interruptions de moins de dix mots, en général peu amènes, ont augmenté de 25 %. Alors que les interventions des députés visaient surtout, dans l'ancien monde, à développer leurs propres idées, elles consistent souvent, désormais, à attaquer les élus des autres bancs », observent Yann Algan, Thomas Renault et Hugo Subtil. Comment s'étonner, dans une ambiance si surchauffée, que les discours longs et argumentés du passé aient fait place à des prises de parole courtes et emportées ? Alors que la démocratie représentative cherchait

1. Michaël Lainé,
*L'ère de la post-vérité.
Comment les algorithmes
changent notre rapport
à la réalité*, La Découverte,
2025, p. 44.

« LE MARKETING NE S'EMBARRASSE PAS DE SAVOIRS OBJECTIVÉS, DU LIBRE ARBITRE, DE DROITS HUMAINS OU CULTURELS. C'EST UN SÉDUISANT VIVIER DE CONTRE-VÉRITÉS DONT LA CONTAGION ÉMOTIONNELLE, CONTRE LA RAISON, INSTRUMENTALISE LES CONNAISSANCES LES PLUS POINTUES DU FONCTIONNEMENT NEUROLOGIQUE. »

à « sublimer les conflits légitimes entre citoyens dans un champ programmatique et raisonné [concluent les chercheurs], l'Hémicycle, depuis la fin des années 2000, voit s'affronter avec violence des élus qui considèrent désormais leurs opposants comme des ennemis ». Un cercle « vicieux-vertueux » s'installe donc : cette légitimation de la rhétorique émotionnelle des réseaux sociaux par la classe politique en débride davantage l'usage pour quiconque entend en faire commerce.



Neuroéconomie, automatisisation et post-vérité

L'idéologie marketing, qui n'épargne aucune activité humaine, s'emploie à évacuer le libre arbitre, à « réduire les processus de décision à des automatismes psychiques plus profonds que ce qui relève de la décision réfléchie, et à faire de l'acte de consommation le modèle de toute prise de décision »². Le marketing ne s'embarrasse pas de savoirs objectivés, du libre arbitre, de droits humains ou culturels. C'est un séduisant vivier de contre-vérités dont la contagion émotionnelle, contre la raison, instrumentalise les connaissances les plus pointues du fonctionnement neurologique. « La neuroéconomie est une idéologie qui s'implante dans les corps en conditionnant les relations entre organes cérébraux, individus psychiques et marché – celui-ci étant censé remplacer tout type de système social, et s'imposer comme modèle d'organisation de toutes les relations sociales, c'est-à-dire diluer l'individuation collective par l'automatisation sommable et calculable des comportements où il faut éliminer toutes les singularités. Tel est le programme du neuromarketing qui repose sur la sollicitation systématique des automatismes psychiques – et qui fait franchir un nouveau pas dans le règne de la bêtise systémique – dans un monde lui-même dominé par les automatismes technologiques rendus possibles par la rétention tertiaire numérique. » (Stiegler, p. 149)

2. Bernard Stiegler, *Pharmacologie du Front national*, Flammarion, 2013, p. 149.

Économie du racolage, principes d'organologie

C'est dans cette neuroéconomie que s'enracine l'économie des influenceurs tout autant que dans un marché du travail poussant à l'auto-entrepreneuriat et à la précarité. « Influencer » devient une sorte de Graal. L'objectif principal est de capitaliser les engagements d'internautes en comportements « calculables », c'est-à-dire convertibles en argent. Qu'est-ce que « l'engagement » ? C'est « la capacité à susciter l'intérêt et à résister aux (autres) sollicitations. Il y a là une injonction paradoxale, puisque chaque créateur de contenu poursuit le même objectif : capturer l'attention le plus longtemps possible, ce qui plonge dans un environnement de racolages et d'invitations aguicheuses. Ce bain est si immersif que nous savons quand nous commençons à surfer sans pouvoir dire quand nous terminerons. » (Lainé, p. 40) L'emprise exercée par le numérique sur les régimes attentionnels a pris des proportions ahurissantes : « Par peur de *passer à côté*, les utilisateurs de smartphones les consultent régulièrement, non sans une certaine fébrilité. La moyenne quotidienne est de 221 tâches, soit 13 activités numériques par heure de temps d'éveil. » Cette captation de l'attention rime avec l'accélération compulsive des dépendances aux circuits d'information numériques : « Tout va trop vite pour le recul critique. 70 % des clics sur Google portent sur les cinq premiers résultats. Le cyberspace est conçu pour la sollicitation permanente de ses utilisateurs,

**« LE CHAMP DES
INFLUENCEUR·SES
– SELON LE PRINCIPE
BOURDIEUSIEN –,
AFFECTE LA RELATION
AU RÉEL, AU SOCIAL,
AUX SAVOIRS,
À LA MÉMOIRE,
DE L'ENSEMBLE
DE LA SOCIÉTÉ. »**

laquelle surcharge la mémoire de travail et court-circuite l'esprit critique, afin de transformer chacun en proie pour les séductions numériques.» (Lainé, p. 41) Pour éviter de voir là une simple fréquence de gestes techniques émaillant une journée ordinaire, il est utile de convoquer le concept d'organologie de Bernard Stiegler, car cela pose d'emblée que rien de ce qui ressort de la technique n'est neutre, sans conséquence sur la physiologie, sur le psychisme. L'organologie, c'est la manière dont le corps humain, le cerveau, les outils, les interfaces numériques, les organisations sociales, agissent en interdépendance et font corps dans chaque organisme humain. L'organologie « décrit une relation transductive entre trois types d'« organes » : physiologiques, techniques, sociaux. [...] L'appareil psychique n'est pas réductible au cerveau, et suppose des organes techniques, des artefacts supports de symbolisation et dont la langue est un cas. » (Stiegler, p. 419) Une organologie peut être émancipatrice ou aliénante, constructive ou toxique.

Algorithmes et biais négatifs : logique de l'engagement

Le champ des influenceur·ses – selon le principe bourdieusien –, affecte la relation au réel, au social, aux savoirs, à la mémoire, de l'ensemble de la société, étant donné la masse d'individus intégrés ainsi à leur organologie toxique, massivement exposés d'une part à des algorithmes qui les brosent dans le sens du poil, les confortent dans ce qu'ils croient être, « ayant appris à renifler nos traces numériques pour en déduire avec nos centres d'intérêt, nos pensées, nos désirs, et ce qui provoque nos émotions » (Lainé, p. 32) ; d'autre part à l'expression récurrente d'un « biais de négativité des informations dans le cyberspace », des expériences de laboratoire ayant établi que le fait de ressentir des affects négatifs renforce l'exposition sélective en ligne et pousse à plus « d'engagements » favorables aux émetteur·ices de ces informations biaisées. « Ces deux logiques partiellement contradictoires ont toutefois en commun de reléguer la vérité et la profondeur des idées en arrière-plan. En outre, elles peuvent s'alimenter l'une l'autre lorsque la vision du monde s'ordonne autour de réflexions imprégnées de peur, d'indignation et de colère. » (Lainé, p. 32)

Recherche de vérité, tolérance à l'incertitude et démocratie

La recherche de la vérité est indissociable de la confrontation aux doutes et tourments, elle n'émerge que dans celle-ci et dans la controverse démocratiques. Le « besoin de vérité » ne rime pas avec « sécurité cognitive ». Le souci de la vérité implique une tolérance plus grande à l'incertitude, à l'incomplétude et à l'imperfection de nos connaissances. En faisant prédominer l'intuition et l'affectif comme ressorts efficaces et rapides de « l'engagement », le capitalisme linguistique/numérique entend nous épargner les affres du doute et faire régner des « avis plus tranchés, des convictions plus fermes », une forme de « raisonnement plus univoque et cohérent » qui « s'embarasse moins de nuances ». (Lainé, p. 58) Il semble que « plus l'usage d'Internet et des téléphones portables se répand, plus se développe l'intolérance à l'incertitude ». Cette intolérance « favorise l'ignorance et une confiance excessive en la qualité de ses jugements » personnels. L'ignorance n'est pas « le vide de l'esprit ou un blanc de la page. C'est presque le contraire : elle se manifeste par des avis et des réflexions. Car l'ignorance a bien des masques. Faute de connaissances ou de compétences, on tend à ramener les choses à soi, à son vécu ou à celui de ses proches. Cela incline à appliquer les principes qui guident nos actions pour comprendre les phénomènes sociaux au sens large, autrement dit la morale. On tendra à considérer la société, la politique,

l'économie sous l'angle de la responsabilité et de l'irresponsabilité, du laxisme ou de la fermeté, du courage et de la lâcheté, de l'honnêteté ou du mensonge, de la cupidité, de la fraude, etc. Il s'agit d'un biais, car une grille de lecture morale se substitue à l'analyse scientifique.» (Lainé, p. 61) Ce biais moral est largement exploité, par les influenceur·ses aussi bien que par les politiques, dont les décisions rompent avec toute analyse scientifique des faits, ouvrant la porte au besoin de post-vérité « qui se manifeste par toutes sortes de raisonnements fallacieux ayant pour objet d'assurer la prédominance des besoins de sens et d'affection » qu'il convient toujours de satisfaire principalement grâce au « capitalisme numérique qui nous offre le réconfort d'une bulle cognitive, où nous nous blottissons par affinités de croyances, à l'abri des remises en cause déchirantes ». (Lainé, p. 86)

À qui profite la confusion de ce qui est réel ?

Mais ce constat serait trop simpliste si on l'oubliait que les croyances versatiles sont bien habillées comme des vérités essentielles, venant alimenter la confuse guerre culturelle en train de se répandre. « Le besoin de vérité continue d'opérer en chacun de nous, même chez ceux qui sont pleinement immergés dans leurs bulles. Quand prédominent les besoins de sens, c'est-à-dire de sécurité cognitive, et d'affection, lorsque au surplus, le temps de la réflexion approfondie manque, celui-ci voit son élan entravé. On ne lui permet pas d'aller plus loin. Tout au plus pourra-t-on aménager quelques croyances, retoucher certaines pensées non fondamentales. Le véritable objet du capitalisme numérique est de nous débarrasser le plus possible de l'encombrante présence de la réalité, autant que le permet la vigueur en nous du besoin de vérité ». (Lainé, p. 89) Nous débarrasser de l'encombrante réalité pour laisser à d'autres le soin d'en faire une colonie pourvoyeuse de profits sans fin : sans doute est-ce la menace la plus sombre pesant sur le devenir de la démocratie.

**« NOUS DÉBARRASSER
DE L'ENCOMBRANTE
RÉALITÉ POUR LAISSER
À D'AUTRES LE SOIN
D'EN FAIRE UNE COLONIE
POURVOYEUSE DE PROFITS
SANS FIN : SANS DOUTE
EST-CE LA MENACE
LA PLUS SOMBRE PESANT
SUR LE DEVENIR
DE LA DÉMOCRATIE. »**

COMPRENDRE LES MÉCANISMES DE L'ATTENTION POUR RETROUVER UN POUVOIR D'AGIR

Propos recueillis
par Maryline Le Corre
pour Culture & Démocratie

Écrivain,
philosophe
et co-auteur
de l'ouvrage
*Pour une nouvelle
culture de
l'attention*¹

Quels effets les outils numériques ont-ils sur notre capacité d'attention, nos relations aux autres et notre rapport à la vérité ? À travers une analyse des plateformes, de l'économie de l'attention et des logiques de captation propres aux réseaux sociaux, Florian Forestier examine les transformations de nos modes d'attention et leurs conséquences politiques, culturelles et démocratiques. Le philosophe explore également les pistes d'une « politique publique de l'attention » et les nouveaux enjeux soulevés par l'essor des intelligences artificielles génératives.

1. Stefana Broadbent, Florian Forestier, Mehdi Khamassi, Célia Zolynski, *Pour une nouvelle culture de l'attention*, Odile Jacob, 2024.

Pourriez-vous donner une brève définition de l'attention ?

L'attention est d'abord une fonction de sélection et de maintien, ce par quoi quelque chose tient dans le champ de notre pensée. Ces processus sont divers, mais ils ont en commun de ne pas se surajouter à notre activité et de la constituer de l'intérieur. L'attention est toujours là pour moduler notre expérience, notre pensée ou nos activités.

Ce sont nos interactions qui forment notre attention et c'est notre attention qui rend les interactions possibles. L'attention est ce par quoi nous nous constituons mutuellement comme sujets. C'est pourquoi sa dégradation est une dégradation du tissu même de la relation.

L'attention a des vulnérabilités, en quoi les outils numériques entretiennent-ils notre fatigue mentale selon vous ?

L'attention se fatigue mais ne signale pas sa fatigue de la même façon que nos muscles. Elle s'érode silencieusement. Plus elle est sollicitée indistinctement, plus elle s'érode. Or les outils numériques sont extrêmement bons pour activer notre attention sans que nous le sachions. Le menu déroulant, les alertes, le « scroll » infini : chacun de ces dispositifs est conçu pour désactiver la vigilance générale et nous faire entrer dans un flux ou nous nous perdons. En scrollant on a l'impression qu'on ne fait rien, or notre attention est extrêmement sollicitée parce que la manière dont nous sommes pris-es dans ce flux est liée à la manière dont nos focalisations sont captées. On a l'impression de ne rien faire et c'est vrai qu'on ne fait souvent rien qui nous importe. Mais cette passivité apparente est trompeuse : notre attention est entièrement mobilisée, non pas pour quelque chose que nous avons choisi, mais pour maintenir le flux lui-même. C'est une fatigue sans objet, ce qui la rend particulièrement difficile à reconnaître et à contrer.

Vous souhaitez réintroduire de la « friction ». Qu'est-ce à dire ?

La friction, c'est ce qui introduit de la résistance dans le flux, un moment où quelque chose demande qu'on décide, qu'on s'arrête, qu'on revienne à soi. Ce qui rend TikTok à part, c'est l'élimination quasi-totale de toute

résistance : des séquences courtes, conçues pour s'enchaîner seules, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit. Ce qui a fait le succès des plateformes est aussi ce qui les rend dangereuses : une ergonomie conçue pour éliminer toute résistance et vous permettre de vous laisser flotter, ou plutôt vous donner l'impression de vous laisser flotter, alors que vous vous épuisez. On a voulu supprimer la friction et on a supprimé du même coup la possibilité de reprendre pied.

Vous faites un parallèle entre les plateformes et le casino. Peut-on parler de véritable « paradigme » de plateforme ?

Le parallèle avec les machines à sous est souvent fait. Il est juste mais insuffisant. Ce n'est pas la machine qui compte, c'est l'environnement. Un casino c'est un environnement gigantesque qui est fait pour vous désorienter. Pendant que vous y errez, vous êtes exposé-es à toutes sortes de sollicitations. L'environnement a fait son travail avant que la machine à sous intervienne. Les réseaux produisent la même immersion : au point où vous ne percevez plus l'interface comme interface : elle est devenue le monde. Là où les réseaux sociaux sont très forts c'est que ce ne sont pas des mécaniques de publicité classiques qui attirent votre attention. Ce sont des interfaces qui décident comment les autres vont attirer votre attention. Ce sont des micro-casinos portatifs qui vous servent d'interface avec le monde.

Parler de « paradigme des plateformes », c'est dire que la structure même des marchés a changé. Un marché classique met en relation des agent-es, acheteur-ses, vendeur-ses. Les plateformes sont autre chose : des marchés qui s'organisent eux-mêmes, une catégorie tout à fait nouvelle. Et comme elles vivent dans votre poche, vous entrez sur ce marché en vous réveillant – avant même d'avoir formulé une intention. Et ce marché, structurellement, fonctionne comme un casino...

L'attention est devenue un produit monétisé, valorisé, au point que l'on parle d'économie de l'attention.

L'expression « économie de l'attention » couvre des réalités très différentes. Il y a toujours eu des pratiques de captation, telles la publicité, la rhétorique, la mise en scène.

Ce qui est nouveau, c'est d'abord l'existence d'un marché de l'attention proprement dit, un produit identifié, quantifié, vendu.

Mais l'économie de l'attention au sens fort désigne quelque chose de plus. L'attention n'y est plus seulement une marchandise mais la condition d'accès à toutes les autres. Non plus l'attention sur le marché, mais l'attention comme moteur du marché. Dans un monde de surabondance informationnelle, la capacité à capter et à hiérarchiser l'attention est devenue l'enjeu premier.

Y a-t-il alors un risque de manipulation des utilisateurs ?

Il y a d'abord l'effet d'ensemble : la vigilance est fragilisée structurellement, avant même qu'une manipulation particulière intervienne. Il y a ensuite ce qu'on appelle les *dark patterns*, des dispositifs où vous faites quelque chose en croyant faire autre chose, souscrire à un abonnement, valider des conditions, cliquer sur ce qu'on vous a fait prendre pour autre chose. On n'est plus dans la captation de l'attention mais dans sa neutralisation. Les *dark patterns* les plus manifestes sont interdits. Mais il existe toute une gamme de pratiques qui leur ressemblent et qui restent légalement dans un flou assumé. Je parle de tous les paramètres qui vous orientent par défaut vers l'offre la plus couteuse, toutes les conditions d'achat qui défilent avec des cases déjà cochées. L'information est formellement là, mais peu saillante.

Une part croissante de la population s'informe via les réseaux. Est-ce que le manque de friction dont vous parlez ne favorise pas la propagation d'informations non vérifiées voire fausses ? Selon vous, ces outils sont-ils à l'origine d'une « crise de la vérité » ?

Le terme de « crise de la vérité » est trop vaste. Le phénomène des fausses croyances et des rumeurs n'est pas nouveau en lui-même. On prend trop souvent pour étalon un moment exceptionnel de l'histoire des médias, les années 1960-1990, caractérisées par un petit nombre de grands médias et la domination de la télévision. C'est un étalon trompeur. Dans les années 1920-1930 ou à la fin du XIX^e siècle, la pluralité des médias, des journaux, était plus importante, avec des orientations idéologiques marquées et un rapport à la véracité au mieux inégal.

Ce qui est nouveau, c'est la vitesse de propagation et surtout l'architecture qui la rend indistinguable de l'information vérifiée.

Mais j'ajouterais que les réseaux sociaux ont aussi tendance à donner une survisibilité à certains phénomènes qui ne sont pas forcément si représentatifs, une illusion d'importance sociale. Car les médias traditionnels n'ont pas disparu, et une part considérable des interactions sociales réelles se passe encore hors des réseaux. Or ces interactions influent tout autant que les choix et le vote...

Sur les effets politiques directs de la désinformation, les études disponibles suggèrent des effets plus limités qu'on ne le suppose généralement. La polarisation idéologique n'est pas forcément plus forte qu'avant. En revanche, les réseaux opèrent sur le registre affectif : ils vous placent en permanence face à ceux et celles avec qui vous n'êtes pas d'accord. On n'est pas plus polarisé-e sur le fond, on hait davantage celles-eux qu'on n'a jamais vraiment rencontrés, y compris sur des désaccords mineurs. Une extension démesurée des « querelles de voisinage » puisque tout le monde devient voisins.

Quels sont les autres phénomènes vraiment nouveaux ? Il y a par exemple une perte de monopole d'État sur un certain nombre de données (statistique publique, etc.), qui conduit à un effritement des référents partagés. Il y a aussi une spectacularisation des positions : les réseaux transforment le désaccord en performance. Ce qui rend difficile de savoir si l'on a affaire à des convictions ou à des postures. Il y a parallèlement sans doute aussi une torpeur. Ce n'est pas tant qu'on croit plus au faux qu'avant c'est qu'à force de baigner dans un flux continu de messages, on est un peu plus indifférent-e au fait que ce soit vrai ou faux. Nous sommes exposés à un volume d'interactions et de controverses que rien ne nous a préparés à traiter. L'interrogation sur la vérité suppose un certain type d'attention soutenue que le format même des réseaux rend de plus en plus difficile à maintenir.

« MÊME LES INTERFACES QUI PRÉTENDENT VOUS DONNER LE CONTRÔLE SONT CONÇUES POUR QUE VOUS NE L'EXERCIEZ PAS, QUE PAR DÉFAUT, VOTRE CHOIX SOIT LE LEUR. »

Il existe sinon aujourd'hui une réelle capacité de micro-ciblage idéologique ou publicitaire et donc de la désinformation très ciblée, très spécifique. On arrive à un point de personnalisation suffisamment fort pour que des propositions individuelles puissent intervenir à des moments clés et avoir des effets assez lourds sur les choix et les consommations des utilisateur·ices.

Il y a enfin la question plus générale du relativisme dans des sociétés post-moderne. La rigueur et l'exactitude scientifique sont une chose, mais il y a aussi tout le champ des désaccords esthétiques, de valeurs, etc. La grande difficulté est qu'il n'existe non seulement plus de système englobant, mais très peu de faculté de décentrement, de discussion. C'était précisément le sens du jugement esthétique chez Kant, dont l'universalité est surtout potentielle ; quand je trouve quelque chose beau, j'estime que d'autres peuvent aussi le trouver beau. Ça ne veut pas dire que les goûts sont universels mais qu'ils ouvrent l'espace d'une médiation, d'une universalisation progressive potentielle. Je peux faire comprendre et entendre à l'autre ce qui fait que je trouve telle chose belle. Mais cela, et c'est le diagnostic de Bernard Stiegler, présuppose un milieu d'échange suffisamment riche pour que la décentration soit possible. Or ce milieu, les plateformes le fragilisent.

**« L'INTERROGATION SUR LA VÉRITÉ
SUPPOSE UN CERTAIN TYPE D'ATTENTION
SOUTENUE QUE LE FORMAT MÊME
DES RÉSEAUX REND DE PLUS EN PLUS
DIFFICILE À MAINTENIR. »**

*En quoi cela peut-il représenter
une menace pour nos démocraties ?*

La question ne se pose pas dans l'abstrait car les effets varient considérablement selon les contextes politiques, économiques, culturels. Un des risques principaux c'est le fait que les idées sur lesquelles on discute soient formulées d'une manière de plus en plus caricaturale et pauvre. On perd moins la capacité de débattre que la capacité d'être transformé·e par le débat, les positions se cristallisent en grands blocs, imperméables aux nuances. On ne sait plus gérer les micro-désaccords ni accepter l'ambiguïté, quelque chose qu'on n'a pas tout à fait compris, qui est un peu complexe, mais qui nous permet d'avancer. On devient

le porte-voix mécanique d'une position. Bernard Stiegler parlait de « transindividuation » pour désigner ce processus par lequel je me construis en étant réellement transformé·e par la pensée de l'autre et par lequel cette transformation elle-même enrichit le collectif. Ce que les réseaux détruisent, c'est cette plasticité. La possibilité d'être transformé·e par ce qu'on ne comprend pas encore. La possibilité de la littérature et de l'art.

*Quelles pistes pourraient être
poursuivies pour nous permettre
de retrouver une capacité d'attention
au monde et aux autres. Que serait
une « politique publique culturelle »
de l'attention ?*

Ce qu'on appelle dans le livre une « politique publique de l'attention » repose sur une idée simple : les outils numériques sont un *pharmakon*, remède et poison selon l'usage. La question n'est pas de les rejeter mais de les orienter. Si l'attention est foncièrement intersubjective et sociale, une politique publique de l'attention ne peut pas se réduire à des mesures de protection individuelle. Ce qu'il faut restaurer, c'est la possibilité même d'une attention partagée, des espaces où l'on peut encore se laisser transformer par ce qu'on n'avait pas prévu d'entendre. Cela suppose trois choses : des outils qui introduisent de la friction là où les plateformes l'ont supprimée ; une capacité juridique collective qui rééquilibre le rapport de force avec les plateformes ; et un investissement dans des architectures alternatives qui rendent possible une intelligence collective.

Le premier levier concret et le plus déterminant est le droit au paramétrage : pouvoir configurer ses propres outils, y ajouter des couches d'usage, n'être pas contraint·e à la même architecture que toutes les autres utilisateur·ices. Au-delà, il faut permettre une capacité d'action collective par le biais d'un dispositif juridique de façon à ce que personne ne reste seule en face de ce qui est, structurellement, une puissance collective.

Qu'est-ce que l'arrivée des IA génératives va modifier au niveau de notre attention et de notre rapport à la vérité ?

Les IA génératives déplacent le problème en l'approfondissant. On trouve en effet beaucoup de points communs avec les mécanismes de l'économie de l'attention mais sur des modalités plus *affectives*. Il faudra aussi délimiter le champ d'intervention des IA en particulier sur les questions médicales, thérapeutiques, existentielles. Quand une IA devient coach de vie, les effets de boucle peuvent être considérables : elle renforce ce qu'on lui confie, et ce qu'on lui confie devient ce qu'on est.

Mais les IA génératives sont surtout passionnantes pour affronter cette question de la « crise de la vérité ». Elles produisent des apparences de raisonnement d'une qualité remarquable et simultanément, faute de tout mécanisme d'ancrage inférentiel réel, elles sont des sophistes parfaits. Les LLM optimisent pour la cohérence locale et la plausibilité rhétorique, sans mécanisme de vérification de la validité inférentielle. On ne lutte plus ici contre de la bêtise systémique mais contre du simulacre d'intelligence. Ce qui est vertigineux cependant, c'est que la pensée elle-même n'est pas si facilement dissociable de son simulacre ; que la pensée humaine elle-même fonctionne souvent comme les IA, qu'elle est en grande partie une simulation de pensée canalisée par des normes (personnelles, sociales, scientifiques), relancée par des accidents, de rares moments où elle échappe à ses propres automatismes. Le discernement est rare. Il a ses conditions. En ce sens l'IA ne fait que reposer les plus vieilles questions de la philosophie. Elle est inhumaine parce qu'elle est en même temps humaine, trop humaine.

« ON PERD MOINS LA CAPACITÉ DE DÉBATTRE QUE LA CAPACITÉ D'ÊTRE TRANSFORMÉ-E PAR LE DÉBAT, LES POSITIONS SE CRISTALLISENT EN GRANDS BLOCS, IMPERMÉABLES AUX NUANCES. »

« DÉCOUVRABILITÉ »

1. Maud Van Campenhoudt, *Usages du numérique au sein des organisations culturelles*, 2025.
2. Cf. Collectif, *Neuf essentiels pour un numérique humain et critique*, Culture & Démocratie, 2016.
3. Emmanuel Vergès, « Vers une politique culturelle de la découvrabilité », OPC-FR, 2025.
4. C'est ce qu'évoque le dernier rapport Unesco de suivi de la mise en œuvre de la Convention pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles : Unesco, *Repenser les politiques culturelles en faveur de la créativité*, 2026.
5. Le service est accessible via le site de la FWB : <https://www.federation-wallonie-bruxelles.be>

L'avènement du numérique a modifié nos manières de nous informer et de participer à la vie culturelle. S'il faut bien admettre que les outils numériques et les médias sociaux ont pu faciliter la communication et la mise en réseau des pratiques culturelles¹, permettent-ils pour autant un véritable accès à l'ensemble de ces pratiques ? En effet, la prégnance des logiques algorithmiques en termes de développement et de design, de recommandation et de hiérarchisation des informations présentent des risques en termes d'uniformisation, de normalisation et de contrôle des expériences et des esprits². Afin de garantir l'accès, la diversité et la pluralité des expressions culturelles en ligne et hors ligne, il est nécessaire de développer une « politique culturelle de la découvrabilité », comme l'avance Emmanuel Vergès³. En effet, on pourrait penser que si les contenus culturels sont plus abondants, cela favorise la diversité des expressions culturelles. Or, toute personne n'a pas nécessairement accès aux outils numériques et même si c'est le cas, ce n'est pas une garantie que les contenus recommandés soient diversifiés étant donné les logiques de popularité, de la prédominance de certaines langues et communautés culturelles sur d'autres. La découvrabilité des contenus culturels en ligne implique trois facteurs essentiels : que ceux-ci soient disponibles effectivement ; qu'ils soient visibles en étant mis en avant dans les catalogues ou les recommandations personnalisées et qu'ils soient accessibles en termes de gratuité, de téléchargement, de compatibilité matérielle et logicielle, de langues, etc. La découvrabilité vient surtout interroger les conditions et possibilités de rencontre d'une œuvre avec son public. D'autant que la gouvernance de l'intelligence artificielle reste peu discutée au niveau des politiques culturelles⁴.

Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le lancement du service numérique « Dcouvr' »⁵ dont l'objectif annoncé est de mieux faire circuler l'information culturelle – en lien avec des sites d'information partenaires – tout en respectant les choix et les données des citoyen·nes, pourrait être un élément de réponse. En d'autres mots, l'idée est de rendre plus accessible la découverte des événements culturels en Wallonie et à Bruxelles en proposant des contenus plus pertinents, sélectionnés selon l'intérêt des personnes.

LE RÔLE DES ÉMOTIONS DANS LA CONSTRUCTION DE NOS CROYANCES

Docteur en biologie
moléculaire, enseignant
en mathématiques

Maitresse
de conférences
en psychologie
sociale, psychologue

Séverine Falkowicz et Alexander Samuel croisent les apports de la psychologie sociale et des sciences pour interroger les liens entre émotions, esprit critique et adhésion aux fausses croyances. À travers une analyse des biais cognitifs, des mécanismes de viralité sur les réseaux sociaux et des logiques de manipulation émotionnelle, toutes deux explorent les conditions qui favorisent la désinformation, le complotisme et certaines formes de radicalisation politique. Il et elle plaident également pour une approche plus nuancée des émotions, envisagées comme des facteurs de vulnérabilité, mais aussi comme des leviers de compréhension, de dialogue et d'exercice critique.

Esprit critique et émotions

Comment exercer au mieux notre esprit critique ? Disposer de connaissances de culture générale favorise l'identification des informations pertinentes. Ces connaissances ne suffisent cependant pas – ni le fait d'être *intelligent·e*. Il est également utile d'appréhender comment nous traitons l'information (connaissances métacognitives) ou les variables qui relèvent de l'influence sociale, qui impactent notre jugement et nous amènent à être la cible de manipulations. Cela implique de s'intéresser non seulement au fond d'un sujet spécifique, mais aussi aux biais cognitifs, à nos heuristiques [nos automatismes] de jugement, à la rhétorique, aux connaissances issues de la psychologie sociale, aux modalités de fonctionnement de la science ou des médias, aux traits de personnalité de l'individu, aux outils qui favorisent le développement de l'esprit critique¹.

Nos émotions (surprise, peur, colère, joie, tristesse, dégoût, pour ne citer que celles de base) correspondent à des états psychophysiologiques complexes. Leur éveil est souvent automatique et rapide, même si certaines d'entre elles mettent en jeu des processus cognitifs plus élaborés. Produit d'une évaluation d'événements internes ou externes, elles influencent notre traitement de l'information, avec des conséquences sur nos jugements et prises de décision, et constituent des guides pour l'action. Un enjeu de taille en matière d'esprit critique.

Nos émotions peuvent nous induire en erreur

Dans un univers en apparence recherche de rationalité, nos émotions tendent à être considérées comme des épouvantails. Des philosophes les ont dépeintes comme à l'antienne de la raison (Platon, Sénèque, Descartes, Kant, etc.). Edward Bernays, neveu de Freud et auteur de *Propaganda* (1928), s'en est inspiré pour nous manipuler, en s'appuyant sur ses croyances en la psychanalyse (exploitation de notre irrationalité, de nos désirs profonds, de l'idée d'un inconscient caché) – même si la psychanalyse est une pseudo-science, dont les faces sombres peuvent être appréhendées à la lecture de l'ouvrage *Freud et Lacan, des charlatans*². Nos émotions alimentent en effet certains biais cognitifs et sont à l'origine d'heuristiques de raisonnement peu fiables.

Dans le champ de la rhétorique, nous pouvons nous laisser convaincre par des arguments fallacieux qui font appel à des valeurs nobles (*appel à la cause*) ou mobilisent nos émotions (*appel à l'émotion* : pitié, ridicule, flatterie, terreur, etc.). L'induction de dégoût ou de colère peut nous amener à admettre le discrédit d'une personne (*déshonneur par association*). La peur nous incitera à nous taire, face à un·e contradicteur·ice qui se livre à un *enfumage* (mention de faits ou termes que nous ne maîtrisons pas, tablant sur le fait que nous ne nous y confronterons pas afin de masquer notre incompétence).

Nos émotions impactent également la gestion de nos capacités d'attention. En situation de menace, des biais cognitifs modulent en effet l'allocation de nos ressources attentionnelles. Cette gestion s'inscrit dans des dynamiques identitaires : confrontée à une menace du soi ou de nos appartenances groupales, notre attention est guidée par la motivation à maintenir une identité sociale positive, et privilégie un traitement de l'information qui favorise la défense d'enjeux identitaires, au détriment d'enjeux épistémiques [liés à la connaissance]. Ces deux types d'enjeux sont en effet en interdépendance : la réduction des ressources cognitives et attentionnelles allouées à la tâche amoindrit nos performances cognitives.

Enfin, nos émotions peuvent conditionner nos attitudes et nos comportements, comme dans le cas de la dissonance cognitive³. Par exemple, suite à la réalisation d'un acte problématique, l'individu éprouvera un état

1. Notions développées dans l'ouvrage de Séverine Falkowicz, Clément Naveilhan, & Mr ContraDico, *Au cœur de l'esprit critique. Petit guide pour déjouer les manipulations*, éditions Eyrolles, 2023.

2. Jacques Van Rillaer, *Freud & Lacan, des charlatans ? Faits et légendes de la psychanalyse*, Mardaga, 2019.

3. Le point sur cette notion dans l'article de David Vaidis et Séverine Halimi-Falkowicz, « La théorie de la dissonance cognitive, une théorie âgée d'un demi-siècle », in *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 1, 2007, p. 9-18.

de tension *inconfortable* appelé dissonance cognitive (paradigme de la soumission induite), susceptible d'être réduit par un ajustement de sa pensée dans un sens plus conforme à l'acte problématique réalisé (rationalisation cognitive). Autre exemple, la dissonance ressentie suite à l'exposition forcée ou fortuite à une information inconsistante (croyance démentie ; paradigme de *l'information des croyances*) pourra impliquer des stratégies visant à justifier a posteriori cette croyance (prosélytisme, renforcement de l'attitude,...), plutôt qu'une renonciation. Enfin, nous nous exposons plus souvent et plus rapidement à des informations susceptibles de nous plaire, et nous évitons parallèlement les informations inconsistantes susceptibles d'induire de la dissonance cognitive : cette *exposition sélective à l'information* est impliquée dans la résistance à la persuasion, notamment dans le champ de la politique.

Réhabiliter une part de nos émotions

Ne pas occulter nos émotions ou celles des autres peut faciliter l'exercice de l'esprit critique. Ne tenir compte des émotions qu'en les dévalorisant nous prive en effet d'une compréhension nuancée, plus complète, de ce qui se joue (besoins de nos interlocuteur-ices, compréhension systémique de la situation, etc.) et diminue l'efficacité de nos propres communications : abaisser la saillance des enjeux identitaires (en évitant attaques personnelles, menace du groupe d'appartenance, etc.) tout en s'inscrivant « dans une double bienveillance relationnelle et épistémique qui ne concède rien au fond du propos »⁴, développer empathies cognitive et affective, humilité intellectuelle et relationnelle crée un climat relationnel qui facilite la compréhension mutuelle et les échanges, optimise la centration sur le fond du propos, et évite la polarisation du débat.

Comprendre, également, la proéminence de nos émotions, peut nous amener à être plus tolérant-es et respectueux-ses envers ceux et celles qui sont dans l'erreur : le besoin d'appartenir à un groupe satisfait à de nombreux besoins émotionnels, et il n'est pas toujours facile d'abandonner une position cognitive, car elle pourrait impliquer, bien au-delà d'elle-même, le deuil de relations affectives entretenues au sein du groupe.

La présence d'une émotion, dans l'expression d'un propos, doit nous amener à questionner cette émotion, et non à la condamner sans réflexion. Les tenant-es de l'esprit critique se laissent ainsi parfois paradoxalement emporter par leurs émotions, en dénonçant chez autrui toute trace d'émotion, associée soit à une déviation du jugement (biais cognitif), soit à la détection supposée d'une volonté de manipulation (appel à l'émotion). Différencier risque et suspicion est nécessaire : une personne qui énonce son ressenti ne doit pas être de facto soupçonnée de vouloir infléchir fallacieusement notre jugement. Cette peur peut déformer la perception de la réalité et biaiser in fine l'évaluation. Analysons donc le risque, sans le surévaluer, ni le prendre pour une preuve d'instrumentalisation. Nos émotions peuvent d'ailleurs nous permettre de progresser nous-mêmes. Par exemple, tolérons davantage l'inconfort induit par une dissonance cognitive, pour une évaluation plus juste des arguments contradictoires qui nous heurtent, plutôt que de nous inscrire dans l'évitement, protégés par nos bulles de filtres et filtres par les pairs.

4. Séverine Falkowicz, « Opération "Faut qu'on parle" : Faut-il avoir un avis sur tout ? », in *La Croix*, 17/10/2024.

« NOUS NOUS EXPOSONS PLUS SOUVENT ET PLUS RAPIDEMENT À DES INFORMATIONS SUSCEPTIBLES DE NOUS PLAIRE, ET NOUS ÉVITONS PARALLÈLEMENT LES INFORMATIONS INCONSISTANTES SUSCEPTIBLES D'INDUIRE DE LA DISSONANCE COGNITIVE »

Viralité des contenus à forte charge émotionnelle

Les émotions sont mobilisatrices. Mises au service de nobles causes, elles pourraient favoriser la défense de valeurs utiles à la société, comme la défense de nos droits ou de nos libertés, la recherche de vérité, etc. Cependant, ce n'est pas toujours le cas. Sur internet et les réseaux sociaux, les contenus à forte charge émotionnelle (en rapport avec la sexualité, la peur, le conflit, la colère, la violence, la nouveauté ou la valorisation de soi) attirent notre attention de façon privilégiée et constituent de « bons supports émotionnels pour conférer une certaine viralité à un produit cognitif »⁵, indépendamment, hélas, de leur validité. Nous éprouvons en effet d'autant plus le besoin de partager une émotion qu'elle est intense : le partage social des émotions permet de réévaluer l'information afin de produire du sens, ou de rechercher l'expression d'une empathie ou de soutien afin de consolider ses liens sociaux⁶.

Leur diffusion massive impacte alors notre rapport à la « vérité ». Premier point, l'*exposition répétée* aux mêmes contenus nous amène arbitrairement, par effet de familiarité, à les apprécier davantage. Elle renforce la crédibilité des fausses informations dont ils sont porteurs, et la propension à les partager avec autrui. Il en découle un effet de vérité illusoire. Deuxième point, le caractère collectif de ces effusions nous conduit à avoir recours à l'heuristique de la *preuve sociale*, « la tendance à penser que ce qui est vrai, c'est ce que les autres pensent être vrai »⁷. La multiplicité et la diversité des contenus partagés créent en outre de la confusion (comment séparer le vrai du faux ?) et du relativisme (finalement, tout ne se vaut-il pas ?), ce qui ne facilite pas l'exercice de son esprit critique.

De l'émotion à l'adhésion à de fausses croyances complotistes

Le complotisme désigne la tendance à croire qu'il existe des complots cachés organisés par des élites ou des minorités malveillantes, qui permettraient d'expliquer des faits d'importance majeure (politiques, sociaux, économiques, etc.) : des théories sont élaborées pour rendre compte de ces complots, mais celles-ci sont caractérisées par l'absence de preuves pour attester de ce qu'elles avancent, et par l'existence, chaque fois, d'une « version officielle » concomitante, qu'elles refusent d'admettre.

Les fausses croyances qui étayent les théories du complot, voire les conclusions de ces théories, drainent elles-mêmes, le plus souvent, des contenus à forte charge émotionnelle, et sont donc plus susceptibles de susciter l'attention et d'être partagées sur les réseaux sociaux, qu'on y adhère ou non. « Nous sommes donc tous capables de nous laisser prendre. »⁸

Si la culture et les médias traditionnels d'information ne s'opposent pas toujours à la science (en témoignent les contenus de créateurs tels que Arthur Hennes, GMilgram, ou Jérémy Ferrari, qui savent être créatifs, tout en informant sur les pseudosciences ou les risques de dérives sectaires⁹), ceux-ci sont également de grands pourvoyeurs de fausses croyances : de nombreuses productions génèrent de la peur, de la haine, ou flattent au contraire notre imaginaire et nos espérances, exacerbent notre enthousiasme et nos désirs, au-delà des limites de la raison, en prétendant parfois néanmoins décrire des parts de réalité, susciter des besoins ou sembler y répondre, pour in fine amener les gens à s'engager dans des directions délétères. L'exposition à ces narratifs n'est en effet pas sans conséquences.

Les différentes productions légitiment très souvent une posture complotiste au sein de laquelle les héroïnes sont confrontées à une autorité (scientifique, politique, industrielle, médiatique) malveillante qui a tort de rejeter leur conception de la réalité, qu'il s'agisse d'un-e

5. Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive*, PUF, 2021, p. 129.

6. Bernard Rimé, « Emotions at the Service of Cultural Construction », in *Emotion Review*, 12(2), 2020, p.65-78.

7. Robert B. Cialdini, *Influence. How and why people agree to things* (1^{re} édition), 1984.

8. Séverine Falkowicz, Alexander Samuel, Thierry Ripoll & Fabien Girandola, *Complotisme et manipulation. Petit guide pour déjouer les fausses croyances, fake news, et autres fadaïses*, Book-e-Book, 2025.

9. Victor Garcia, « Films, sketches, enquêtes YouTube : La critique des dérives sectaires peut-elle convaincre ? », in *L'Express*, 04/02/2026.

« LE BESOIN D'APPARTENIR À UN GROUPE SATISFAIT À DE NOMBREUX BESOINS ÉMOTIONNELS, ET IL N'EST PAS TOUJOURS FACILE D'ABANDONNER UNE POSITION COGNITIVE, CAR ELLE POURRAIT IMPLIQUER, BIEN AU-DELÀ D'ELLE-MÊME, LE DEUIL DE RELATIONS AFFECTIVES ENTRETENUES AU SEIN DU GROUPE. »

lanceur-se d'alerte en résistance face à Big Pharma (série *Utopia*, film *The Constant Gardener*, documentaire *Malaria Business*) ou d'une personne dotée de pouvoirs paranormaux ou surnaturels, ou consciente de l'existence d'extraterrestres (séries *X files*, *Smallville*). Des groupes minoritaires mal-aimés sont également ciblés par la haine, endossant tantôt le rôle de terroristes (série *Homeland*, film *James Bond*, romans de Laurent Obertone liés à la croyance en la théorie du grand remplacement), tantôt celui de maîtres du monde à la tête des institutions de pouvoir (livres *Les protocoles des sages de Sion* ou *Da Vinci Code*, film *Matrix*). Jouer sur nos peurs est vendeur, peur de la différence ou des dangers qui menaceraient nos valeurs, comme les réseaux de pédophilie (film *Sounds of Freedom*, documentaire *Les survivantes*).

Ces productions ne favorisent pas non plus la connaissance de soi. De quelles échappatoires disposent les femmes qui s'indignent face au patriarcat ? D'images de la femme pouvant les amener à basculer dans le New Age ou l'ésotérisme (femmes sorcières, série *Charmed* ; loi de l'attraction). Quelle réponse apporte-t-on à l'enthousiasme suscité par la volonté d'en apprendre plus sur nos modes de fonctionnement psychologique ? Celle de la psychanalyse, pourtant patriarcale, misogyne, homophobe, et inscrite en rupture avec les données de la science, qu'il s'agisse de penser le monde (psychanalystes s'exprimant dans les champs de l'éducation, de la justice, etc.) ou de le rêver (série *En thérapie*, réalisateurs tels que Woody Allen, David Lynch, films *L'Amant de Lady Chatterley*, etc.). Celle, également, de l'astrologie, considérée par certain-es comme une nouvelle expression du féminisme (livre *Astrology for the Soul*).

Peurs, mépris, faux espoirs... L'engagement dans les dérives thérapeutiques est également encouragé au détriment de la médecine classique, avec l'apologie de thérapies non conventionnelles dangereuses pour la santé¹⁰, dont certaines relèvent des pseudo-sciences ou de l'ésotérisme (coupeurs de feu, communication animale, etc.). Développement personnel et coaching ne sont pas épargnés, avec des contenus qui flirtent parfois avec les dérives sectaires (film *Gourou*), dans les champs de la musculation ou du sport (film *Le guerrier pacifique*), de l'éducation (documentaires sur les écoles Steiner), de la nutrition (documentaire *Le jeûne, une nouvelle thérapie ?*) ou du développement de son entreprise (film *Steve Jobs*).

Enjeux pour la démocratie. Le risque du fascisme

La sollicitation de nos émotions, associée à l'altération de nos jugements, peut encore s'acheminer vers des conséquences qui mettent en péril notre démocratie. Le fascisme¹¹, une idéologie nationaliste reposant sur des valeurs réactionnaires, et le populisme, idéologie opposant le peuple à une prétendue « élite », s'appuient généralement sur des émotions négatives pour emporter l'adhésion. De fait, les discours anxigènes et le fait de « jouer sur les peurs » sont souvent attribués à la propagande d'extrême droite. Paradoxalement, la peur est corrélée négativement avec un vote populiste, seule la colère y est associée. Après les élections, lorsque les partis d'extrême droite ont emporté une forte adhésion, les émotions comme la colère sont nettement réduites dans leur propre électorat.

10. Séverine Falkowicz & Alexander Samuel, « Pour un choix libre et éclairé : Connaître les risques des pseudo-médecines alternatives et non conventionnelles », in *Innovations & Thérapeutiques en Oncologie*, 10(5), 2024, p. 285-288.

11. Johann Chapoutot, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, PUF, 2013.

Dans un contexte mondial de montée du populisme et du fascisme, avec des conséquences délétères quant aux droits humains, il paraît d'autant plus important de comprendre ces mécanismes afin de ne pas laisser l'instrumentalisation de nos émotions servir des intérêts politiques néfastes.

Une autre conséquence sociale majeure est la montée de la pensée conspirationniste : celle-ci est associée à des difficultés à gérer ses émotions dans un contexte anxiogène. Peur, incertitude, perte de contrôle sont de bons prédictors de l'adhésion à des théories du complot. Associée à la montée de l'extrême droite, elle peut engendrer des politiques ayant de graves conséquences en matière de santé publique, comme la suspension des programmes d'aide à la vaccination dans les pays en voie de développement ou la critique de vaccins sur la base d'études frauduleuses ou non fiables, avec de nombreuses morts évitables à la clé¹².

12. Lonni Besançon, « Quand des méthodes de recherche controversées alimentent la désinformation sur les vaccins. », in *Le Point*, 15/05/2025.

**« L'EXPOSITION RÉPÉTÉE
AUX MÊMES CONTENUS NOUS AMÈNE
ARBITRAIREMENT, PAR EFFET
DE FAMILIARITÉ, À LES APPRÉCIER
DAVANTAGE. ELLE RENFORCE
LA CRÉDIBILITÉ DES FAUSSES
INFORMATIONS DONT ILS
SONT PORTEURS, ET LA PROPENSION
À LES PARTAGER AVEC AUTRUI. »**

COMLOT : DE LA DISSONANCE COGNITIVE À LA FASCINATION

Propos recueillis
et traduits de l'italien
par Lapo Bettarini, médiateur
culturel, scientifique et
membre de Culture & Démocratie

Qu'emtrails, reptiliens, QAnon... l'époque semble particulièrement propice aux fantasmes de complot. Wu Ming 1, auteur notamment de l'ouvrage *Q comme Qomplot*¹, a consacré plusieurs décennies à une recherche extrêmement documentée sur certains de ces fantasmes. Au fil de cet entretien, il revient sur les mécanismes à l'œuvre dans l'élaboration de ces croyances. Autour de quel « noyau de vérité » se forment-elles ? À quels besoins répondent-elles ? Quels affects suscitent-elles ? En s'interrogeant également sur les moyens de démantèlement de ces narrations toxiques, Wu Ming 1 invite à remplacer l'émerveillement du complot par la fascination de la lutte.

1. Wu Ming 1, *Q comme Qomplot. Comment les fantasmes de complot défendent le système*, trad. Anne Echenoz et Serge Quadrupani, LUX, 2022.

*En quoi les fantasmes de complot
servent-ils de récits de diversion
qui désamorcent les conflits sociaux ?*

Chaque « fantasme de complot » s'articule autour d'un « noyau de vérité » : une situation vécue, un problème réel mais mal identifié, une inquiétude difficile à exprimer. Le fantasme de complot part de ce noyau, mais s'en éloigne aussitôt, dans un mouvement que l'on pourrait qualifier de « spiralé ». Ces dernières années, plusieurs fantasmes de complot ont vu le jour à partir d'angoisses liées à la crise climatique et à l'inaction des gouvernements et des institutions internationales. À chaque fois qu'il y a une inondation, un ouragan, un méga-incendie, une sécheresse catastrophique, on recommence à parler du réchauffement climatique. Depuis plusieurs décennies déjà, nous savons quelle est la tendance, pourtant aucun-e dirigeant-e n'a pris de mesures concrètes.

Les COP climat ne sont que de purs spectacles, tristes et ennuyeux de surcroît. Au cours de la dernière décennie, le greenwashing s'est fait omniprésent. Chaque politique est devenue « verte », on a vu émerger pléthore de pseudo-solutions, de mesures purement cosmétiques, ou qui confient le sort du climat à des mécanismes de marché, eux-mêmes responsables du problème. Aujourd'hui, le sujet semble avoir tout simplement disparu des agendas politiques. L'Union européenne est revenue sur presque toutes les promesses faites au cours des dernières années, malgré le fait que la crise climatique soit sous nos yeux et que ses conséquences nous atteignent de plus en plus durement. Nous voyons toutes et tous ces colonnes de fumée noire et toxique s'élever des sites énergétiques bombardés en Iran. Nous savons que les guerres en Ukraine, en Palestine et en Iran ont eu et continueront d'avoir des conséquences climatiques et environnementales désastreuses mais le discours dominant sur la guerre se concentre sur d'autres aspects.

**« CHAQUE "FANTASME DE COMLOT"
S'ARTICULE AUTOUR D'UN "NOYAU
DE VÉRITÉ" : UNE SITUATION VÉCUE,
UN PROBLÈME RÉEL MAIS
MAL IDENTIFIÉ, UNE INQUIÉTUDE
DIFFICILE À EXPRIMER. »**

Cela génère une sorte de dissonance cognitive : ce que je vois est tragique, la crise climatique est extrêmement grave, mais ceux et celles qui sont au pouvoir tiennent des propos déraisonnables, voire ont même totalement cessé d'en parler. La critique de l'économie politique, l'analyse de classes, les critiques écologiste et décoloniales nous aident à comprendre cette contradiction, mais elles nécessitent méthode, engagement, patience et concentration. Autant de choses que les fantasmes de complot n'exigent pas. C'est pourquoi ces fantasmes s'imposent d'abord et, à leur manière, résolvent cette dissonance cognitive. La crise climatique devient un récit dont il faut se méfier et des récits de substitution émergent.

Prenons un exemple concret : les fantasmes de complot sur les *chemtrails* (trainées chimiques) et la guerre climatique, sujets sur lesquels j'ai beaucoup écrit¹. Ils partent d'un phénomène réel : l'augmentation vertigineuse du trafic aérien a effectivement accru la quantité de trainées blanches dans le ciel. Ces trainées sont les symptômes visibles d'une augmentation de la pollution et des émissions responsables du changement climatique. Ceux et celles qui regardent le ciel avec inquiétude présentent qu'il y a quelque chose qui ne va pas : c'est le « noyau de vérité ». Mais voilà que le fantasme de complot commence à s'emballer : voilà les machinations mondiales maléfiques avec des millions de complices, voilà les *chemtrails* servant à nous empoisonner ou à contrôler nos esprits, voilà la « guerre météorologique » menée à l'aide de plans secrets de géo-ingénierie, etc.

Autres exemples : tout fantasme de complot concernant de prétendues « lobbies sans patrie » est un substitut de la critique de la financiarisation extrême de l'économie et de la mondialisation néolibérale. La variante la plus extrême étant le fantasme sur les soi-disant « reptiliens », né du sentiment – par ailleurs fondé – que l'exercice réel du pouvoir est très éloigné de la vie des gens ordinaires, et est donc pratiquement « alien ». Les individus que nous voyons à l'œuvre dans les dossiers Epstein pourraient-ils être autre chose que des « aliens » ?

1. Lire Wu Ming 1, *Quelque chose de grave se passe dans le ciel*, traduction par Lundimatin disponible en ligne : <https://lundi.am/Quelque-chose-de-grave-se-passe-dans-le-ciel>

Le complotisme pourrait-il être un moyen détourné de critique et de participation politique ?

Pensons à l'aphorisme apocryphe, attribué au socialiste français August Bebel (1840-1913) : « L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles. » En général, ceux et celles qui le citent mettent l'accent sur les termes « antisémitisme » et « imbéciles », mais le cœur de l'aphorisme réside dans le mot « socialisme ». Cet aphorisme nous dit que le conspirationnisme est un anticapitalisme détourné². Les fantasmes de complot sont des imitations de la critique du système, des ersatz de lutte qui interceptent et détournent le mécontentement, canalisant les énergies sociales vers des lieux où elles seront dissipées ou, pire encore, utilisées pour alimenter des projets réactionnaires. C'est pourquoi, comme l'indique le sous-titre de mon livre « les fantasmes de complot défendent le système ».

Toutefois, ils ne parviennent à le faire que là et quand il n'y a pas de luttes collectives, pas de véritables *praxis* politiques de libération. Si, ces dernières années, les fantasmes de complot semblent dominer de nombreux espaces, c'est parce que ceux-ci sont restés vides. Nous avons vu cela se produire au cours des deux années de la pandémie de Covid-19, à laquelle je consacre dans le livre une série de chapitres intitulée « *In viro veritas* ». Au cours de cette crise, de très nombreuses personnes se sont senties dépossédées de tout pouvoir de décision, abandonnées et livrées à des mesures souvent absurdes, contradictoires et manifestement inutiles au regard des objectifs déclarés mais imposées avec une rigueur digne de la loi martiale.

En Italie, presque tous les partis de « gauche » ont choisi d'adhérer inconditionnellement aux politiques de lutte contre la pandémie, par peur de passer pour des « négationnistes » ou des « antivax ». La seule force politique qui ne s'est pas ralliée à « l'union sacrée contre la pandémie » et a voté contre le gouvernement de Mario Draghi a été Fratelli d'Italia, le parti post-fasciste

de Giorgia Meloni qui a remporté les élections à l'automne 2022. « Corrélation n'est pas causalité », mais le lien entre la pandémie et la victoire de la droite mériterait d'être étudié et non refoulé comme cela a été le cas jusqu'à présent.

Pourquoi la vérification des faits ne suffit-elle pas ?

Il est nécessaire de démanteler les discours toxiques. Chez Wu Ming, nous nous consacrons à cette tâche depuis des décennies et l'ouvrage *Q comme Qomplot* fait partie de ce travail. Mais démanteler ne suffit pas. Les *debunkers* (démystificateur·ices) autoproclamé·es se contentent d'épingles pour percer et faire éclater les bulles des fantasmes de complot. Il·elles s'investissent beaucoup mais n'obtiennent pas de grands résultats, bien au contraire. Comme il·elles font éclater ces bulles au nom de l'*establishment*, du « consensus libéral », d'une quelconque « autorité » – qu'elle soit politique, journalistique ou scientifique – il·elles obtiennent souvent l'effet inverse. Il·elles sont perçus·es comme des défenseur·ses du système – ce qu'il·elles sont souvent vraiment – et leur intervention finit par renforcer les positions qu'il·elles voulaient combattre. Aujourd'hui, on fait énormément de *fact-checking* (vérification des faits), parfois avec d'excellentes méthodes, très précises, et pourtant les complots prolifèrent. Pourquoi ? Principalement pour deux raisons.

La première est que la vérification des faits opère sur le plan de la logique et du raisonnement, tandis que les fantasmes de complot opèrent sur le plan de la fascination. L'anthropologue Giulia Paganelli appelle cela la « merveille noire ». Dans *Q comme Qomplot*, j'ai utilisé le concept kantien de « sublime », mais nous disons la même chose : les complots suscitent l'émerveillement, et plus ils sont horribles plus c'est le cas. Je décris quelque chose d'atroce – des abus sur des enfants lors de rituels sataniques, des avions répandant quotidiennement des poisons dans l'atmosphère – mais je le fais de manière fascinante. Les monstruosité sont toujours séduisantes. Et ce faisant elles répondent étrangement à des besoins réels, car dans la vie nous avons besoin de surprise, d'émerveillement, de points de vue différents sur le monde. Les fantasmes de complot fournissent tout cela et, bien qu'ils décrivent des scénarios

2. NDLR : L'auteur précise bien dans l'ouvrage que l'antisémitisme de l'époque, en tant que fantasme de complot, est un raccourci, une projection, un mécanisme de défense psychologique qui permet de donner un sens aux inégalités sociales, à la concentration des richesses et aux rapports de classe, sans avoir à faire l'effort de comprendre exactement l'idéologie qui les détermine réellement, sans véritable prise de conscience. Il est plus facile de projeter son propre mal-être sur un ennemi occulte présumé.

terrifiants, ils aident aussi à réduire notre anxiété, car ils semblent tout expliquer et nous donnent l'illusion d'avoir tout compris.

La deuxième raison est que, comme je le disais, adhérer à un fantasme de complot donne l'illusion d'être contre l'*establishment*, contre les mensonges du pouvoir. Nous sommes tou·tes d'accord pour dire qu'il faut « dégonfler ces bulles », mais les faire éclater comme le font les démystificateur·ices ne résout rien. Il faut s'attaquer aux besoins auxquels les fantasmes de complot répondent, ainsi qu'aux noyaux de vérité autour desquels ils se forment. Un problème majeur réside dans le fait que les démystificateur·ices sont souvent le reflet des « complotistes » qu'il·elles traquent. Ce rapport de correspondance est très bien expliqué par Emma A. Jane et Chris Fleming dans leur ouvrage paru en 2014, *Modern Conspiracies. The Importance of Being Paranoid*³. De même que les complotistes voient des complots partout, les démystificateur·ices voient des complotistes partout. Il suffit de faire remarquer qu'il y a des noyaux de vérité dans les fantasmes de complot pour être ajouté·e à la liste noire des complotistes et des proscrit·es. En France, c'est la posture intellectuelle de Conspiracy Watch et de son omniprésent porte-parole, Rudy Reichstadt.

D'un autre côté, le concept même de *fact-checking* est désormais considéré comme une pratique honteuse. On le voit bien dans le *Manifeste conspirationniste* qui a suscité un petit scandale en France il y a quatre ans. L'auteur de ce livre a déclaré d'emblée qu'il se fiche complètement des sources et des preuves, se plaçant ainsi préventivement hors de portée de toute réfutation, car quiconque tenterait de le contredire serait automatiquement relégué·e dans le camp des *fact-checkers* du régime. Il n'est plus nécessaire de rien démontrer ni de convaincre qui que ce soit, dit le *Manifeste conspirationniste*, il suffit de faire les « déclarations d'incompatibilité » qui s'imposent, c'est-à-dire d'hostilité réciproque, et d'en tirer les conséquences. C'est une approche qui se veut purement en réaction : puisque la classe dominante, les médias grands publics et la gauche « respectable » taxent de complotisme toute critique du pouvoir, l'auteur décide que cela lui convient : vive

le complotisme, vive les complotistes !

En fin de compte, il se réfugie dans le confort d'une sorte de « campisme »⁴, à l'instar de ceux et celles qui, trouvant (à juste titre !) répugnant l'impérialisme occidental, deviennent des partisan·es de Poutine. Je rejette toute forme de campisme, que ce soit en géopolitique – je suis horrifié par l'impérialisme occidental tout comme par le régime de Poutine – ou dans la critique des dynamiques sociales. Je ne veux pas avoir à choisir entre Conspiracy Watch et le *Manifeste conspirationniste* : ce sont les deux faces d'une même médaille.

« LES MONSTRUOSITÉS SONT TOUJOURS SÉDUISANTES. ET CE FAISANT ELLES RÉPONDENT ÉTRANGÈMENT À DES BESOINS RÉELS, CAR DANS LA VIE NOUS AVONS BESOIN DE SURPRISE, D'ÉMERVEILLEMENT, DE POINTS DE VUE DIFFÉRENTS SUR LE MONDE. »

Existe-t-il selon vous des « fictions démocratiques » qui puissent étre utiles ? Des narrations émancipatrices ?

L'expression « fictions démocratiques utiles » me fait penser aux « pieux mensonges » ou au « signifiant vide » et à tous les discours sur le populisme qui étaient en vogue il y a une dizaine d'années. Je ne cherche pas à construire un « bon » récit toxique à opposer à un « mauvais » récit toxique. C'est l'approche des disciples d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, pas celle de Wu Ming.

Dans le livre, je parle de notre collaboration avec l'historien de l'illusionnisme Mariano Tomatis, à la recherche d'un émerveillement qui stimule la pensée critique et élargisse les horizons, à l'inverse de ce que fait la « merveille noire » des fantasmes de complot. Nous cherchons à atteindre cet émerveillement dans notre littérature, dans notre manière d'écrire, à l'image de la méthode employée par les deux illusionnistes américains Penn & Teller, qui, contre tout préjugé sur la magie, parviennent à captiver le public en révélant leurs tours. C'est cette poétique que nous appelons « montrer la suture », et qu'autrefois nous appelions « garder l'atelier ouvert » et qui montre comment nous utilisons

3. Emma A. Jane, Chris Fleming, *Modern Conspiracies. The Importance of Being Paranoid*, Bloomsbury Publishing, 2022.

4. NDLR : On parle de campisme pour désigner la tendance à réduire la situation internationale à un affrontement entre l'impérialisme et un bloc de pays (la Russie, l'Iran, les BRICS, etc.) considéré comme anti-impérialiste.

les outils et les techniques avec lesquels l'émerveillement est produit. Toutefois, je trouve indispensable de mettre en garde contre toute technicisation de la question. Le problème ne peut pas se réduire à la mise au point d'un meilleur storytelling.



Si les fantasmes de complot sont des substituts aux luttes, alors ce sont de vraies luttes dont nous avons besoin. En effet, lorsqu'arrivent les vraies luttes, le complotisme perd de son emprise. Il ne disparaît jamais complètement, mais il passe au second plan. Si je crois à un fantasme de complot, lorsque je m'engage dans une lutte, je mets ce fantasme de côté pour me tenir aux côtés de personnes qui ne le partagent pas, mais avec qui je partage la situation, la colère et la joie d'être là, à ce moment-là. Cela s'est produit en 2018 sur les rond-points occupés par les Gilets jaunes, et c'est aussi ce qui s'est passé plus récemment lors des grandes mobilisations pour Gaza. Le fantasme de complot devient de moins en moins important, et on finit par l'oublier, car l'expérience de la lutte est bien plus fascinante.



**« SI LES FANTASMES DE COMLOT
SONT DES SUBSTITUTS AUX LUTTES,
ALORS CE SONT DE VRAIES LUTTES
DONT NOUS AVONS BESOIN. »**

La version originale en italien
de cet entretien est disponible en ligne.



MONTRE LA TERRE PLATE

Propos recueillis
par Coraline Burre
pour Culture & Démocratie

Photographe

Un leitmotiv traverse la démarche artistique de Philippe Braquénier : la photographie comme reproduction du réel. Depuis une décennie, l'artiste visuel belge s'intéresse à l'usage intensif que les partisans de la théorie complotiste du platisme – selon laquelle la terre serait plate – font de l'image photographique pour constituer une contre-archive contestant le savoir officiel. Sa série *Earth Not a Globe* reprend le sous-titre de *Zetetic Astronomy* (1875), ouvrage de référence de Samuel Birley Rowbotham sur la théorie platiste. Il y interroge ses principales croyances en les revisitant à travers photos et installations afin d'amener le public à une pensée critique.

Pourquoi cet intérêt marqué pour le platinisme ?

Mon intérêt pour l'idéologie platiste est arrivé un peu par hasard lorsque je travaillais sur mon documentaire précédent, *Palimpsest*, qui portait sur la pérennité du savoir. Ou comment on essaie de le sauvegarder sur de longues périodes de temps. Je faisais alors beaucoup de recherches sur des forums de vulgarisation scientifique et j'ai commencé à voir passer pas mal de discussions et de contenus sur les platistes. Cela m'avait vraiment interpellé. Je m'étais dit : comment, au XXI^e siècle, peut-on encore croire à une idéologie pareille et remettre en question des fondamentaux scientifiques ?

J'ai d'emblée remarqué que les platistes avaient un lien à l'image presque dichotomique. Leurs images sont des preuves et les images en provenance de toute forme d'autorité, comme la NASA par exemple, sont des contrefaçons.

Quelque temps après a débuté la campagne présidentielle de Donald Trump où des concepts comme les fake news ou la post-vérité sont apparus dans le discours médiatique. C'est là que je me suis dit que parler des théoriciens du complot, et particulièrement des platistes, faisait sens. La cérémonie d'investiture de Trump du 20 janvier 2017 a achevé de me convaincre, suite à la publication de la photo de l'agence Reuters montrant une foule clairsemée, contrairement à ce qui fut le cas lors de l'investiture d'Obama. L'administration Trump a rapidement rejeté cette photo en déclarant qu'elle n'avait pas été prise au moment indiqué par l'agence.

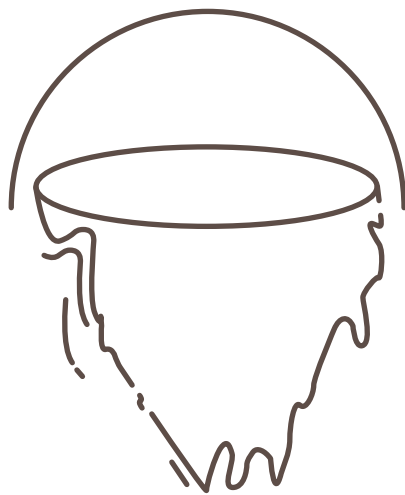
Une photographie est-elle une preuve de vérité ?

Quand on travaille avec le medium photo, on sait très bien que ce qu'on montre n'est pas la vérité. Rien que le fait de poser un cadrage à l'image fait qu'on cible une partie de la vérité. Par contre, il semble communément admis dans l'inconscient collectif qu'une photographie représente la réalité. Je crois qu'il y a une sorte d'amalgame entre les deux. Entre ce qu'on projette d'une photographie, c'est-à-dire une représentation fidèle de la réalité de par sa technologie, et le montage induit par le travail de prise photographique. C'est suite à cette interprétation que la photographie s'est vue refuser le statut d'art pendant longtemps, car on

voyait en elle uniquement une « reproduction du réel ».

Pourtant, les frères Auguste et Louis Lumière avaient à peine diffusé le premier film photographique en 1896, *Arrivée d'un train en gare de La Ciotat*, que déjà d'autres tentaient de modifier les images au moyen des premiers effets spéciaux, pour en faire quelque chose de divertissant. Dès le départ, le potentiel trompeur de l'image était là et a été utilisé, à bon ou mauvais escient. Le réalisateur français Georges Méliès est le premier à développer les techniques de transformation, de disparition et de substitution dans ses films au tout début du XX^e siècle. Et, des années avant Photoshop, Joseph Staline a été un grand utilisateur de l'effacement photographique, forme de censure, où des personnalités tombées en disgrâce étaient supprimées des clichés.

« DÈS LE DÉPART, LE POTENTIEL TROMPEUR DE L'IMAGE ÉTAIT LÀ ET A ÉTÉ UTILISÉ, À BON OU MAUVAIS ESCIENT. »



Quels sont les principaux outils utilisés par les platistes pour construire une réalité alternative ?

La photographie et la vidéo sont les outils de prédilection des platistes pour plusieurs raisons. Ces deux techniques s'inscrivent dans le réel. Les platistes utilisent d'ailleurs un appareil en particulier : un Nikon Coolpix P900 ou P1000, un appareil amateur qui a la caractéristique d'avoir un zoom hyper puissant (125x sur le P1000). Pour eux,

c'est un peu le summum de la technologie. Ils font des observations des astres, de l'horizon... Une fois les observations faites, ils les diffusent. L'image a un double rôle chez les platistes ; à la fois support pour étayer leur théorie et ensuite média pour les diffuser et gagner une communauté. J'ai suivi une trentaine de créateurs de contenu, dont les plus connus sont Mark Sargent, youtubeur conspirationniste américain qui a véritablement popularisé le platisme ou encore Jeran Campanella.

Niveaux à bulles, lasers, gyroscopes... Une multitude d'objets du quotidien peuvent devenir outils et participer à des expériences venant étayer les théories platistes qui ensuite sont documentées avec la photographie et la vidéo. On est dans de la pseudo-science. D'un côté, le platisme critique et rejette tout ce qui a trait à la science, aux savoirs reconnus. Et d'un autre, la théorie platiste vient s'appuyer sur des expériences empiriques, qui viennent rappeler les méthodes scientifiques. Un des mantras platistes est *Do your own research* qui est un peu l'apologie de l'auto-éducation. On valorise l'apprentissage autonome et le rejet des savoirs déjà établis.

Comment le platisme a-t-il évolué en un mouvement en deux siècles d'existence ?

L'auteur britannique Samuel Birley Rowbotham a popularisé la théorie platiste dès la seconde partie du XIX^e siècle. Il y avait une volonté de vulgarisation et de diffusion des savoirs auprès de la classe ouvrière. Rowbotham se rendait dans des universités populaires pour propager ses idées auprès d'une population qui était désireuse d'apprendre des choses dans une forme d'enseignement plus ouverte, plus accessible, à la façon de l'éducation populaire. Il jouait sur le doute, la remise en question du savoir scientifique et institutionnel. Au fil d'expériences menées, il a remis en question bon nombre de savoirs pourtant attestés scientifiquement et a consigné de nouvelles théories dans des écrits dont le plus célèbre ouvrage est *Zetetic Astronomy. Earth Not a Globe* en 1881.

Avant l'avènement des réseaux sociaux, le platisme était quelque chose de beaucoup plus marginal, suivi par quelques adeptes qui discutaient parfois entre eux mais sans

forte communauté¹. C'est assurément les plateformes et les réseaux sociaux qui ont facilité et amplifié la circulation et, par là, le succès des idées platistes. Une fois qu'on rentre dans du contenu complotiste, l'algorithme favorise inévitablement les contenus du même type.

Il y a eu un pic en 2018-2019. Aujourd'hui, on constate un essoufflement du mouvement. Les conventions platistes qui drainaient des centaines de personnes semblent avoir disparu du paysage. Le leadership s'est effrité. Les grandes figures se font plus rares sur les réseaux mais il reste de nombreux adhérents aux idées platistes.

**« UN DES MANTRAS PLATISTES EST
DO YOUR OWN RESEARCH,
QUI EST UN PEU L'APOLOGIE
DE L'AUTO-ÉDUCATION. ON VALORISE
L'APPRENTISSAGE AUTONOME
ET LE REJET DES SAVOIRS
DÉJÀ ÉTABLIS. »**

D'où vient cette quête d'une autre vérité ?

L'idéologie platiste séduit tout type de profil, de toute origine, avec tout type de parcours éducatif, y compris des ingénieurs, qui se laissent entraîner par le dogme voire contribuent à l'alimenter en réfutant eux-mêmes des faits scientifiques. Il y a plusieurs types de platistes. On y retrouve aussi bien ceux qui ont une approche pseudo-scientifique, que d'autres qui ont une vision très évangéliste, basée uniquement sur les récits de la bible. Les créationnistes prennent, par exemple, les textes de l'Ancien Testament à la lettre et se trouvent pleinement en phase avec l'idéologie platiste. Il ne faut pas négliger que le platisme est inscrit dans plein d'idéologies religieuses (le christianisme, l'islam, l'hindouisme,...) Et puis, il y a ceux qui arrivent par défiance et sont séduits par ce type de théories complotistes.

L'attrait vient sans doute de la méfiance grandissante affichée envers toutes les figures d'autorité, qui est un des moteurs du platisme et de la place laissée au doute.

1. Une société platiste internationale existe toutefois depuis les années 1950 : la Flat Earth Society (aussi appelée International Flat Earth Society ou International Flat Earth Research Society) est une organisation soutenant l'idée de la terre plate, fondée en 1956 par l'Anglais Samuel Shenton.

Je me rappelle d'un sondage² qui constatait que 84 % des personnes interrogées croient depuis toujours que la terre est ronde, 5 % sont sûres qu'elle est ronde, mais comment à en douter, 2 % croyaient qu'elle était plate, mais maintenant en doutent, et 7 % ont sélectionné « Autres/Je ne suis pas sûr ». C'est justement cette part importante de personnes qui doute qui est susceptible de se laisser convaincre par les théories platistes.

Qu'est-ce qui fait autorité chez les platistes ?

L'essence du platisme est le doute. Et par là même, le mouvement laisse place à beaucoup de contradictions. S'il n'y a pas de réponse à un phénomène, les platistes disent qu'ils ne savent pas et surenchérisent même que la science n'a pas non plus réponse à toutes les questions. Il est important de différencier la manière dont les platistes perçoivent le doute de celle dont les scientifiques le perçoivent. Il y a vraiment une façon antagoniste de l'envisager. Pour la science, le doute est un moteur positif dans la démarche pour essayer de trouver des réponses, d'élargir les connaissances. Chez les platistes, c'est un phénomène négatif qui tient lieu de point de départ, une critique du savoir et des institutions. Il porte sur tout ce qui touche à l'autorité classique. Les platistes se confortent dans une nouvelle vérité, celle de la terre plate et cherchent alors à l'étayer. Il y a une vision globale : la terre est un disque entouré de glace est recouverte d'un dôme. Mais il n'y a pas de consensus au sein de la communauté et en soi, ce n'est pas un problème.

C'est quoi le savoir pour un platiste ?

C'est le savoir alternatif. Il y a cette volonté de faire un pas de côté par rapport aux connaissances traditionnelles. C'est une façon de se démarquer. Par exemple, pour expliquer théoriquement l'origine des couleurs du ciel, ils vont parler d'ionisation de gaz rares plutôt que de parler de longueurs d'onde par rapport à l'atmosphère. Les platistes cherchent juste d'autres manières de valider des savoirs. Leur réponse est une vision alternative. Comme dans toutes les théories du complot, l'intérêt est de faire sens par rapport à sa propre

existence dans le monde, de trouver sa place, de se faire une place. On est dans une conception très individualiste. On rejoint cette communauté avant tout pour soi. Cela répond à une quête individuelle, dans un questionnement par rapport à soi, un doute, une contestation qui va trouver une réponse immédiate.

La communauté est basée sur l'empirisme et peut s'ouvrir au dialogue. Un des cas récents les plus célèbres est celui du créateur de contenus, Jeran Campanella. Alors qu'il affirmait que même si on lui payait un billet pour l'Antarctique pour voir le soleil de minuit de ses propres yeux, il ne changerait pas d'avis, Campanella a accepté de participer à *The final experiment*, une expérience en Antarctique pour tester la validité des croyances modernes de la terre plate organisée par Will Duffy. En 2024, ce pasteur chrétien américain a invité plusieurs créateurs de contenu en ligne à challenger plusieurs théories sur place. Campanella a alors reconnu que son modèle de Terre plate n'était plus valide après l'avoir constaté par lui-même et s'est éloigné de la communauté platiste après cette expédition. Maintenant, il milite pour essayer d'alerter les autres sur les mensonges platistes. Il n'y a pas de vérité absolue.

« COMME DANS TOUTES LES THÉORIES DU COMLOT, L'INTÉRÊT EST DE FAIRE SENS PAR RAPPORT À SA PROPRE EXISTENCE DANS LE MONDE, DE TROUVER SA PLACE, DE SE FAIRE UNE PLACE. »

Est-ce qu'il y a une « crise de la vérité » ?

Il y a bel et bien une « crise de la vérité » selon moi. Mais qu'est-ce que la vérité ? Chacun-e a des vérités qui peuvent s'entremêler, voire être contradictoires même dans une simple conversation du quotidien. D'autant plus aujourd'hui, avec les profonds changements technologiques en cours, où des éléments faux, créés de toutes pièces par l'intelligence artificielle, vont être pris pour des vérités établies. Les IA s'alimentent avec les informations trouvées en ligne, parfois erronées, sur base desquelles elles vont créer des données textuelles, voire des images, dont il devient difficile de vérifier la véracité. Ceci se produit à cause de l'IA, à cause de l'annulation de la modération sur la plupart des réseaux sociaux. Les failles

2. YouGov, 2018, échantillon de 8215 adultes américains.

du système éducatif sont aussi à mettre en lien. Il n'y a plus de culture des sciences, de cours d'épistémologie [étude des connaissances]. Donc on oublie le cheminement de la science. Comment on est arrivé-e à ces savoirs ? Il serait bien plus utile de recontextualiser tout ce bagage plutôt que d'ingérer des données sans ancrage. La solution passera par l'éducation et la médiation selon moi. Un projet comme celui d'Olivier Sartenaer, Doubt my sciences³, est un modèle dans le genre.



3. Créé en 2020 par Olivier Sartenaer (UNamur), le projet Doubt my Sciences vise à développer et transmettre des outils issus de l'épistémologie (l'étude systématique de ce qui rend les connaissances scientifiques fiables et bien fondées) aux élèves de l'enseignement secondaire en Région de Bruxelles-capitale.

RIPOSTE PÉDAGOGIQUE DANS UN MONDE RÉACTIONNAIRE

Chargée de projets
à l'asbl La Cible¹

Propos recueillis
par Maryline Le Corre
pour Culture & Démocratie

Face à la prolifération d'idées et d'opinions d'extrême droite dans l'ensemble du débat public, l'association liégeoise La Cible propose une série d'outils pédagogiques pour réfuter ces discours. L'objectif de ces formations, animations et campagnes d'information est de valoriser l'esprit critique, soutenir des valeurs collectives, humanistes et solidaires et de promouvoir des comportements positifs et constructifs face aux discours haineux. Et puisque démonter les manipulations de l'extrême droite ne peut pas être qu'un combat individuel, Zoé Fauconnier appelle la société civile à créer son propre cordon sanitaire, via un travail de veille, d'information, et d'actions en commun.

1. <https://lacible.be/>

Pourriez-vous présenter l'ASBL ?

La Cible est une ASBL qui a été créée en 2004 à l'initiative de la FGTB qui souhaitait avoir une antenne antifasciste. Pourquoi en 2004 ? Parce que c'est à ce moment-là que le Vlaams Blok va changer de nom pour s'appeler le Vlaams Belang après avoir été condamné pour racisme et incitation à la haine. C'est une stratégie de l'extrême droite pour lisser son image et son discours.

Dans un premier temps, notre asbl va aussi s'appeler Vlaams Belang, avec l'idée que les personnes qui cherchent des informations sur le parti tombent d'abord sur notre association qui lutte contre les idées d'extrême droite. Au fil du temps, on a réfléchi à un autre nom et on a trouvé le slogan « Avec l'extrême droite, la cible, c'est toi ! », c'est pourquoi nous nous appelons aujourd'hui La Cible.

L'asbl réalise des outils pour lutter contre les idées d'extrême droite. On ne lutte pas uniquement contre un parti parce qu'on sait qu'il n'y a pas de parti vraiment leader en Wallonie, mais on lutte contre les idées et les discours qui eux sont partout. On propose des outils pédagogiques, des animations, des campagnes, des formations à destination des professionnelles, des publics scolaires, des publics en insertion socioprofessionnelle et des publics adultes, avec lesquels on essaye de définir ce qu'est l'extrême droite, quelles sont les valeurs véhiculées et les dangers. On organise aussi des événements, notamment les « Nuits Blanches contre Listes Noires » qui se tiennent tous les 4 ou 5 ans en fonction des élections.

Vos campagnes ciblent particulièrement les jeunes adultes. Vous avez l'impression qu'ils et elles sont plus réceptif·es à ce type d'idées ?

On s'est avant tout intéressé·e au public primo-votant soit entre 15 et 30 ans. Pendant les deux dernières années, pendant les animations, nous leur avons demandé ce que représentait la politique pour elles et eux. Et la première chose qui leur vient en tête, c'est la politique partisane et une forme de désillusion face à ce qui leur paraît complètement éloigné de leur réalité. On essaye alors de reconstruire un dialogue autour de cette notion de politique en questionnant ce que cela représente dans leur quotidien. En se réappropriant le terme, il·elles se

rendent très vite compte qu'en fait tout est politique. Actuellement, on est en train de construire un module sur les différentes formes de démocratie, qui questionne la manière dont les jeunes se sentent écoutés et outillés dans la société d'aujourd'hui.

Est-ce que l'extrême droite utilise la désinformation ? En quoi cela menace-t-il nos démocraties ?

On observe aujourd'hui la normalisation d'un certain discours, liée au fait que toutes les informations sont placées sur un pied d'égalité, qu'elles relèvent du fait ou de l'opinion. Ça crée une confusion totale sur ce qu'est la liberté d'expression et plus fondamentalement sur ce qu'est la démocratie. L'extrême droite est très forte pour se réapproprier le discours et retourner la situation. Par exemple, la mort récente en France de Quentin Deranque – militant d'ultra droite, reconnu violent – a été instrumentalisée par l'extrême droite au point de laisser entendre que ce sont les antifascistes qui sont contre la démocratie. De la même façon, la théorie du grand remplacement : il a été prouvé que ce phénomène n'existe pas, et pourtant différentes personnalités d'extrême droite réussissent à remettre cette question dans le débat public. Et en acceptant de débattre sur cette idée, finalement on la normalise.

C'est le concept de la fenêtre d'Overtton. Une idée qui au départ est complètement impensable, taboue, va petit à petit entrer dans le débat public. De taboue, elle va devenir déraisonnable, puis inacceptable avant de finalement entrer dans le spectre du dicible. Ce sont par exemple les septante points contre l'immigration du programme du Vlaams Block paru dans les années 1990, qui à sa sortie est vu comme totalement impensable. Aujourd'hui une bonne partie des points de ce programme font partie de nos politiques publiques (l'ouverture et la gestion des centres fermés, la défiance d'UNIA, etc.). On n'a pas besoin d'un parti d'extrême droite au pouvoir pour que ces idées racistes, sexistes et homophobes fassent partie du débat démocratique et de nos politiques publiques.

Selon vous, comment alors permettre l'implication des citoyennes et des citoyens dans la détermination des savoirs sur lesquels baser nos choix politiques ?

Réfléchir à l'implication des citoyen·nes dans la politique, c'est questionner l'individualisme de nos sociétés, les valeurs de solidarité et les possibilités de cette implication. Le fait d'être dans une société de plus en plus individualiste joue inévitablement sur la solidarité, les liens sociaux. Et quand il n'y a plus de lien social, on est de plus en plus isolé·e, on a de plus en plus peur et on va être de plus en plus réceptif·ve aux discours qui vont jouer avec nos émotions, surtout nos émotions négatives.

Il faut aussi se questionner sur le temps qu'on nous accorde pour réfléchir et s'impliquer dans nos vies politiques, quand on travaille à temps plein 38 heures semaine, qu'on va à l'école 8 heures par jour etc., est-ce que l'esprit critique est encore valorisé ? Quand on intervient dans les écoles, il arrive que, sous couvert de neutralité, on nous mette des bâtons dans les roues, alors qu'on vient avec une casquette droits humains et une ligne de conduite tout à fait claire : on reprend l'histoire sociale et on amène une grille de lecture pour analyser où on en est aujourd'hui. Mais actuellement l'immigration et le genre sont des thématiques difficiles à aborder. Ça montre à quel point le discours d'extrême droite qui remet en question les droits de certaines minorités infuse au sein des classes et de la population de manière générale. On arrive donc avec une mallette d'argumentations, une batterie de chiffres, des petits outils qui permettent de réfuter certaines idées.

C'est important aussi de pouvoir remettre en question le système dans lequel on vit, la manière dont nos politiques fonctionnent aujourd'hui. Notamment en interrogeant les élèves sur leurs problèmes, leurs rêves et ce vers quoi il·elles ont envie d'aller. Et ce ne sera jamais une volonté d'inégalité entre les personnes, bien au contraire.

« ON N'A PAS BESOIN D'UN PARTI D'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR POUR QUE CES IDÉES RACISTES, SEXISTES ET HOMOPHOBES FASSENT PARTIE DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE ET DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES. »

Au-delà de ces animations, vous avez aussi des campagnes, notamment « Décode ! » et « Clic-gauche ».

La campagne « Décode ! » part du constat de la prolifération de fake sur les réseaux sociaux. On s'est demandé comment réussir à débunker un fake de manière générale à partir de 5 exemples courants. Il y a par exemple une fausse image (une photo ou une vidéo) ; le *deep fake* ; un fake à partir d'une idée reçue ; un fake autour d'une légende urbaine, un fake complotiste ou encore un canular. On propose ensuite une petite méthode de réflexes à avoir face à l'information : s'alerter, se méfier, vérifier et signaler. L'idée de cette campagne est de questionner ce que l'information va susciter comme émotion chez moi et comment est-ce que je vais m'alerter, me méfier et puis finalement réussir à être acteur·ice face à cette information que je reçois.

Il y a aussi la plateforme Clic-gauche, qui propose quatre fonctionnalités. Tout d'abord, il y a un onglet qui propose des ressources, vérifiées, vérifiables et accessibles sur la question de l'extrême droite et des discriminations. Ces ressources mêlent des recherches académiques, associatives ou de syndicats, des dossiers pédagogiques ainsi que d'autres outils issus d'instances partenaires et reconnues officiellement. Il y a aussi la « boîte à punchlines ». L'extrême droite utilise beaucoup de phrases chocs et ce sont ces phrases qui restent dans le débat public. Pour prendre le contrepied, on propose une série de phrases chocs – comme des petits arguments à ces attaques – à renvoyer ou à reposter sur les réseaux sociaux.

Il y a également la fonction chat avec l'idée de créer notre propre récit sur les réseaux sociaux en postant et en faisant remonter du contenu positif et constructif. Quand on voit un commentaire haineux ou un post problématique, on peut le commenter avec du contenu qui est généré automatiquement par le chat qui nous donne une réponse sourcée. Il faudrait à présent parvenir à créer une communauté de

personnes qui aille liker ou commenter les commentaires constructifs pour que ceux-ci soient mis en avant, devant les commentaires négatifs. L'idée, c'est vraiment de créer quelque chose de commun face à des réactions habituellement individuelles.

Enfin, il y a la fonction « alerte », ce pour quoi la plateforme Clic-gauche a été créée à l'origine. Elle permet de faire du signalement de commentaires haineux, de profils problématiques, de fake news,... En fonction de ces signalements, on va se tourner vers d'autres instances avec lesquelles on travaille. Si on nous alerte sur des contenus problématiques dans les médias par exemple, on va pouvoir saisir le CDJ (Conseil de déontologie journalistique). Si on nous fait un signalement pour des faits de racisme, on va se tourner vers UNIA.

Vous êtes en lien avec beaucoup d'associations, avec tout un réseau militant. Le milieu associatif a-t-il un rôle particulier de résistance intellectuelle à jouer ?

Oui, bien sûr. Je pense que la société civile doit créer son propre cordon sanitaire, vu qu'il n'existe pas sur les réseaux sociaux ou plus généralement dans la vie de tous les jours. Même en famille ou entre ami-es on sait à quel point ça peut être difficile de réfuter certaines idées. Dans le cadre d'un cordon sanitaire citoyen, la société civile va avoir différentes fonctions : un rôle d'information et de communication, le fait de mener des actions en justice, de faire de l'action directe contre certains groupuscules et également un rôle de formation et d'animation sur certains sujets. Toute une série d'actions pour lutter contre la montée des idées d'extrême droite. Quand on voit à quel point les cordons sanitaires politiques et médiatiques sont poreux, il semble important d'y ajouter un troisième volet.

L'ASBL La Cible fait aussi tout un travail de vigilance médiatique. On analyse ce qui est en train de se passer dans les médias, quels discours prolifèrent, quelles personnalités sont mises en avant, etc. Cette analyse nous permet d'alerter le CDJ en cas de non-respect du code de déontologie journalistique. On appelle aussi tout-es les citoyen-nes à nous rapporter ce qu'il-elles voient sur les réseaux sociaux, dans les médias ou même dans la vie de tous les jours, afin de signaler mais aussi de

documenter cette variation ou ce basculement dans les idées. Il est important que ce cordon sanitaire citoyen rassemble le plus grand nombre de personnes dans ce travail de vigilance et de veille.

« LA SOCIÉTÉ CIVILE DOIT CRÉER SON PROPRE CORDON SANITAIRE, VU QU'IL N'EXISTE PAS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX OU PLUS GÉNÉRALEMENT DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS. »

Créer en collectif pour contrer ces idées ?

Dans nos animations, on s'aperçoit que même si l'actualité est très négative, les participants et participantes ont envie de réfléchir à leur monde, de mettre en place des choses concrètes et de créer des imaginaires collectifs plus positifs. Je pense que cela peut être complémentaire à la lutte. Chacun-e doit trouver sa petite place dans la lutte, que ce soit dans l'information et la communication, dans la capacité à créer du réseau, en lançant des alertes ou encore dans le lien social. Chacun-e, à sa petite échelle, agit pour le monde dans lequel on a envie de vivre. Et comme ce n'est pas toujours évident de réfléchir tout-e seule à un autre système, à d'autres manières de fonctionner, on a besoin de se retrouver, d'être ensemble pour voir que d'autres manières de faire sont possibles, pour créer en commun.

GIULIETTA LAKÍ,

Espèces
Urbaines,
ULB

SPECXCRAFT : DES CONNAISSANCES SPÉCULATIVES MAIS ANCRÉES DANS L'EXPÉRIENCE

Propos recueillis
par Hélène Hiessler
pour Culture & Démocratie

HÉLÈNE GASSMANN
& FLORENCE PEERAER

Natagora

Centre Vidéo
de Bruxelles

Le projet *Speculative crafting for un/common futures* – specXcraft en abrégé – a réuni quatre organisations basées à Bruxelles : Espèces Urbaines, Natagora, le Centre Vidéo de Bruxelles (CVB) et Constant. S'appuyant sur la SF et la fiction spéculative, elles ont exploré les futurs de Bruxelles. Chacune a déployé un protocole au cours d'une série d'ateliers créatifs, avec ses publics respectifs, avant un temps de mise en commun. Une publication et quelques court-métrages expérimentaux témoignent de ce processus avant tout basé sur l'expérience. Reprendre le pouvoir sur les récits opère un déplacement au niveau de la pensée qui permet d'appréhender autrement les fictions que l'on vit au quotidien et d'y opposer une multiplicité d'imaginaires.

Vous avez toutes pris part au projet specXcraft: quel y a été votre rôle ?

Giulietta Laki Je suis chercheuse en anthropologie et fais partie du collectif de recherche-action Espèces Urbaines¹. Nous avons été contacté-es par des collègues pour réaliser le volet « participation citoyenne » d'une recherche en prospective sur Bruxelles. Mais plutôt que d'inviter les Bruxellois-es à réagir à des scénarios du futur formulés par des expert-es, nous avons préféré écrire notre propre projet et travailler sur ces scénarios directement avec elleux. Nous avons pensé à des personnes avec un vécu épais, des activistes, parce que plus notre expérience est épaisse sur un sujet en particulier, plus on va être à même de développer une vision différente. Pour moi ce lien entre connaissance et expérience est très important. C'est ainsi que nous sommes allé-es vers trois associations : Constant, le CVB et Natagora.

Il y a un imaginaire du futur mainstream très cadencé qui donne une impression d'avenir inéluctable. Avec Espèces Urbaines, nous avons envie de nous en ressaisir, mais pas pour aller vers un unique imaginaire alternatif. L'enjeu était de travailler sur différentes manières de vivre le dissensus, de l'épaissir à partir d'expériences différentes mais sans forcément chercher à les lisser pour se mettre d'accord. Il s'agissait plutôt de soigner la différence et la pluralité. C'est pour cela qu'on a mis en place ce qu'on a appelé des « trajectoires », des processus rassemblant différentes étapes et dispositifs, conçus avec nous mais adaptés aux réalités de chaque association. Pendant un an et demi, elles se sont développées en parallèle, chacune avec un groupe qui partageait une proximité d'expérience, travaillant à imaginer des récits pour le futur, et elles se sont croisées dans un second temps lors d'un moment « diplomatique ».

Florence Peeraer J'ai été pour ma part impliquée dans la « trajectoire » du CVB, qui est une association d'éducation permanente et un atelier de production vidéo travaillant de manière transversale sur l'image et son pouvoir de vérité. La question de la fiction,

de la vérité et de son double, du réel et des faux-semblants, et la déconstruction de ces oppositions m'intéresse beaucoup, en lien avec le documentaire et le cinéma. Au CVB, avant specXcraft, je m'occupais surtout de diffusion, mais par la suite j'ai commencé à animer un ciné-club mensuel avec des adolescent-es dans le cadre d'un programme de cohésion sociale avec le service de santé mentale Le Méridien. Le projet m'a donné l'envie d'être plus sur le terrain et de travailler aussi ce lien entre connaissance et expérience.

Hélène Gassmann Natagora, qui est une association de protection de l'environnement active en Fédération Wallonie-Bruxelles, a coconstruit le projet specXcraft avec Espèces Urbaines. Mon rôle était de porter la voix de la justice environnementale dans les nouveaux récits qu'on aurait envie de construire. Et pour ça, j'ai rassemblé un petit groupe de personnes actives de différentes manières dans la défense du vivant à Bruxelles pour mener notre « trajectoire ».

Selon vous, y a-t-il une « crise de la vérité » ?

H.G. Si je prends le prisme environnemental, oui, c'est très clair. Le climat-scepticisme n'a jamais été aussi répandu. La « vérité » des politiques actuelles c'est la nécessité de plus de contrôle, d'armement, et des solutions technologiques. Pourtant, tous ces écosystèmes dont nous faisons partie, si on n'en prend pas soin maintenant, on est foutu-es. Et dire que ce n'est pas si grave, que le plus important c'est la croissance et notre « survie » en tant que nation, c'est quand même un énorme déni.

F.P. Pour moi, le mot vérité ne veut pas dire grand chose. Je n'ai pas l'impression que les civilisations aient jamais reposé sur des vérités mais plutôt sur des croyances, propres à chacun-e, et toujours en mouvement. Ce qui est difficile pour le moment, c'est qu'on ne sait plus à qui ou à quoi accorder sa confiance. Je parlerais donc plutôt de crise de la croyance ou de la confiance.

G.L. Spontanément, il me semble qu'avant d'avoir un problème de vérité, on a un problème d'expérience. La vérité, ce n'est pas vraiment notre préoccupation première quand on vit au jour le jour.

1. Espèces Urbaines rassemble des chercheur-ses de l'ULB (LoUISe, Faculté d'architecture, Grap, Faculté des sciences sociales et de philosophie) et de la LUCA School of Arts (Intermedia).

Le problème n'est pas tant de savoir ce qui est vrai, mais plutôt de savoir ce qu'on en fait. On a par exemple un problème de manque d'empathie, une difficulté à se mettre à la place des autres qui me semble aggravée par la diminution des interactions en face à face avec d'autres ou des expériences en commun. Il y a un flux d'informations médiatiques qui envahit tout, et qui a tendance à remplacer des expériences directes avec d'autres personnes, avec le milieu qui nous entoure, etc. Dans cette dynamique, on se coupe vraiment d'une grande part de notre intelligence expérimentielle. Le philosophe William James montre très bien à quel point la connaissance est liée à l'expérience, et que dans l'acte de produire de la connaissance, participent aussi les émotions, les croyances, etc. Or une connaissance qui se pense incontestable, coupée de toute expérience, de toute croyance, telle que celle produite par la science « moderne », c'est une connaissance appauvrie. Il s'agit de produire des connaissances qui correspondent davantage à la richesse de notre expérience.

Dans le projet, vous vous intéressez à un type de fictions bien particulières, des « formes d'imagination situées, responsables, spéculatives, fabriquées, plurielles et collectives ». Les politiques d'austérité actuelles utilisent elles aussi l'argument de la responsabilité – à l'égard de l'objectif consistant à réduire la dette, à booster la croissance, etc. En quoi vos fictions sont-elles différemment « responsables » ?

G.L. Dans l'ouvrage *Au risque des effets*², inspiré des travaux de William James, il y a cette idée que pour toute connaissance, toute « vérité », même fabriquée avec soin, il faut se demander ce qu'elle a comme effet. « Si c'est vrai, qu'est ce que ça change ? » était le titre de la thèse du philosophe Thierry Drumm : une connaissance qui tient la route ne nous dit pas encore ce qu'elle va faire dans le monde. Même chose pour les outils que pour les idées : tout dépend de ce qu'on en fait. La question des conséquences, c'est celle-là : que seront les effets de ton récit, de ta fiction dans le monde ? Dans ce projet, on avait envie de s'affranchir

des contraintes qui nous sont données par [le cadre de pensée dominant], de pouvoir spéculer librement, mais sans pour autant se dire qu'on pouvait faire n'importe quoi. Il s'agit de s'exercer à se dire : si on imagine ça, quelles sont les conséquences ? En général, mais aussi au niveau de l'expérience, dans les corps, dans la vie de quelqu'un qui vivrait à cette époque, etc.

« UNE CONNAISSANCE QUI SE PENSE INCONTESTABLE, COUPÉE DE TOUTE EXPÉRIENCE, DE TOUTE CROYANCE, TELLE QUE CELLE PRODUITE PAR LA SCIENCE "MODERNE", C'EST UNE CONNAISSANCE APPAUVRIE. IL S'AGIT DE PRODUIRE DES CONNAISSANCES QUI CORRESPONDENT DAVANTAGE À LA RICHESSE DE NOTRE EXPÉRIENCE. »

Il s'agit donc de prioriser certaines conséquences par rapport à d'autres ?

G.L. Aucune vérité, forme, science ou outil n'est neutre. Et du moment qu'on prend acte de cela, il est impossible de ne pas faire de choix. La question est de bien les faire, ce qui n'est pas facile. Dans specXcraft, nos choix, nous les faisons avec une visée émancipatrice.

Au tout début du projet, à Espèces Urbaines, on s'est demandé qui contacter dans les associations bruxelloises. Parmi les personnes plutôt dissidentes par rapport à l'imaginaire mainstream, il y a aussi l'extrême droite. Aux États-Unis, les personnes qui ont pris d'assaut le Capitole étaient clairement à fond dans un autre récit, par exemple. Mais finalement, on a préféré dans un premier temps commencer par cibler des personnes engagées dans des luttes auxquelles on peut souscrire. Parce que même parmi tout ce à quoi on souscrit, il y a toujours des moments de tension autour des choix à faire, des priorités à donner – entre par exemple un engagement écologique, un engagement pour la santé de toutes ou pour la justice sociale. On est sans cesse face à des moments de friction. Et on s'est dit que se rendre capables, pour commencer, de manœuvrer avec ce types de tensions, ce serait un premier pas pour s'entraîner avant d'en aborder de plus grandes.

2. Didier Debaise et Isabelle Stengers (dir.), *Au risque des effets. Une lutte à main armée contre la raison ?*, Les liens qui libèrent, 2023.

*Comment cette pratique de fiction
du futur agit-elle sur notre présent,
sur les dynamiques dans lesquelles
on est pris-es aujourd'hui ?*

H.G. Ce que j'ai pu vraiment constater comme conséquence, c'était pour les participant-es, pendant le processus, de pouvoir enfin lâcher le dossier qu'il faut rendre demain, l'argumentaire qu'il faut écrire contre telle dinguerie qui vient de sortir, etc. Cette possibilité de pouvoir déposer un quotidien chargé pour aller explorer ce qui leur parle vraiment, ce qui leur semble essentiel à défendre et qui les met en mouvement dans leur quotidien. Pouvoir se raconter dans un monde où on a gagné en tant que militant-e, ça fait énormément de bien ! Offrir cet espace-là à des personnes qui souffrent des injustices, et qui dépensent beaucoup d'énergie à les combattre c'est vraiment un aspect positif très important de l'exercice.

F.P. Pour moi, ce qui compte, c'est le processus, c'est ce que la pratique peut apporter dans la manière de réfléchir. La fiction spéculative telle que pratiquée dans specXcraft crée un déplacement au niveau de la pensée. Les conséquences sont réelles, mais plus de l'ordre d'un presque rien. Se permettre un déplacement formel un peu radical, ça peut conduire à parler de choses qui ont l'air anodines mais qui au fond ne le sont pas. Pour les films produits par le CVB, on a repris le concept de « tremblement de temps », ce « tremblement de terre temporel » imaginé par l'écrivain américain Kurt Vonnegut. Ça déverrouille quelque chose dans la façon d'imaginer le futur ou le présent. On a développé des outils qui travaillent ce déplacement-tremblement dans l'idée de décoincer un peu nos façons de raconter et nous aider à sortir des récits hyper formatés.

H.G. Ce qui m'a marquée aussi, ce sont les liens très particuliers qui se sont tissés entre les participant-es. Ouvrir son imaginaire aux autres, c'est un peu comme revenir en enfance. « On dirait que tu étais un tel, et on dirait que tu faisais ceci ou cela », etc. Il y a une connivence, presque une forme d'intimité qui se crée. Donc en termes de liens sociaux, de notre besoin d'être relié-es aux autres, ça a un impact assez fort.

G.L. C'est l'inverse de l'appauvrissement de l'expérience que j'évoquais tout à l'heure. Dans cette vie très atomisée, en particulier en ville et surtout avec les réseaux sociaux, on se coupe beaucoup de la possibilité d'avoir de la joie ensemble, de partager des choses, de l'empathie. Et puis dans notre quotidien, on a une vision très instrumentale de notre emploi du temps. Tout a un but très précis. Quand on se vit un peu comme une *to-do list*, le fait de créer des moments d'interactions différentes comme avec specXcraft, c'est salutaire.

**« POUVOIR SE RACONTER
DANS UN MONDE OÙ ON A GAGNÉ
EN TANT QUE MILITANT-E,
ÇA FAIT ÉNORMÉMENT DE BIEN ! »**

F.P. Dans notre quotidien, on vit avec une profusion de fictions qu'on nous présente comme réelles et vraies. Cela génère de l'angoisse et de la confusion : il devient difficile d'imaginer penser de la fiction qu'on puisse prendre au sérieux en tant que telle sans que cela amoindrisse son importance. Avec specXcraft, il y a un peu une inversion de ce rapport : on est dans ce plaisir de créer de la fiction qui fait du bien parce qu'on la reconnaît comme telle, et paradoxalement elle est très ancrée dans l'expérience réelle et a une dimension collective. C'est une fiction qui finalement a aussi des conséquences sur le réel mais à un autre endroit – dans ces petits déplacements, justement.

H.G. Ce qui permet de se lancer dans de la spéculation, c'est aussi de s'autoriser à aller vers des scénarios un peu fous. Au départ du projet, à Natagora, on imaginait sortir des ateliers avec de la matière pour pouvoir aller dans l'espace public et mobiliser d'autres personnes. Finalement ça n'a pas été possible parce que les récits auxquels on est arrivé-es n'étaient pas suffisamment transposables au grand public. Même si l'idée n'était pas de faire quelque chose « pour les autres », la question s'est posée quand même de : qu'est-ce qu'on en fait ?

Cette pratique de la SF, de la fiction peut-elle être une ressource dans le contexte spécifique de la « crise de la vérité » ? Aider à faire le tri, à ne pas se laisser happer par les discours mainstream ? Vous parlez de fictions « émancipatrices » : en quoi le sont-elles ?

G.L. Pour commencer, chaque personne qui devient, même le temps d'un instant, créatrice de récits ou créatrice de vérité, se pose dans une tout autre posture et entraîne sa capacité à décoder les récits des autres – une posture très différente de celle de simple consommateur·ice d'informations ou de récits.

H.G. Et cette posture peut redonner un certain pouvoir sur les choses à un endroit où elles étaient davantage subies. La question de ce qu'on veut pour l'avenir, on ne nous la pose pas beaucoup en réalité. Quand on consomme des blockbusters tout faits, on ne se demande pas forcément si l'histoire va dans le sens qu'on voudrait. Quand on est soi-même dans l'exercice de création de fiction, on prend conscience de notre pouvoir d'inventer. Et le fait de le faire ensemble, de comprendre que d'autres personnes ont une vision similaire, ou un peu contradictoire, tout ça nous enrichit.

« CHAQUE PERSONNE QUI DEVIENT, MÊME LE TEMPS D'UN INSTANT, CRÉATRICE DE RÉCITS OU CRÉATRICE DE VÉRITÉ, SE POSE DANS UNE TOUT AUTRE POSTURE ET ENTRAÎNE SA CAPACITÉ À DÉCODER LES RÉCITS DES AUTRES »

G.L. Il y a ce premier niveau : s'exercer, individuellement, à être auteur·ice. Et puis il y a le niveau collectif, qui rend l'expérience très forte. On n'a pas souvent l'occasion de construire des récits du futur ensemble. Bien sûr, ça arrive de devoir se mettre d'accord avec des collègues, mais de le pratiquer ainsi, dans ce temps suspendu et dans la joie, ce n'est pas forcément la même chose. Or pratiquer cette diplomatie, c'est commencer à s'organiser ensemble.

F.P. Je pense que specXcraft offre un outil pour penser autrement toutes les fictions qu'on est en train de vivre. La forme, la manière de le faire est essentielle, mais tout autant le fait de se dire que ce que

les participant·es sont en train d'inventer est vraiment important : les faire exister ouvre des possibles, donne de l'espoir.

Dans specXcraft, la spéculation narrative est prise très au sérieux. Elle ouvre des possibles qui nous manquent. Ces fictions possibles sont différentes de celles qui nous sont balancées tous les jours et qu'on considère comme un divertissement, aussi parce qu'on peut, dans l'espace du jeu, les vivre de manière active, ne pas rester dans le détachement. La différence est dans la manière de les créer, de les appréhender, dans le soin et l'investissement qu'on y met. Et dans la croyance qu'on y engage plutôt que dans la vérité qu'on leur prête.

H.G. On dit souvent aux activistes qu'ils sont de doux rêveur·ses, des utopistes, etc. Avoir cet espace-là où ce qu'ils souhaitent est vraiment pris au sérieux redonne confiance en ce en quoi on croit et en ce qu'on souhaite pour l'avenir.

Une version augmentée de cet article est disponible en ligne.

HAPPY NO ENDING



Philosophe
& écrivain

Pouvons-nous imaginer une fin heureuse au capitalisme ? Pour le philosophe Pierre Cassou-Noguès, inventer d'autres possibles est un premier pas pour lutter contre l'imaginaire dominant de l'effondrement. Ce texte, en forme de fiction exploratoire, nous propose de ralentir pour sortir de ces représentations cadenassantes, reprendre la main sur nos émotions, notre attention et nos savoirs et retrouver notre capacité à imaginer d'autres « régimes de vérité ».

Le capitalisme industriel, qui anime l'Occident depuis 250 ans et a peu à peu conquis l'ensemble de la planète, nous conduit vers une catastrophe environnementale qu'occulte seulement aujourd'hui la montée des néo-fascismes. Pouvons-nous cependant lui imaginer une, ou plusieurs fins, heureuses ? Ou bien sommes-nous enfermés dans l'imaginaire de l'effondrement, de l'apocalypse, de la fin du monde ? Y-a-t-il des alternatives ? Comment imaginer un happy end au capitalisme ? Ou, comme on devrait le dire dans un français correct, un happy ending ? Ou encore, parce que cette fin heureuse ne serait justement pas une fin, un happy no ending ?

Si j'en ai la possibilité, je parcourrais l'Europe dans un grand voyage avec des trains qui s'arrêtent souvent pour ne pas dépasser la vitesse moyenne de 25km/h. Je demanderais aux gens que je rencontre : « Alors comment tu vois le futur ? » et « Ce futur, il pourrait être heureux ? » ou « En quoi ça consisterait pour toi un futur heureux ? ». Un peu comme quand, dans le film *Chronique d'un été* de 1968, Jean Rouch et Edgar Morin demandent : « Alors, c'est quoi pour toi le bonheur ? »

En attendant, je me contente d'imaginer.

La dictature de la lenteur. La proposition LUV

Après une pandémie à la fois biologique et informationnelle, devant la nécessité de ralentir la propagation des virus biologiques dans les corps et des virus informationnels à travers les écrans, l'ONU vote à l'unanimité la proposition LUV : Limitation Universelle de la Vitesse. La vitesse des transports est limitée à 25km/h, ce qui est grosso modo la vitesse des cyclistes bien entraînés. Cette mesure s'applique à tous les types de transports : transports de marchandises, transports de passagers, transport de l'information. Il n'y a que les transports amoureux sur lesquels nous ne légiférons pas, du moins tant qu'ils ne passent pas par internet. Car les communications numériques (câbles, satellites, etc.) sont maintenant équipées de ralentisseurs, de sorte que l'information respecte la vitesse universelle autorisée, 25km/h. Les utilisateur·ices qui s'inscrivent sur une application de rencontre voient ainsi leur profil gagner peu à peu (à la vitesse de 25km/h) les téléphones d'utilisateur·ices de plus en plus éloigné·es. Les informations en provenance de la côte est de l'Amérique mettent une grosse semaine pour gagner le littoral européen et encore une journée pour se propager jusqu'à Bruxelles ou Strasbourg. Il faut au dernier tube de K-pop près de trois semaines pour nous parvenir de Séoul. À quoi ressembleraient nos vies dans la limitation universelle de vitesse ? L'agriculture doit se réorganiser, un peu. Au moins, il est impossible en Europe de manger à Noël des cerises péruviennes. L'industrie peut toujours exporter ces marchandises sur des porte-conteneurs. Pourtant, si le capitalisme suppose une accélération des flux qui accélère aussi la production de la plus-value, la dictature de la lenteur en marquerait doucement la fin.

Un optimisme uncanny

Le théoricien américain Fredric Jameson a déclaré au milieu des années 1990 qu'il était plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. Le problème a été repris par Slavoj Žižek, Mark Fisher ou Luciana Parisi. Paradoxalement, la crise environnementale, qui nous amène en effet à entrevoir la fin du monde que nous connaissons, donne tort à Jameson. Une multitude de collectifs semblent le montrer en pratique : il est possible d'imaginer la fin du capitalisme, et même des fins, heureuses.

Plus récemment, John Baird Callicott et Bruno Latour nous ont donné un devoir d'optimisme. Parce que le pessimisme serait autoréalisateur.

Baird qualifie pourtant son optimisme de «désespéré». Notre optimisme doit être paradoxal. Ou étrange, *uncanny* comme on dirait en anglais.

Modèle unique

C'est un peu la dictature de la lenteur mais appliquée à la mode, cette forme de circulation des marchandises qui nous oblige, tous les deux ou trois ans, tous les ans, à chaque saison, tous les quinze jours, toujours plus rapidement, à renouveler notre garde-robe dont les couleurs et les formes semblent avoir brusquement enlaidi. Sauf que le Nouvel Ordre Vert (N.O.V.), qui a pris le contrôle de la planète, n'a pas seulement voulu ralentir la mode mais la stopper net. Les vêtements n'existent plus qu'en un modèle unique simplement décliné en trois tailles : petit, moyen et grand. C'est le principe de l'unique-forme. Tout le monde, hommes et femmes, jeunes et vieilles, est habillé pareillement.

Ce principe a progressivement été généralisé à tous les domaines de la vie : mêmes vêtements, mêmes sacs, mêmes stylos, cahiers, ordinateurs. Un nouveau Le Corbusier a dessiné l'appartement idéal, avec ses proportions exactes, qui est fabriqué en série et monté en immeubles partout à travers le monde. Une nouvelle Charlotte Perriand en a dessiné l'unique mobilier. On peut être invité-e à dîner chez des collègues et se lever pour chercher une cuillère : elle sera dans le même tiroir, de la même cuisine, du même appartement dont tou-tes les occupant-es seront habillé-es de la même façon. On se sent chez soi partout.

Les seules choses qui n'ont pas été uniformisées, ce sont les gens. Les gens sont devenus très artistes, et très poètes aussi. Ils ont besoin de s'exprimer, de montrer leur individualité, c'est normal, nous le comprenons bien, et ils le font dans des objets d'art et des poèmes, des théorèmes mathématiques. Ce qu'eux ne comprennent pas, c'est que nous (avant l'établissement du N.O.V.) ayons pu croire nous exprimer dans des marchandises : dans nos vêtements, dans la décoration de nos logements, dans des choses fabriquées en série et qu'on nous vendait. Pour les citoyen-nes du N.O.V., c'est totalement inimaginable, et un peu dégoûtant.

Dystopie

Je fais de mon mieux pour rendre les citoyens et citoyennes du N.O.V. aussi heureuses que possible mais il me semble que, si nous essayons de nous mettre à leur place, et d'imaginer leur monde, les rues avec les gens dans les mêmes uniformes, les appartements identiques, il est difficile d'échapper à la dystopie.

**« ON PEUT ÊTRE INVITÉ-E
À DINER CHEZ DES
COLLÈGUES ET SE LEVER
POUR CHERCHER UNE
CUILLÈRE : ELLE SERA
DANS LE MÊME TIROIR,
DE LA MÊME CUISINE,
DU MÊME APPARTEMENT
DONT TOU-TES LES
OCCUPANT-ES SERONT
HABILLÉ-ES DE LA MÊME
FAÇON. ON SE SENT
CHEZ SOI PARTOUT. »**

Je ne sais pas bien pourquoi, ou je peux imaginer différentes raisons à la mélancolie que j'associe au modèle unique : ce pourrait être aussi bien l'habitude que nous avons de voir les gens habillés différemment, ou un irréductible attachement à la mode capitaliste ou le fait que j'associerais ce phénomène d'uniformisation à la domination d'un groupe, à une sorte de dictature bureaucratique. La crainte me vient que moi-même, malgré toute ma bonne volonté, je ne réussis pas à penser que l'on puisse désirer exprimer son individualité autrement que dans la marchandise. Cela m'inquiète, évidemment, que je puisse être à ce point soumis à ce fétichisme de la marchandise.

La fiction serait ici une forme d'expérimentation, ou d'exploration pour analyser les

mécanismes de la mode, cette circulation des marchandises, quels en sont les ressorts, pourquoi nous y tenons, comment imaginer l'abolir...

Personne n'y croit

Personne ne croit par exemple au scénario de la dictature de la lenteur ou à celui du modèle unique. Le but n'est pas de proposer des scénarios plausibles. Pour cela, il faudrait être économiste, climatologue, faire des calculs.

Il s'agit plutôt de lutter contre l'emprise de l'imaginaire de l'effondrement, montrer que l'on peut imaginer autre chose, un autre type de société et de rapport aux autres qu'humains. Ce sont des fictions, et celles-ci constituent un premier pas. Si les scénarios vers des fins heureuses semblent parfois un peu tirés par les cheveux, c'est le signe de l'urgence de la situation.

Il y a des alternatives

Contrairement à ce que disait Margaret Thatcher, il y a des alternatives. Mais, depuis 40 ans, depuis la chute du bloc soviétique, nous sommes enfermés dans ce dogme T.I.N.A. : *There Is No Alternative*. Et nous avons en effet perdu la capacité à les imaginer.

Des philosophes et des artistes plutôt que des expert-es

Le privilège des expert-es dans les médias actuels, sociologues, économistes, etc., tient au même dogme T.I.N.A. Comme il n'y a pas d'alternative, seule compte la réalité empirique : il faut sonder, mesurer, prédire. Les promoteurs de fake news se contentent seulement de remplacer ces chiffres par d'autres, remplacer les expert-es dont les mesures ont une vérité empirique par des pseudos expert-es qui n'ont aucune expertise.

Mais imaginer d'autres futurs n'est pas essentiellement une question empirique, c'est une question de fiction. Il faut d'abord pouvoir se détacher du réel, prendre non pas de la hauteur (parce que nous ne sommes pas des cosmonautes) mais de la lenteur, dire : « Stop ! Doucement. Où allons-nous ? Où voulons-nous aller ? Ce serait quoi pour toi un happy end dans la situation ? »

C'est pourquoi, dans mon grand voyage à travers l'Europe, j'interrogerai des philosophes, des écrivain-es, des artistes, plutôt que des expert-es.

Le galet

Des intellectuel·les, comme Jonathan Crary ou Anne Alombert défendaient cette idée depuis longtemps mais, grâce au travail remarquable de l'Association des Briseurs d'Écrans, l'ABÉ, l'addiction numérique est enfin reconnue comme la maladie mentale la plus grave du XX^e siècle. On pratique dès le collège des rituels inspirés des exercices spirituels préconisés par Ignacio de Loyola. Les élèves portent dans leur poche une petite pierre, un galet, qu'ils et elles regardent plusieurs heures par jours. Assis-es sans bouger, la tête penchée sur leur galet, il·elles font plaisir à voir, dans la cour de récréation ou dans les transports. À l'âge où l'addiction numérique était la plus violente, vers 15-16 ans, les adolescent-es regardent leur galet environ 8h par jour. Il·elles y découvrent des mondes merveilleux et emportent cette habitude dans leur vie d'adulte.

Instagram, Tiktok, X sont en faillite. Les adolescent-es ont même convaincu leurs parents de prendre le galet et de bien le regarder avant de voter. Le néofascisme connaît un net recul.

Qu'est-ce que le capitalisme ?

Je possède une voiture, je te la prête pour que tu fasses le taxi mais je prends la moitié de ce que tu gagnes. Le capitalisme, la propriété privée des moyens

**« SI LES SCÉNARIOS
VERS DES FINS HEUREUSES
SEMBLENT PARFOIS
UN PEU TIRÉS PAR
LES CHEVEUX, C'EST
LE SIGNE DE L'URGENCE
DE LA SITUATION. »**

de production (le capital, la voiture en l'occurrence) permet l'exploitation du travail (faire le taxi). Le capitalisme s'est accompagné d'une formidable extension du domaine des machines. Ensuite la distinction entre le capital et le travail, l'exploitation du travail par le capital, se sont généralisées : on parle de capital et de travail cognitifs, même génétiques. Le capitalisme touche tous les aspects de notre vie : travail, loisir, santé, etc. Pouvons-nous imaginer en sortir et en sortir heureusement ?

Automatisation

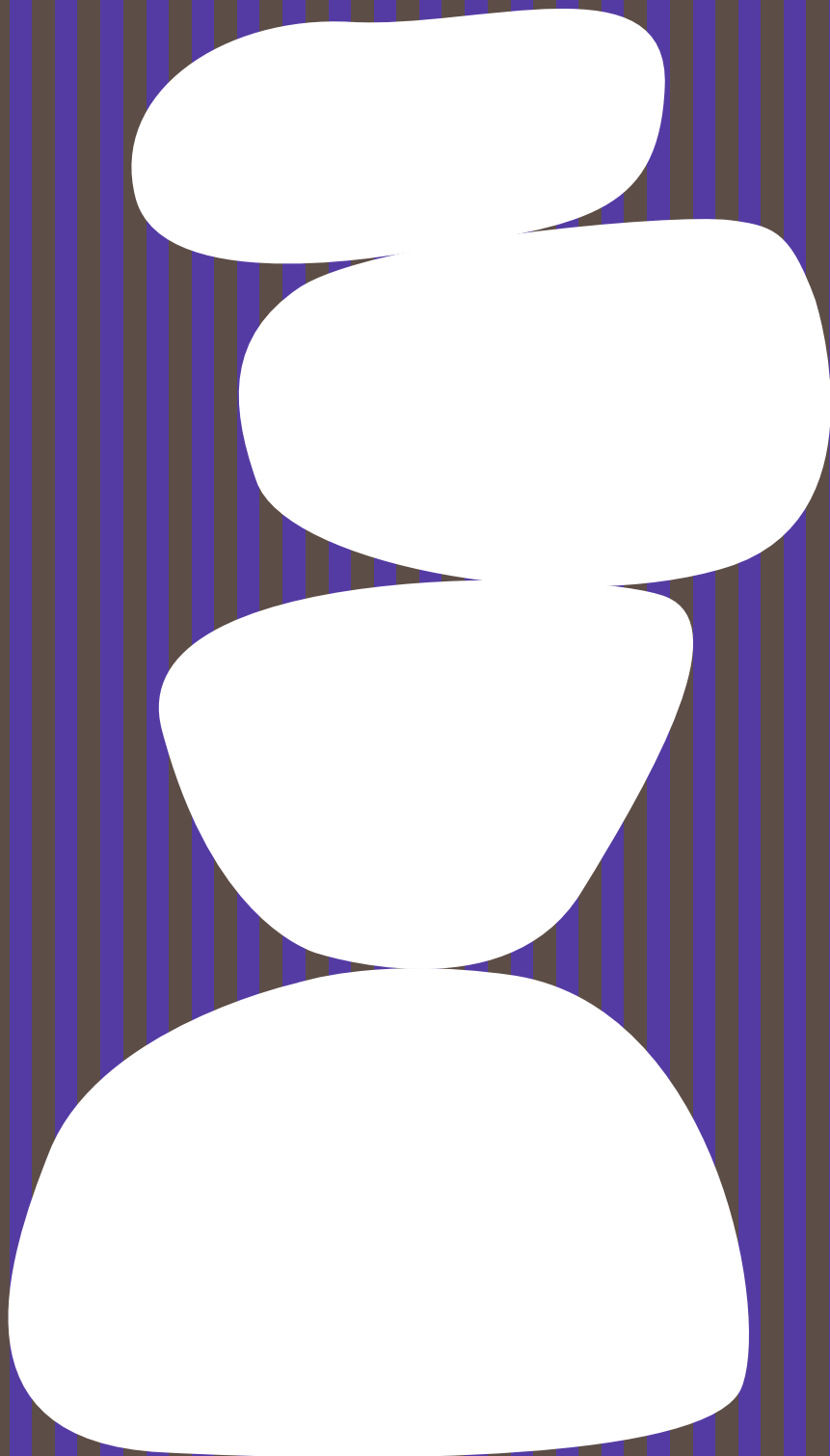
Dans *Le fragment sur les machines*, Marx défend l'idée que l'automatisation complète provoquerait la fin du capitalisme. Les machines prendraient en charge entièrement le travail. Se formerait alors un monde où tout serait gratuit, sans valeur. L'exploitation ne se réalisant pour Marx que sur le travail humain, la fin du travail provoquerait automatiquement la fin du capitalisme. Il n'y aurait plus ni riches, ni pauvres, ni exploitation. Il suffirait de prendre ce dont on a besoin et que les machines produisent d'elles-mêmes. Ce serait le village du père Noël, avec des robots à la place des rennes. Des robots à l'usine, des robots qui sourient à la réception des hôtels, des robots comptables, des robots qui scrollent les pages web à notre place...

Sauf que, dans ce texte, Marx a négligé l'exploitation de la nature. Rien n'est gratuit qu'à la condition de l'emprunter aux générations futures. Un sac en plastique, gratuit, un voyage en avion, pour 50 euros, ce sont des marchandises que nous ne payons pas à la valeur et que nous demandons aux générations futures de payer pour nous. Parce que nous puisons dans les stocks d'énergies fossiles, parce que le coût du plastique est non seulement dans sa production mais aussi dans le déchet qu'il devient... Il faut souligner que, comme l'ont bien montré Kohei Saito et Jason Moore, Marx ouvre ailleurs d'autres perspectives. Mais le scénario du *Fragment sur les machines* n'est pas un happy no ending. Ce serait littéralement un happy end.

Qu'est-ce qu'un happy end ?

C'est aussi une question et qui est étonnamment peu travaillée. Quand apparaissent les happy ends avec cet anglicisme déformé (puisqu'on parle en anglais de *happy ending*) ? Et pourquoi aimons-nous, avons-nous besoin de ces fins heureuses et invraisemblables comme dans le film de Capra *It's a Wonderful Life* où il faut un ange pour sauver James Stewart le jour de Noël ? Les happy ends pourraient-ils être une ruse du règne des machines et des marchandises ? Le meilleur des happy ends serait-il de se débarrasser de cette idée même ?

Dans le happy end se conjuguent à la fois une certaine idée du bonheur et une certaine idée du temps. Le bonheur fait un thème philosophique très classique, le temps aussi. Cependant, leur entrecroisement dans le happy end semble les transformer. C'est peut-être là, dans cette figure imaginaire, que se montre la réalité de nos idées du bonheur et de temps. Comment ne pas imaginer le bonheur sous la figure du « plus », et le temps comme une route vers le meilleur des mondes, seulement plus ou moins accidentée ?



Y a-t-il une crise de la vérité ?

Qu'est ce que le vrai ? Peut-on le définir ? Vit-on aujourd'hui plus qu'hier une « crise de la vérité » ? Cette « crise » traduit-elle une perte de confiance dans nos institutions et les savoirs établis ? Les technologies numériques accélèrent-elles ce phénomène ? Les contributeur·ices de ce dossier « Mensonges ! » proposent, au fil des pages, quelques éléments de réponse à ces questions. Ce patchwork en rassemble certains extraits, enrichis de citations extérieures.

76

Il n'y a pas de force intrinsèque de l'idée vraie.

(SPINOZA)

Où trouver encore l'éthique, le sens moral, l'exactitude, le sens du vrai, l'intraitable sens des faits ?

(JULIE LOMBE)

Si l'on prend un peu de distance, il convient de rappeler que les contenus désinformationnels ne représentent qu'une part infinitésimale des contenus en circulation en ligne. Ensuite, il ne faut pas se tromper en faisant comme si ce qui se passe en ligne, sur certains réseaux sociaux numériques, serait comme une sorte de décalque en miniature de ce qui se passe dans la société globale.

(JULIEN GIRY)

L'exposition répétée aux mêmes contenus nous amène arbitrairement, par effet de familiarité, à les apprécier davantage. Elle renforce la crédibilité des fausses informations dont ils sont porteurs, et la propension à les partager avec autrui. Il en découle un effet de vérité illusoire.

(SÉVERINE FALKOWICZ ET ALEXANDER SAMUEL)

Chaque théorie du complot s'articule autour d'un « noyau de vérité » : une situation vécue, un problème réel mais mal identifié, une inquiétude difficile à exprimer.

(WU MING 1)

Comme le résume le politiste Henrik Enroth, « la situation de post-vérité ne concerne pas un rejet des faits ou un déclin de la vérité en tant que telle », mais plutôt « une défiance généralisée et intensifiée » envers les autorités mandatées pour établir les connaissances. À l'ère des fake news, on n'observe pas « un abandon de la recherche de preuves, mais leur quête pathologique ».

(DANIEL ZAMORA)

Les promoteurs de fake news se contentent seulement de remplacer des chiffres par d'autres, remplacer les expert·es dont les mesures ont une vérité empirique par des pseudos expert·es qui n'ont aucune expertise. Mais imaginer d'autres futurs n'est pas essentiellement une question empirique mais de fiction.

(PIERRE CASSOU-NOGUÈS)

Le phénomène des fausses croyances et des rumeurs n'est pas nouveau. On prend trop souvent pour étalon auquel nous comparer un moment exceptionnel de l'histoire des médias, les années 1960-1990, caractérisées par un petit nombre de grands médias et la domination de la télévision. C'est un étalon trompeur. Dans les années 1920-1930 ou à la fin du XIX^e siècle, la pluralité des médias, des journaux, était plus importante, avec des orientations idéologiques marquées et un rapport à la véracité au mieux inégal. Ce qui est nouveau, c'est la vitesse de propagation et surtout l'architecture qui la rend indistinguable de l'information vérifiée.

(FLORIAN FORESTIER)

On est entouré-e de fake news à l'heure actuelle. Avec l'IA, on est arrivé-e à un stade où il devient très difficile de dire si une vidéo, une image, une personne est vraie ou pas. Même pour des journalistes conscients de la problématique, qui scrutent le faux sur l'image, l'incohérent dans la source, l'exercice de vérification est une épreuve risquée. L'erreur est réelle.

(YURBISE)

Le besoin de vérité continue d'opérer en chacun de nous, même chez ceux qui sont pleinement immergés dans leurs bulles. Quand prédominent les besoins de sens, c'est-à-dire de sécurité cognitive, et d'affection, lorsque au surplus, le temps de la réflexion approfondie manque, celui-ci voit son élan entravé. On ne lui permet pas d'aller plus loin. Tout au plus pourra-t-on aménager quelques croyances, retoucher certaines pensées non fondamentales. Le véritable objet du capitalisme numérique est de nous débarrasser le plus possible de l'encombrante présence de la réalité, autant que le permet la vigueur en nous du besoin de vérité.

(MICHAËL LAÏNÉ)

La recherche de la vérité est indissociable de la confrontation aux doutes et tourments, elle n'émerge que dans la confrontation et la controverse démocratiques. Le « besoin de vérité » ne rime pas avec « sécurité cognitive ». Le souci de la vérité implique une tolérance plus grande à l'incertitude, à l'incomplétude et à l'imperfection de nos connaissances.

(PIERRE HEMPTINNE)

La critique du pouvoir, de l'autorité experte et de la science s'est adossée à un autre phénomène, lui aussi central à la culture du doute : le subjectivisme ou l'idée que chacun a le droit de définir sa vérité. Porter atteinte à la vision du réel tel que chacun le définit est devenu une atteinte à la personne elle-même.

(EVA ILLOUZ)

Pour la science, le doute est un moteur positif dans la démarche pour essayer de trouver des réponses, d'élargir les connaissances. Chez les platistes, c'est un phénomène négatif qui tient lieu de point de départ, une critique du savoir et des institutions. Il porte sur tout ce qui touche à l'autorité classique. Ils se confortent dans une nouvelle vérité, celle de la terre plate et cherchent alors à l'étayer.

(PHILIPPE BRAQUENIER)

Avant d'avoir un problème de vérité, on a un problème d'expérience. La vérité, ce n'est pas vraiment notre préoccupation première quand on vit au jour le jour. Le problème n'est pas tant de savoir ce qui est vrai, mais plutôt de savoir ce qu'on en fait.

(GIULIETTA LAKI)

Le complotisme s'intensifie avec la naissance de l'État moderne et avec l'incertitude qui l'accompagne sur la nature du pouvoir politique : qui au juste nous gouverne est la question posée par le complotisme.

(EVA ILLOUZ)

Toutes les informations sont placées sur un pied d'égalité, qu'elles relèvent du fait ou de l'opinion. Ça crée une confusion totale sur ce qu'est la liberté d'expression et plus fondamentalement sur ce qu'est la démocratie.

(ZOÉ FAUCONNIER)

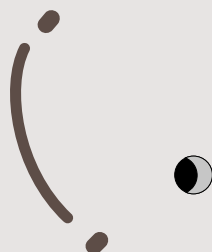
La crise de la presse participe à une crise plus large de la démocratie.

(JUL THEUNISSEN)

La démocratie ne détient pas « la vérité », dénie l'existence de celle-ci sous quelque forme « unique » que ce soit, lutte contre l'instauration de tout monopole sur ce qui est « vrai ». Pour autant, elle entend bien organiser la question de la vérité au sein de la société. Parce que, si le lieu commun selon lequel « la vérité n'existe pas » a toute raison d'être, cela ne revient pas à rendre permis tout et n'importe quoi ! Il convient d'instaurer une relation au vrai qui soit garante de ce que doit être l'usage des savoirs en démocratie.

(PIERRE HEMPTINNE)

DU LIVRE IMPRIMÉ, À L'ÈRE NUCLÉAIRE¹



Chercheur
& écrivain

Depuis 1985, les Éditions du Cerisier publient « par privilège et prédilection, des romans, des nouvelles, du théâtre, des essais qui, sans fard, traitent de la société d'aujourd'hui ». Donner une place aux voix du monde populaire face à celles d'une « aristocratie omniprésente, sûre d'elle et monopolisant le verbe » est depuis 40 ans, pour celles et ceux qui font Le Cerisier, un combat politique et un enjeu de démocratie culturelle, mais aussi d'intérêt général. Cet engagement, partagé par Culture & Démocratie, a donné lieu à plus d'une décennie de collaboration entre nos deux structures. À l'occasion de ce quarantième anniversaire, Roland de Bodt, auteur du Cerisier, nous rappelle que le livre imprimé, dans la diversité des écritures qu'il rend accessible de par le monde, est un précieux instrument de liberté. Une invitation à se (re)plonger dans le foisonnant catalogue de cette maison d'édition.

1. Pour l'auteur, l'ère nucléaire est une période nouvelle de l'histoire de l'humanité caractérisée, à titre principal, par la soumission des populations de la planète à la domination des technosciences industrielles ; l'ère nucléaire commencerait au petit matin du 6 août 1945 par la destruction des populations et de la cité d'Hiroshima (Japon), du fait de l'usage de la première bombe atomique ; elle est confirmée le 9 août 1945, par la destruction des populations et de la cité de Nagasaki (Japon) du fait de l'usage de la deuxième bombe atomique connue dans l'histoire de l'humanité. À dater de ce jour, les populations de la planète sont informées que les technosciences industrielles ont la capacité de détruire l'humanité, voire la vie sur la planète, elle-même.

2. Cette proposition surprendra probablement de nombreuses lectrices et de nombreux lecteurs : pourtant, l'industrie nucléaire civile et militaire détruit durablement les conditions de la vie humaine sur cette planète, pour des centaines de générations à venir. De même pourraient être classées parmi les crimes contre l'humanité : la production et la consommation d'énergies fossiles et notamment du charbon et du pétrole, l'industrie aéronautique et l'aviation commerciale, civile et militaire, dans leurs formes actuelles, ainsi que la production et la consommation de plastique, l'amplification des ondes magnétiques ; toutes ces industries qui se sont développées durant l'ère nucléaire, en portant gravement atteinte à l'avenir de l'humanité.

3. Hermann Hesse (1877-1962), écrivain, poète, romancier et essayiste, né en Allemagne et optant pour la nationalité suisse en 1924 ; auteur de plusieurs romans qui marqueront la littérature européenne, dont *Siddharta* (1922), *Le loup des steppes* (1927), *Le jeu des perles de verre* (1943) ; prix Nobel de littérature en 1946.

4. Extrait du texte « Magie du livre » (1930) in Hermann Hesse, *Magie du livre – écrits sur la littérature* (1900 à 1961), Librairie José Corti, trad. François Mathieu et Britta Rupp Eisenreich, 1994, p. 287-295.

En attendant que l'industrie nucléaire civile et militaire soit classée parmi les crimes contre l'humanité² – probablement le seul crime susceptible de réellement provoquer une destruction totale de l'humanité, voire de la vie sur notre planète, voire de la planète, elle-même – et en attendant que la responsabilité des actionnaires, des gérant-es et des cadres supérieurs de ces industries soit établie et sanctionnée par le Tribunal des générations futures, je range ma bibliothèque.

Ce faisant, je tombe sur un article de l'écrivain suisse allemand Hermann Hesse³ qui formule une hypothèse que j'interprète comme *visionnaire* pour notre temps, à près de cent années de distance : « [N]ous n'avons pas non plus l'intention de déplorer que le livre ait pratiquement renoncé à ses privilèges d'antan et que tout récemment, aux yeux des masses, il semble avoir perdu, à cause du cinéma et de la radio, de sa valeur et de sa force d'attraction. Nous n'avons néanmoins pas à craindre une destruction future, au contraire : avec le temps, plus certains besoins de distraction et besoins d'instruction populaire seront satisfaits grâce à d'autres inventions, plus le livre recouvrera de dignité et d'autorité. Car l'idée que l'écrit et le livre ont des fonctions éternelles, supplantera bientôt la griserie du progrès la plus infantile. »⁴

Je me demande alors s'il est possible d'actualiser cette proposition visionnaire en réunissant un argumentaire adapté à la situation présente (2026) du livre imprimé, sous le régime des technosciences industrielles que j'appelle l'ère nucléaire.

C'est ce que je vais essayer de faire, ici.

Je ne développerai pas les arguments les plus répandus : l'intime relation du lecteur ou de la lectrice au livre, à sa respiration, au doigté des papiers, aux odeurs des encres et des colles, aux plis, au poids, aux glacés éventuels des couvertures ; ni la question hygiénique, celle de l'impact de la lecture sur écran numérique, pour les yeux, le cerveau, le système nerveux, etc.

L'acquisition

Aujourd'hui, lorsque vous achetez un livre imprimé neuf ou d'occasion, au moment du paiement du prix, il se passe un transfert de propriété, sans autre condition ou réserve : vous en acquérez la pleine propriété ! C'est-à-dire que vous jouissez de tous les attributs de la propriété, sans limitation ; vous en obtenez :

- la *nue-propriété*, il relève pleinement de votre patrimoine, à ce titre vous pouvez le conserver, le protéger, le restaurer, l'inventorier, le documenter, le valoriser, etc. ;
- l'*usufruit*, vous en avez un usage illimité pour le lire mais également pour le prêter, si cela vous sourit ou l'exposer ;
- le *droit de céder*, de vendre, de donner, de léguer ;
- le *droit de procéder à sa destruction* (ce qui ne devrait pas être encouragé mais, bon, le droit en existe !)

FEMME-MACHINE

CHRISTINE SEPULCHRE

DÉRACINÉS

ROMAN FIRMANI

À FLEUR DE MÉMOIRES

MARIANNE LEFEBVRE-RAEPSAET

NUIT D'ENCRE POUR FARAH

MALIKA MADI

DÉMISSIONS

ROSE HANON

PALESTINIENS/ISRAÉLIENS DIRE L'HISTOIRE,
DÉCONSTRUIRE MYTHES ET PRÉJUGÉS, ENTREVOIR DEMAIN

MICHEL
STASZEWSKI

POUR UNE RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS D'EMPLOI

RIPOSTE.CTE

DES MOTS QUI PUENT

OLIVIER STARQUIT

PACÉNOUS

THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE

BIG SISTER IS WATCHING YOU

MAX LEBRAS, COLLECTIF 1984

LES MEILLEURS MORCEAUX DU MAMMOUTH

CHARLES MANIAN

POUR UNE DEMOCRATIE CULTURELLE – ACTUALITÉ(S) DE MARCEL HICTER
TOME II

LE PETIT BERGER OU L'INTÉGRALITÉ PERPÉTUELLE

ADA A.

JE VOUS ÉCRIS DE GAZA SOUS LES BOMBES

HOSSAM AL-MADHOUN

TRAVAIL SOCIAL ET ÉTHIQUE DES DROITS HUMAINS

JOFFROY HARDI

J'IRAI PLUS LOIN

GIOVANNI LENTINI

POUR AVOIR DE L'ESPOIR IL FAUDRAIT DU TEMPS

PIERRE ORBAN

VIE À L'OMBRE

GIOVANNI LENTINI

OÙ DANS LE CIEL ?

DANIEL ADAM

COUVRE-LES BIEN, IL FAIT FROID DEHORS...

SOPHIE PIRSON

CASSOS L'AMERTUME DES MARCHANDISES

FABIENNE BRUTUS

L'ENFANT DO

EVA BATTAGLIA

L'HÉRITAGE ASSASSIN

JEAN-PIERRE GRIEZ

MARGHERITA UNE ENFANCE SICILIENNE

CARMELO VIRONE

CARL NORAC

NATHALIE CAPRIOLI

L'OURAGAN A FRAPPÉ NUYENDO

MONSIEUR PWOËT

Si vous héritez d'un livre imprimé ou qu'un parent, un ami ou une amie vous le donne ou que vous le recevez comme prix d'un concours ou d'une loterie, pour votre anniversaire, la Noël, vous disposerez de ces mêmes droits de pleine propriété.

À l'achat, vous ne le payez qu'une et une seule fois (c'est le prix). Il n'y a pas de condition économique collatérale : vous n'avez besoin ni d'électricité ni d'instrument ou d'appareil ni même d'application pour y accéder. La lumière du jour suffit pour le prendre, l'ouvrir et le consulter. Si vous le déposez dans votre bibliothèque, ou sur votre table de nuit, a priori il devrait rester à la même place jusqu'à ce que vous le changiez d'endroit. Il existe aujourd'hui quantité de systèmes de rangement pour bibliothèque privée qui vous permettent de ranger près de 500 livres dans une pièce de 16 m² sans qu'ils ne vous encombrent et tout en laissant une large place aux autres meubles usuels (écran, divan, buffet, lit, table et chaises, etc.)

Par comparaison, il est probablement impossible d'acquérir la pleine propriété d'un livre numérique au moment de son acquisition ; les conditions économiques collatérales sont déterminantes et à défaut d'électricité, d'appareil ou d'instrument (tablette, ordinateur, téléphone à multiples fonctionnalités, liseuse, etc.) et d'applications qui en permettent la lecture, la propriété devient inexistante, quel que soit le prix payé pour acheter le livre numérique. Dans le même esprit, il faut également considérer que tant l'électricité que les applications et les mises à jour de ces applications ne peuvent être acquises durablement ; elles sont souvent sous le régime de l'abonnement ou de facturation selon la consommation ; ce qui place – de fait – le livre numérique nécessairement sous le régime de ces abonnements ou d'une forme de location dont on ne détient jamais la pleine propriété. On ne peut le céder, le vendre ou le léguer, voire le prêter qu'à une personne susceptible de réunir les conditions économiques collatérales indispensables à l'accès du livre numérique.

Si demain, il n'y avait plus d'électricité ou seulement à certains moments de la journée, ou si elle devenait trop chère, impayable pour beaucoup d'entre nous, l'accès aux livres numériques acquis deviendrait difficile, plus cher ou plus incertain ; tandis que j'aurais toujours, avec la plus grande aisance, un accès immédiat et sans cout supplémentaire, à mon livre imprimé, en mars 1994, d'Herman Hesse !

La lecture

En ce qui concerne la lecture, la situation est bien plus simple, puisqu'il n'y a aucun cout spécifique pour le livre imprimé : la lumière du soleil suffit largement ; on peut lire dans un parc public, à la terrasse d'un bistro, dans le métro ou le train, sur un banc public à l'ombre d'un platane, etc. Bien entendu, on peut lire en ayant recours à de l'électricité, le soir ou la nuit, mais c'est une possibilité et non une nécessité préalable.

Et ici, il me plaît de souligner un avantage non négligeable : personne ne surveille ou ne contrôle la lecture d'un livre imprimé ! Vous pouvez lire une page par heure ou vingt pages par jour, c'est selon votre rythme et cela ne concerne que vous.

Bien sûr avec l'évolution des politiques sécuritaires, il est possible que dans le parc public, il y ait une ou plusieurs caméras ; mais le cas échéant elles ne sont pas « connectées » à votre livre et il faudra déjà un zoom puissant pour identifier le titre ou la partie du livre que vous lisez, tranquillement.

**« PERSONNE
NE SURVEILLE OU NE
CONTRÔLE LA LECTURE
D'UN LIVRE IMPRIMÉ !
VOUS POUVEZ LIRE
UNE PAGE PAR HEURE
OU VINGT PAGES PAR JOUR,
C'EST SELON VOTRE
RYTHME ET CELA NE
CONCERNE QUE VOUS. »**

La comparaison avec le livre numérique n'offre pas ces avantages puisque – comme c'était déjà le cas au moment de l'acquisition – il faut de surcroît *payer pour lire* et tout au long de la lecture : de l'électricité, la disposition des appareils et des applications et de leurs mises à jour. Enfin, tout est sous contrôle : non seulement le titre et l'auteur·ice mais aussi qui est lecteur ou lectrice ; et encore, le temps de lecture par ligne, par section, par jour, par semaine et bien entendu, le nombre de fois qu'on y retourne et sur quelles parties, etc. Toutes ces informations sont encodées, analysées et mises en vente auprès de milliers de firmes de gestion de vos données numériques.

En guise de conclusions

Je crois que la proposition visionnaire d'Hermann Hesse reste tout à fait valable aujourd'hui, à l'ère nucléaire. Et encore – mais ce serait un autre objet d'écriture – on peut se demander si l'intelligence artificielle va donner une nouvelle *dignité* et une nouvelle *autorité* (je reprends les mots à Hermann Hesse) au livre imprimé, en tant qu'il est une source fiable de connaissances.

Ce que nous pourrions craindre alors ce serait la volonté des grands groupes industriels de faire disparaître définitivement les livres imprimés parce que ces livres offrent un accès démocratique à des savoirs ou à des narrations qui échappent, actuellement – et notamment autant dans le livre de seconde main que dans les bibliothèques d'études – à la volonté de contrôle des intelligences individuelles et collectives et des savoirs communs qui caractérise l'essor des technosciences, depuis quarante ans.

Jean Guéhenno postulait que le livre imprimé était un instrument de libertés. Je le rejoins sur ce thème, en considérant qu'il ne l'est pas en soi – je veux dire qu'il ne l'est pas par essence – mais qu'il l'est par la diversité des écritures qu'il rend accessible de par le monde. J'avais envie d'écrire par la diversité des écritures qu'il met librement au monde !

Et de ce point de vue-là les Éditions du Cerisier ont été, pendant les quarante dernières années, de fameux acteurs ou plutôt de fameuses actrices de nos libertés.

On ne peut perdre de vue, en effet, que dans la langue française les mots « édition » et « liberté » sont féminins.

Longue vie !

**« [LE LIVRE IMPRIMÉ
EST ASSURÉMENT UN
INSTRUMENT DE LIBERTÉ]
PAR LA DIVERSITÉ
DES ÉCRITURES
QU'IL REND ACCESSIBLE
DE PAR LE MONDE. »**

READ
BOOKS
BUY
BOOKS
BUY
LOCAL

Support Your Local Bookstore.

Free poster. Provided by 'SUPPORT YOUR LOCAL BOOKSTORE' and 'Local Books Association'.

Affiche conçue par Hans Gremmen
pendant la crise sanitaire. Téléchargeable
sur www.supportyourlocalbookstore.org

FIGHT ON THE RING, NOT IN THE STREET



(Shaolin Showman,
le cow-boy pas fatigué),
Catcheur et fondateur
du Brussel Young
Wrestling Style (BYWS)

Propos recueillis
par Sébastien Marandon
et Maryline Le Corre
pour Culture & Démocratie



C'est d'abord pour répondre à un besoin de certain·es jeunes du quartier des Marolles à Bruxelles et leur proposer un cadre sportif défini que Nsimba Bafuka crée en 2009 le club Brussel Young Wrestling Style (BYWS). Lui même catcheur professionnel, il déconstruit dans cet entretien nombre de représentations et de fantasmes autour du catch et nous parle d'une pratique sportive exigeante, qui véhicule des valeurs de respect et d'inclusion.

Pourquoi avoir décidé de monter une école de catch ?

Je viens du Congo, et là-bas le catch est le deuxième sport national, après le football. Quand je suis arrivé en Belgique, j'ai rencontré des jeunes qui avaient envie d'en faire ici. Ils regardaient les matchs de catch américain à la télévision et ils essayaient de reproduire ce qu'ils avaient vu. Sauf qu'ils essayaient de faire des chose qu'ils ne connaissaient pas et surtout qu'ils ne maîtrisaient pas. Et ça, ça peut être dangereux, il y a des accidents. Donc je me suis dit qu'il fallait créer un club pour répondre à leur envie et à leurs besoins. Je l'ai appelé Brussel Young Wrestling Style, car ici on apprend la façon de lutter à la bruxelloise.

Vous dites que le catch au Congo est un sport très reconnu. Est-ce que le catch congolais c'est la même chose que le catch américain ?

Non pas du tout. Moi je suis plutôt dans tout ce qui est *lucha libre*, un style mexicain particulièrement technique et athlétique. Au Congo, il y a avant tout une pratique sportive, d'abord de la lutte gréco-romaine, puis de la lutte libre olympique, un peu de self-défense, parfois aussi des arts martiaux. Ce n'est pas juste une forme d'animation avec des acteurs comme aux États-Unis. Le catch c'est spectaculaire mais il faut apprendre les prises.

Ici dans le club, la plupart des athlètes pratiquent aussi plusieurs sports. On donne des cours dans six disciplines (judo, karaté, lutte, self-défense, juji-tsu et catch). Donc les athlètes profitent de tout ça et ceux et celles qui veulent faire du catch peuvent le faire en plus du reste.

« LE CATCH C'EST SPECTACULAIRE MAIS IL FAUT APPRENDRE LES PRISES. »

Est-ce que le catch est un sport populaire ?

Au Congo, il n'est pas rare de remplir des stades de 17 000-20 000 personnes. C'est grâce à la qualité du spectacle proposé mais aussi parce que chaque quartier vient encourager son champion, chacun avec son style, des costauds, des petits, des acrobates...

En Belgique, si on a 600 personnes on va dire qu'on a fait le plein. Par contre le public n'est pas le même dans toutes les régions. À Bruxelles, les gens viennent vraiment pour ça. Au moindre ramassement de jambes, ça crie dans tous les sens. Alors qu'en Flandre, pour que les gens applaudissent, il faut y aller. Il faut faire vraiment quelque chose de spectaculaire. En France, ils aiment aussi le catch, les salles sont pleines. Et c'est aussi un sport populaire dans le sens où ce ne sont pas les riches qui viennent voir les matchs.

Aux États-Unis, c'est complètement différent, il y a de grosses vedettes avec beaucoup de moyens qui viennent assister aux matchs. Les places les moins chères sont à 80 dollars. Les places autour du ring peuvent aller jusqu'à 2500 dollars et pourtant c'est plein ! Il y a un athlète belge, Ricky Sosa, qui a commencé ici et qui vient de signer à la TNA (Total NonStop Action Wrestling) là-bas aux USA. Il me disait que c'était une mentalité totalement différente, qui n'avait rien à voir avec celle de la Belgique : des caméras partout, des écrans géants, le public qui scandait son nom, la folie !

Vous êtes vous-même catcheur professionnel. Chaque catcheur se créé un personnage avec une histoire, une personnalité, pourriez-vous nous présenter le vôtre : « Shaolin Showman, le cow-boy pas fatigué » ?

Quand j'étais petit, je regardais les films de cow-boy, avec leur chapeau et leur fusil dans le dos. J'ai créé ce personnage avec l'idée d'expliquer aux gens ce qu'était vraiment un cow-boy. À l'origine c'est juste un type qui garde le bétail. Il a un revolver mais simplement pour protéger ses bêtes des animaux féroces, comme les lions ou les léopards, et pour produire un son assez puissant pour les faire fuir en cas d'attaque. Mais cette image n'était pas assez commerciale et quand les films de cow-boys sont apparus, les héros avaient toujours un revolver à la main et ils tiraient sur tout ce qui bouge. Mais c'est vraiment une image commerciale, car un vrai cow-boy ne tue personne – ni les animaux ni les êtres humains ! Et « Shaolin » en référence aux moines guerriers, car à la différence des ninjas, ils n'utilisent pas d'armes.

Les guerriers Shaolin sont techniques et jouent aussi entre plusieurs disciplines.

Au début d'un match, je prends le micro et j'explique tout ça, et la réaction du public est toujours très positive. Vous ne verrez jamais un combat où je joue un cow-boy qui attaque le premier. C'est un autre qui joue le méchant, mon personnage est très positif.

Vous dites que votre personnage joue le gentil et que d'autres sont les méchants. C'est assez théâtralisé. Le catcheur est un athlète qui doit savoir jouer la comédie selon vous ?

Il y a très souvent de la confusion car les gens pensent que le catch ce n'est que de la comédie alors que c'est un sport parmi les plus dangereux. Si tu ne maîtrises pas les prises, tu ne peux pas faire du catch. Ici, on ne commence pas l'entraînement en travaillant des scènes de théâtre, mais par un travail physique car le corps doit être prêt avant tout. Chez nous, les vainqueurs ne sont pas décidés à l'avance. Celui qui gagne c'est le meilleur. Quand les athlètes montent sur le ring pour faire un match, ils catchent avec de vraies prises.

La comédie accompagne le catch mais ce n'est pas la base, ça vient après quand le corps est prêt. D'ailleurs à l'époque où je travaillais avec les Spelers van de ring (les joueurs du ring), avec qui on tournait en Flandre, nous avons eu des cours de théâtre avec une comédienne professionnelle.

« IL Y A TRÈS SOUVENT DE LA CONFUSION CAR LES GENS PENSENT QUE LE CATCH CE N'EST QUE DE LA COMÉDIE ALORS QUE C'EST UN SPORT PARMIS LES PLUS DANGEREUX. »

Le ring, c'est aussi un cadre qui permet le déploiement d'une forme de méchanceté mais contrôlée. Ça rend aussi visibles des questions sociales.

Le slogan du club c'est *Fight on the ring, not in the street* (Battez vous sur le ring, pas dans la rue). Quand je parle de ring, il s'agit en fait d'un cadre officiel avec des règles bien précises. En arts martiaux et en self-défense, il y a ce qu'on appelle la réplique proportionnelle à l'attaque. Si un enfant me jette de l'eau, je ne vais pas aller chercher un bâton pour le frapper.

La réaction ne serait pas proportionnelle. Aujourd'hui les jeunes qui se battent en rue le font sans aucune règle, sans arbitre. C'est de la violence bête.

En ce moment, je suis en train de créer un spectacle dans lequel il y aura un personnage de facteur et un second personnage qui sera huissier de justice. À votre avis, lequel des deux sera le méchant ? Il y aura la victime qui va recevoir la lettre de saisie et l'huissier qui va venir prendre ses affaires. Ça parle aussi de ce qui se passe dans la société, des injustices quotidiennes. Moi aussi j'ai des amendes à payer comme tout le monde. Et le public s'identifie à ces personnages. Même s'il y a des gens qui aiment bien le personnage du méchant – et pas forcément parce qu'ils sont eux-mêmes mauvais – 80 % préfèrent quand même les gentils. Ils reçoivent bien plus d'ovation.

Loin des images de catcheurs bodybuildés américains, le catch apparaît aussi comme une discipline inclusive qui accueille tous les genres, tous les types de corps ?

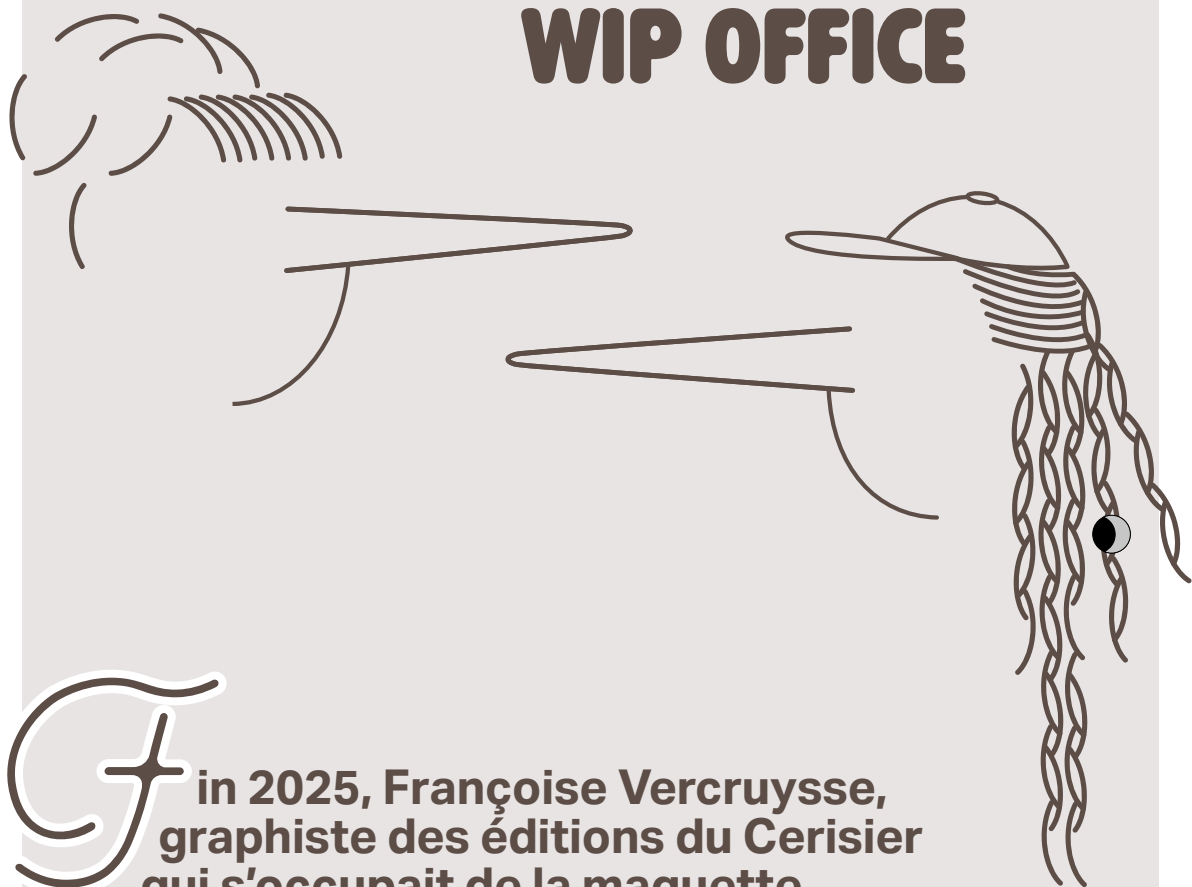
C'est une image que donnent les Américains mais il n'y a pas de corps spécifique. Les Japonais, les Mexicains ou les Congolais sont de très bons catcheurs, très techniques, acrobatiques et ils ont tous des corps différents car ça n'a rien à voir avec la corpulence. Tout le monde peut faire du catch ! Pour faire du catch ici au club, il me suffit d'un certificat médical qui atteste que la personne est en capacité de faire du sport. Après, les entraînements sont mixtes, il n'y a pas les garçons d'un côté et les filles de l'autre. Il faut habituer les enfants à être tous ensemble, car après ils vont grandir avec cette mentalité.

« TOUT LE MONDE PEUT FAIRE DU CATCH ! »

Je ne stigmatise personne pour des questions de race, de religion ou parce que celle-ci est comme ci ou celui-ci est comme ça. On travaille avec des personnes qui ont des handicaps, et elles se débrouillent très bien. On a travaillé avec des réfugiés. Je ne parle pas afghan ou pakistanais mais je me fais comprendre avec les gestes. Le sport est un langage corporel universel. Il faut simplement respecter l'autre et respecter la règle du sport.

Le catch a la particularité d'être un sport de contact. C'est du corps à corps, pas comme dans le karaté où on fait des mouvements de loin. Dans le judo il y a un peu de contact, car on utilise le kimono. Mais le catch c'est vraiment sueur contre sueur. Et je trouve que ça c'est quelque chose qui pourrait être bien dans la société, de ne pas trop réfléchir par rapport à l'autre. Tout le monde doit pouvoir combattre contre tout le monde quelle que soit la force ou la taille de chacun. Celui qui est plus fort ou plus grand doit simplement comprendre qu'il doit diminuer sa force par rapport à un adversaire plus faible. Il faut qu'il y ait une forme de proportion.

MÉTAMORPHOSE GRAPHIQUE DU JOURNAL AVEC L'ATELIER WIP OFFICE



Gin 2025, Françoise Vercruysse, graphiste des éditions du Cerisier qui s'occupait de la maquette du Journal depuis 2015, a pris sa pension. Merci Françoise pour ces dix années passées à nos côtés ! Ce 62^e numéro est le fruit d'une nouvelle collaboration avec l'atelier WIP Office, constitué des graphistes Julie Bassinot et Marie Damageux. Pour mieux les connaître, nous leur avons posé quelques questions. Portrait.

Qui êtes vous ?

Nous sommes Julie Bassinot et Marie Damageux, designeuses graphiques et co-fondatrices de l'atelier WIP Office à Bruxelles. Nous concevons des projets de design éditorial, d'identité visuelle et de signalétique avec des associations, des institutions publiques et des acteur·ices issu·es du milieu culturel. L'atelier développe un graphisme contextuel et attentif aux conditions de production. Nous dessinons des objets imprimés et numériques sur mesure dans une économie de formes, de gestes et de moyens.

Ça veut dire quoi WIP ?

WIP signifie *work in process*. Ce nom d'atelier s'inscrit dans une conception du design graphique où le projet ne se définit pas comme un résultat final, mais comme un processus continu d'expérimentations et d'ajustements. Il y a des tentatives, des variations de possibles lorsque le travail est en cours. Nous accordons une grande importance à la recherche. Nous réfléchissons par des allers-retours entre le bureau (conception) et l'atelier (fabrication). Les projets se construisent au sein d'un écosystème humain et technique où la matérialité, les moyens disponibles et les contextes de fabrication participent pleinement à la production de formes et de sens.

Qu'est-ce qui vous a guidées, inspirées pour la nouvelle maquette du Journal de Culture & Démocratie ?

La dynamique d'éducation permanente portée par Culture & Démocratie et la dénomination «journal» ont guidé nos choix de conception. Pour nous, le terme «journal» renvoie autant à un format éditorial qu'à une manière d'organiser et de diffuser des contenus.

Nous nous sommes inspirées des pratiques de lecture collective telles que l'arpentage et des gestes associés comme l'annotation, le découpage et l'archivage. Ces références ont nourri une réflexion sur la circulation des contenus du Journal et sur la possibilité de les extraire, les conserver ou les recomposer.

Comment cela se traduit-il dans votre proposition ?

Nous avons travaillé la structure de la publication autour de deux logiques

éditoriales : celle d'une publication reliée inscrite dans l'histoire de la presse et du livre, et celle du document autonome, proche de la fiche, du tract ou du pamphlet. Chaque section peut être lue dans sa continuité ou de manière indépendante.

La publication propose ainsi plusieurs rythmes : les articles en une colonne favorisent une lecture continue, tandis que les entretiens en deux colonnes instaurent une dynamique propre au dialogue. Les pages de titrage servent de repères visuels. D'autres rubriques — côté images, glossaire, jeux ou patchwork d'opinions — ponctuent la publication.

Nous avons développé un langage visuel à partir de signes typographiques propres au dialogue — guillemets, tirets, deux points, parenthèses, etc. Ce système nous permet d'augmenter le Journal avec des illustrations et ornements sur mesure. Un ensemble de variables qui dynamisent la maquette tout en s'articulant à un ensemble de constantes qui assurent la reconnaissance de la nouvelle identité graphique du *Journal de Culture & Démocratie*.

Enfin, la publication imprimée en bichromie est construite feuille à feuille en référence aux fiches perforées d'éducation permanente. La reliure en dos carré collé permet d'ajuster le nombre de pages selon les contenus de chaque numéro. Nous avons choisi un format économique adapté pour une impression offset. Il optimise chaque feuille imprimée, limite les pertes de papier et facilite la diffusion postale.

Qu'est-ce que vous faites en dehors de WIP ?

Difficile de répondre. WIP n'a pas vraiment de dedans ni de dehors, si l'on peut dire. Une chose est sûre : ce qui nous nourrit individuellement participe à construire les projets que nous menons ensemble à l'atelier.

Avez-vous dit toute la vérité ?

Rien que la vérité !

NOUVELLE TARIFICATION DU JOURNAL

Le *Journal de Culture & Démocratie* c'est du savoir partagé, élaboré patiemment par le comité de rédaction, les contributeur·ices, l'agence graphique, la société d'envoi... C'est aussi un cout, en augmentation, celui du papier et de l'impression, des salaires des permanent·es de l'association, des rétributions des prestataires externes. La revue imprimée, plus couteuse, n'en est pas moins un support de lecture auquel nous sommes attaché·es. Aussi, même si nos contenus restent entièrement gratuits sur notre site, nous vous proposons, pour l'objet imprimé, de contribuer en fonction de vos possibilités avec une tarification variable : 3 €/8 €/15 € (prix réduit/conseillé/de soutien). Tarif applicable à partir de ce numéro.

Pas d'application sur les abonnements en cours.

La vie de l'association

SUR LE FRONT

Culture & Démocratie se mobilise depuis plusieurs mois pour parler d'une même voix avec celles et ceux qui disent non aux mesures qui détricotent les formes de solidarité indispensables au fonctionnement d'une société démocratique. Comme l'a rappelé la Fédération des Employeurs des Secteurs de l'Éducation permanente et de la Formation des Adultes (Fesefa) dans une lettre ouverte envoyée le 8 avril 2026 aux député·es des parlements de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale : « L'action associative est un pilier essentiel des politiques publiques au bénéfice de toute la population, pas une variable d'ajustement budgétaire. »

« RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE : SAVOIRS ET EXPÉRIENCES »

NOTRE CYCLE DE RENCONTRES

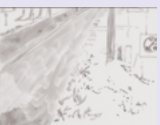
À travers différents formats – laboratoire, forum ouvert, arpentage et journée de réflexion – « Réinventer la démocratie » propose un espace d'enquête collective pour interroger, nourrir et renouveler les pratiques démocratiques. Parce qu'une démocratie vivante repose précisément sur la capacité d'acteur·ices multiples – citoyen·nes, associations, institutions – à produire, partager et faire circuler des savoirs. Le cycle de rencontres organisé par Culture & Démocratie et différents partenaires entend ouvrir un espace pour explorer ces questions, à partir d'expériences concrètes et de réflexions partagées. Retrouvez tous les événements dans la rubrique Agenda de notre site.

GAZA, ON N'OUBLIE PAS !

Depuis juillet 2025, Culture & Démocratie publie régulièrement les chroniques et poèmes de Ziad Medoukh écrits avec force et justesse depuis Gaza. Ziad est professeur de français, poète et écrivain engagé. Ses mots – à lire absolument pour ne pas oublier – sont publiés dans l'Agora.



EMMANUELLE QUERTAIN



JUN 2026

NUMÉRO 62

LE JOURNAL DE CULTURE & DÉMOCRATIE

Les images qui introduisent ce dossier sont quelques-unes des 465 aquarelles qui constituent l'œuvre *My Address* de l'artiste belge Emmanuelle Quertain. Dans cette pièce monumentale, elle propose un geste pictural qui traduit l'ensemble des datas – non écrites – qu'elle a consommées sur une période de cinq mois sur son ordinateur. Ces aquarelles – qu'elle nomme *datas painting* – recouvrent les murs des lieux où elles s'exposent dans l'idée de rappeler la notion de quantité et que les spectateur·ices aient la sensation – comme en ligne – d'être immergé·es dans cet ensemble. Libre à chacun·e de les lire toutes, comme un film, en les suivant les unes après les autres ou, de façon plus onirique, de laisser une image arriver, puis une autre, avec l'impression toutefois qu'on ne pourra pas tout voir.

Face à la surabondance d'images auxquelles nous sommes chaque jour confronté·es, cette œuvre questionne notre capacité d'attention, de concentration et de discernement. À une époque de surconsommation d'images et de dissolution permanente, qu'est-on encore capable de distinguer ? À l'heure où les algorithmes associent pour nous les contenus qu'ils nous proposent, quelle est notre réelle part de décision ? Plus qu'un autoportrait numérique de l'artiste, *My Address* se veut plus globalement un portrait des médias dans leur ensemble, mêlant indistinctement des images de drones, d'incendie et de canadiens, de figures de musique pop féministe, ou encore le portrait du footballeur Benjamin Mendy.

Cet ultra-morcellement associé à la rapidité du geste pictural est une façon pour Emmanuelle Quertain de peindre notre époque tout en s'interrogeant sur sa posture d'artiste : « En tant que peintre, si je ne choisis plus ce que je regarde, est-ce que je suis encore capable d'avoir un point de vue ? Et est-ce que chercher à en avoir un a du sens, dans un monde où les gens ne s'inquiètent pas de savoir s'ils sont dans un espace fermé ou dans un espace ouvert ? »

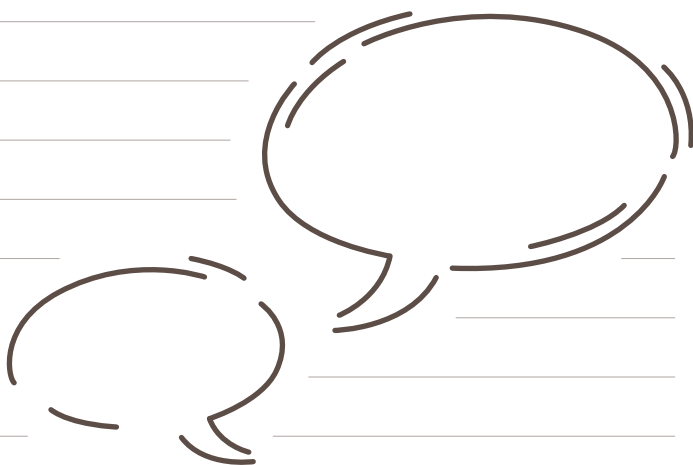
Le travail d'Emmanuelle Quertain questionne aussi les rapports sociaux de notre temps. À l'heure où l'intime est exposé en continu, la peinture est pour l'artiste à la fois une forme d'exhibition par excellence mais aussi une manière de se cacher. En disant « regardez ici », Emmanuelle Quertain choisit ce qu'elle montre ou ce qu'elle ne

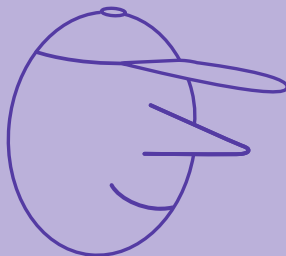
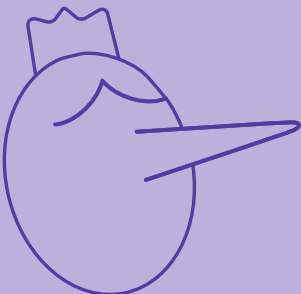
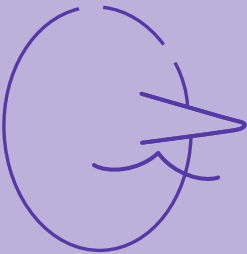
montre pas. L'architecture participe de la monstration tout comme l'époque définit notre capacité à voir, à participer à un espace public ou à un espace de société.

Ainsi, plus largement l'œuvre pointe la tendance à l'actuelle objectification des individus, dont l'attention n'est qu'une ressource parmi d'autres, et nous propose de conscientiser la manière dont on devient objet derrière un écran, notamment en nous interrogeant sur notre relation à notre propre langage. Le travail d'Emmanuelle Quertain nous invite ainsi à retrouver notre condition de sujet ainsi que notre capacité à faire société.

Un entretien avec Emmanuelle Quertain est à lire dans la suite en ligne de ce dossier.







Le journal de Culture & Démocratie



COMMANDE & ABONNEMENT

S'abonner,
c'est soutenir
le travail
de Culture
& Démocratie,
merci !

Pour un abonnement à 4 numéros
du Journal (2 par an) :

PRIX RÉDUIT 15€

PRIX CONSEILLÉ 35€

PRIX DE SOUTIEN 50€

Le prix ne doit, en aucun cas, être un frein à
la lecture de nos publications. Tous les contenus
sont aussi accessibles en ligne gratuitement
sur le site de Culture & Démocratie.
En cas de question, contactez-nous via
info@cultureetdemocratie.be

Merci d'avance !

Culture & Démocratie
est une plateforme de réflexion,
d'observation, d'échange
et de sensibilisation à ce qui lie
la culture et la démocratie.

Équipe

Coraline Burre,
Thibault Galland,
Hélène Hiessler
& Maryline Le Corre

Les textes de ce journal
sont publiés sous licence
Creative Commons.



Comité de rédaction

pour ce numéro

Coraline Burre, Thibault
Galland, Pierre Hemptinne,
Hélène Hiessler, Maryline
Le Corre, Sébastien
Marandon, Guillaume
Moreau, Tyler Reigeluth

Images © Emmanuelle

Quertain – Rappelons que
les images publiées sont
autonomes et sans rapport
volontaire avec les textes.

Conception graphique et mise en page

WIP Office

Impression

Imprimerie Jan Verhoeven

Éditrices

responsables

Hélène Hiessler
et Maryline Le Corre
Rue Cœnraets 72,
1060 Bruxelles

Avec le soutien

de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



Ont collaboré à ce numéro

Lapo Bettarini, Philippe
Braquenier, Coraline Burre,
Pierre Cassou-Noguès,
Roland de Bodd, Séverine
Falcowicz, Zoé Fauconnier,
Florian Forestier, Thibault
Galland, Hélène Gassmann,
Julien Giry, Pierre
Hemptinne, Hélène Hiessler,
Manon Istasse, Giulietta
Laki, Maryline Le Corre,
Julie Lombe, Jérémie Nzita
Mambu (Yurbise), Sébastien
Marandon, Nsimba Bafuka,
Florence Peeraer,
Emmanuelle Quertain,
Alexander Samuel,
Jil Theunissen et Wu Ming 1

WWW.CULTUREETDEMOCRATIE.BE

**Vous pouvez adresser
votre versement à l'ordre de :**

Culture & Démocratie,
rue Cœnraets 72
1060 Bruxelles

Banque Triodos

IBAN BE65 5230 8036 6696 - BIC TRIODEBB
Communication : nom, prénom, adresse
complète, formule choisie



« Tout le monde ment.
Par omission, par conviction,
en bafouillant ou avec talent.
On ment pour ne pas blesser.
On ment pour faire plaisir.
On ment par plaisir.
On ment par honte,
par peur du rejet.
On ment, on triche,
on pipote, on berne.
On ment pour son profit,
pour garder la face.
On se ment à soi, en premier.
On ment parce que ça ne mange pas de pain.
Parce que ça peut même être pieux,
un mensonge.
Et que celui qui n'a jamais menti me jette
la première pierre ! »

Extrait du slam « Tout le monde ment » de Julie Lombe,
à retrouver en page 15 de ce numéro.



PRIX LIBRE

RÉDUIT 3€

CONSEILLÉ 8€

SOUTIEN 15€